

États-Unis–Chine : quelle fin de partie ?

La course à l'incoercibilité stratégique

Jean-Pierre Goux *Biosphere Economics**

Août 2026

Résumé

La rivalité entre les États-Unis et la Chine est généralement décrite comme une course à la primauté. Cet article soutient que le seuil le plus décisif se situe en amont : celui de l'*incoercibilité stratégique*, atteint lorsqu'un adversaire peut encore infliger des coûts considérables, mais ne dispose plus d'un dispositif politiquement crédible capable de contraindre un État à revenir sur des choix qu'il tient pour vitaux.

L'analyse conduit à trois conclusions principales. Premièrement, les États-Unis sont déjà stratégiquement incoercibles face à la Chine lorsqu'il s'agit de choix nationaux vitaux, tandis que la Chine n'a pas encore clairement franchi ce seuil. Deuxièmement, si les trajectoires actuelles se prolongent, un dispositif maximal américain et allié conserve probablement en 2027 une voie permettant d'imposer un recul à Pékin ; vers 2030, cette capacité devient réellement incertaine ; en 2035, le même dispositif resterait probablement capable d'infliger des dommages extraordinaires sans offrir de voie crédible pour contraindre la Chine à revenir sur un choix vital. La trajectoire centrale conduit donc à une *incoercibilité stratégique mutuelle*, non à une primauté chinoise. Troisièmement, le trumpisme renforce sensiblement l'incoercibilité américaine et ralentit la progression chinoise vers ce seuil, sans avoir encore démontré qu'il pouvait l'empêcher. La course décisive oppose la capacité de Washington à renouveler et agréger des veto effectivement utilisables à celle de Pékin à les neutraliser, à construire des contre-veto et à en désorganiser l'agrégation.

L'incoercibilité mutuelle ne constitue pas en elle-même une fin de partie. Elle déplacerait la compétition de la coercition vers l'*organisation systémique* : la capacité de l'une ou l'autre puissance à convertir autonomie, centralité et capacités en une influence durable sur les choix décisifs des autres États. L'article distingue ainsi trois fins de partie possibles : une reconstitution américaine, une percée systémique chinoise et un ordre réparti par fonctions. La guerre n'en constitue pas une quatrième ; elle est l'une des voies de transition susceptibles d'y conduire.

Mots-clés : rivalité sino-américaine, incoercibilité stratégique, transitions entre grandes puissances, puissance systémique, ordre mondial, ère planétaire, compétition technologique, goulets d'étranglement maritimes, coercition économique, escalade nucléaire.

À propos du Planetary Lab. Le Planetary Lab est le pôle de recherche de Biosphere Economics. Il explore les concepts, les institutions et les technologies dont l'humanité a besoin pour entrer dans l'ère planétaire, en accordant une attention particulière aux interactions entre systèmes économiques, géopolitique, transformations technologiques et biosphère. Ses travaux prennent la forme de publications et de notes de recherche accessibles au public, ainsi que d'analyses privées et confidentielles réalisées pour ses clients. Le présent article s'inscrit dans son programme de recherche consacré aux relations internationales et aux recompositions de l'ordre mondial.

www.biosphere-economics.com

Sommaire

1	La dynamique des transitions entre grandes puissances	3
1.1	Une transition de puissance ne tient pas à un événement unique	3
1.2	La confrontation sino-américaine	3
1.3	La transition sino-américaine à l'ère planétaire	3
1.4	Dépasser les États-Unis ?	4
1.5	L'incoercibilité stratégique	4
1.6	L'horloge stratégique	4
1.7	La question de la fin de partie	5
2	Le goban : qu'est-ce qu'une fin de partie ?	5
2.1	Le jeu de go	5
2.1.1	Des pierres à la position	6
2.1.2	L'influence n'est pas le contrôle	7
2.1.3	Ce que signifie une fin de partie	7
2.2	À quoi ressemblerait réellement une victoire chinoise ?	8
2.2.1	Trois seuils	8
2.2.2	Le calendrier officiel et l'horloge stratégique	9
2.3	À quoi ressemblerait une victoire américaine ?	10
2.3.1	Renouveler l'avantage	11
2.4	Au-delà de Thucydide	11
2.4.1	Le piège et ses limites	11
2.4.2	La puissance au sein des réseaux	12
2.4.3	Quand une option commence à disparaître	13
3	Deux stratégies pour la fin de partie	14
3.1	Washington : maintenir le jeu ouvert	14
3.1.1	L'héritage des stratégies compétitives	14
3.1.2	Le déni et l'équilibre local	14
3.1.3	De la compétition maîtrisée au levier transactionnel	15
3.1.4	Renouveler plutôt que préserver	15
3.2	Pékin : neutraliser les veto américains	16
3.2.1	Le problème des goulets d'étranglement	16
3.2.2	La substitution n'est que la première moitié du problème	16
3.2.3	Une stratégie qui se mesure au nombre de veto neutralisés	17
3.3	Agréger la coalition ou la diviser	17
3.3.1	Une asymétrie fondamentale	17
3.3.2	Le délai de mobilisation des coalitions	17
3.3.3	Les États tiers ne sont pas des pions	18
3.3.4	Quand le réseau est plus lent que l'événement	18
4	La course à l'incoercibilité	19
4.1	Où en est la Chine ?	19
4.2	Technologie : faire disparaître le veto	20
4.2.1	Le goulet d'étranglement des semi-conducteurs	20
4.2.2	Localiser ne suffit pas à être souverain	20
4.2.3	Au-delà des semi-conducteurs	20
4.2.4	Retarder, empêcher, inverser	21
4.2.5	Le paradoxe de la dépendance utilisée comme arme	21
4.3	Science, IA et robotique : la question de l'accélération	21

4.3.1	Le leadership scientifique n'est pas encore la puissance technologique . .	21
4.3.2	Le problème de la conversion	22
4.3.3	L'IA comme accélérateur transversal	22
4.3.4	« L'industrie pose les questions, la science et la technologie y répondent »	23
4.3.5	Quantique : l'expérience en cours	23
4.3.6	Technologies propres : une expérience déjà réalisée	23
4.3.7	IA, robotique et contrainte démographique	24
4.3.8	De la production civile de masse à la capacité militaire	24
4.4	Énergie : desserrer l'étau maritime	26
4.4.1	La géographie de la vulnérabilité	26
4.4.2	Modifier la géographie sans la faire disparaître	29
4.4.3	De la géopolitique du pétrole à l'électro-géopolitique	30
4.5	Finance : le veto américain le plus difficile à neutraliser	31
4.5.1	Pourquoi le dollar est différent	31
4.5.2	Contourner n'est pas être immunisé	31
4.5.3	La frappe financière maximale	31
4.5.4	Comment saurait-on que ce veto s'affaiblit réellement ?	32
4.6	Centralité industrielle : rendre le découplage prohibitif	32
4.6.1	Quand la dépendance devient un levier	32
4.6.2	Réduire les risques au-delà de l'assemblage final	33
4.6.3	L'écosystème des technologies propres	33
4.6.4	La centralité peut-elle survivre à son utilisation comme arme ?	33
4.7	Puissance militaire et nucléaire : rendre l'intervention inacceptable	34
4.7.1	La géographie du déni	34
4.7.2	Détruire les systèmes plutôt que les plateformes	34
4.7.3	L'ombre nucléaire	34
4.7.4	L'enchevêtrement conventionnel-nucléaire	35
4.7.5	Quand les présidents ne peuvent plus compter sur l'option militaire . . .	35
4.7.6	Le test de coercition maximale	35
4.7.7	Taïwan : le système soumis à sa contrainte maximale	37
5	La bataille pour le système mondial	39
5.1	Le réseau américain	39
5.1.1	Une puissance inscrite dans des systèmes ordinaires	39
5.1.2	Un réseau qui doit être renouvelé	40
5.1.3	Employer un actif le transforme	40
5.2	L'ordre chinois en formation	41
5.2.1	Une doctrine de réforme, non un plan de remplacement	41
5.2.2	Tianxia : un héritage, pas un mode d'emploi	41
5.2.3	Contourner, remplacer, organiser	42
5.2.4	La Chine fournit déjà certains biens publics	42
5.2.5	La coercition n'est pas l'organisation	43
5.3	Les puissances pivots	44
5.3.1	Ne pas choisir son camp est une stratégie à part entière	44
5.3.2	L'incoercibilité partielle	44
5.3.3	À chaque système son alignement	44
5.3.4	Le vrai test est la crise	45
5.4	Qui gagne la bataille des réseaux ?	45
5.4.1	Densité américaine, centralité chinoise	45
5.4.2	La transition se voit d'abord dans les comportements	46
5.4.3	Le seuil le plus immédiat est la fin de l'exclusivité	46

6	Les fenêtres qui se referment	47
6.1	Six horloges, pas une date unique	47
6.1.1	Pourquoi 2049 est une mauvaise horloge	47
6.1.2	La fenêtre de convergence	47
6.2	Quelles horloges avancent le plus vite ?	48
6.2.1	Horloges rapides, lentes et discontinues	48
6.2.2	L'IA n'est pas une septième horloge	49
6.2.3	La conversion plutôt que la photographie du moment	49
6.3	Les États-Unis peuvent-ils renouveler les goulets plus vite que la Chine ne les supprime ?	50
6.3.1	Renouveler la frontière	50
6.3.2	La course à la substitution	50
6.3.3	Le retard n'a de valeur que s'il change le tour suivant	50
6.4	La Chine peut-elle utiliser sa centralité sans la dépenser ?	51
6.4.1	L'expérience des terres rares	51
6.4.2	La centralité invisible	51
6.5	La double fenêtre qui se referme	51
6.5.1	Seuils objectifs et fenêtres perçues	51
6.5.2	Ce qu'il faut surveiller	52
7	Fins de partie	53
7.1	Quelle est la position sur le goban en 2026 ?	53
7.2	Quand peut-on vraiment parler de fin de partie ?	55
7.3	Fin de partie I : la reconstitution américaine	56
7.4	Fin de partie II : la percée systémique chinoise	57
7.5	Fin de partie III : un ordre réparti par fonctions	59
7.6	La rivalité peut-elle atteindre un équilibre supportable ?	60
7.7	La guerre systémique : une transition, pas une fin de partie	61
7.8	Peut-on briser le face-à-face sino-américain ?	62
7.9	Le test de viabilité planétaire	62
7.10	Évaluation comparative	63
8	Le dernier goban encore ouvert : le trumpisme et la course à l'incoercibilité	65
8.1	La position héritée et le test de coercition	65
8.2	La stratégie de Trump : coups, contre-coups et effets nets	67
8.3	Le test d'interaction : le dispositif américain peut-il encore imposer un recul ?	69
8.4	La course à l'incoercibilité : 2027, 2030 et 2035	72
8.5	Trump change-t-il la trajectoire ?	74
8.6	L'incoercibilité mutuelle n'est pas la fin de partie	75
9	Conclusion : la fin de partie avant la fin	75

1 La dynamique des transitions entre grandes puissances

1.1 Une transition de puissance ne tient pas à un événement unique

Les transitions entre grandes puissances comptent parmi les moments les plus lourds de conséquences de l'histoire internationale, mais elles n'obéissent à aucun scénario unique. Le recul de l'Espagne puis de la Hollande, le passage de la prééminence britannique à la prééminence américaine, l'ascension puis la défaite de l'Allemagne impériale et du Japon ont combiné, selon des séquences différentes, redistribution de la puissance matérielle, guerre, adaptation des institutions et recomposition de l'ordre international. La violence a accompagné nombre de ces transitions, parfois de manière catastrophique. Mais un déplacement du rapport de puissance n'est pas une guerre, et ni l'un ni l'autre ne coïncide nécessairement avec le remplacement de l'ordre international existant. Une étude de longue durée portant sur près de deux douzaines de transitions achevées au cours de trois millénaires aboutit précisément à cette conclusion : évolution du rapport de puissance, épisodes de violence et changement d'ordre constituent des issues analytiquement distinctes, et non les étapes d'un processus historique unique.[1, 27, 138]

1.2 La confrontation sino-américaine

Cette distinction est essentielle, car les États-Unis et la Chine sont aujourd'hui engagés dans la principale compétition pour la répartition et l'organisation de la puissance internationale depuis la fin de la guerre froide. La Chine a acquis des capacités industrielles, technologiques et militaires d'une ampleur qu'aucun rival antérieur des États-Unis n'avait atteinte, tout en restant profondément insérée dans des marchés, des réseaux et des institutions dont l'architecture procure encore à Washington et à ses alliés des leviers exceptionnels. Les États-Unis conservent, de leur côté, des avantages considérables en matière d'alliances, de finance, de technologies avancées, de portée militaire et de centralité dans les réseaux mondiaux. Mais ils doivent de plus en plus convertir ces positions héritées en puissance effectivement utilisable face à un adversaire qui cherche précisément à les rendre moins coercitives. La question n'est donc pas simplement de savoir si la Chine est « en ascension » ou l'Amérique « en déclin ». Elle est de déterminer quelles options stratégiques chacun conservera à mesure que se transforme la structure qui les relie.

1.3 La transition sino-américaine à l'ère planétaire

Cette transition intervient en outre dans des conditions sans véritable précédent historique. Les rivalités antérieures entre grandes puissances avaient fini par acquérir une portée mondiale ; celle-ci se déroule après que les activités humaines ont acquis la capacité d'altérer le système Terre lui-même. En 2023, la première évaluation complète des neuf limites planétaires concluait que six avaient déjà été franchies.[2] Au début de 2026, neuf États détenaient, selon les estimations, quelque 12 187 armes nucléaires, tandis que tous les États dotés de l'arme nucléaire renforçaient ou modernisaient leurs arsenaux.[8] L'intelligence artificielle et la biologie de synthèse ajoutent des capacités dont les externalités économiques, militaires et sécuritaires peuvent franchir les frontières plus vite que les institutions chargées de les encadrer.[4, 5] La nouveauté n'est donc pas qu'une transition de puissance soit mondiale. Elle tient à ce que l'ordre qui en émergera devra fonctionner dans une condition véritablement planétaire, où les défaillances de la retenue ou de la coopération peuvent se propager à travers des systèmes qu'aucune grande puissance ne maîtrise seule.

1.4 Dépasser les États-Unis ?

Cela accroît les enjeux sans répondre à la question stratégique. La date la plus souvent associée à l'ascension chinoise — 2049, centenaire de la République populaire et horizon officiel du « grand renouveau de la nation chinoise » — constitue une mauvaise horloge opérationnelle. Un horizon politique n'est pas un seuil de capacité. La Chine n'a pas besoin de dépasser les États-Unis en puissance globale, de supplanter le dollar, d'égaliser la marine américaine à l'échelle mondiale ou de construire un ordre international alternatif complet pour que la relation stratégique se transforme d'une manière difficile à inverser.

Les seuils les plus lourds de conséquences peuvent être beaucoup plus discrets — et franchis bien plus tôt. Une intervention militaire peut devenir trop risquée avant même qu'un camp n'ait acquis une supériorité militaire d'ensemble. Une dépendance technologique peut cesser de constituer un veto dès lors qu'un substitut devient suffisant pour les besoins stratégiques, même s'il demeure techniquement inférieur. Des sanctions peuvent continuer d'infliger des coûts importants après avoir perdu la capacité de faire revenir un État sur une décision qu'il juge vitale. Une position industrielle centrale peut rendre l'exclusion trop coûteuse pour qu'une coalition la maintienne dans la durée. Une force nucléaire peut devenir suffisamment robuste face à une première frappe pour ôter toute crédibilité à une stratégie de coercition fondée sur la possibilité de la désarmer. Aucun de ces seuils n'exige une passation cérémonielle de la primauté. Ils peuvent s'accumuler, domaine après domaine.

1.5 L'incoercibilité stratégique

Cet article appelle *incoercibilité stratégique* la situation dans laquelle un adversaire peut encore infliger des coûts, mais ne peut plus, de façon plausible, contraindre un État à revenir sur ses choix vitaux au moyen des principaux instruments militaires, technologiques, financiers ou de coalition dont il dispose. L'incoercibilité n'est ni l'invulnérabilité ni la primauté. Elle n'exige pas davantage une capacité coercitive symétrique. Un État peut devenir incoercible sans acquérir des instruments équivalents à ceux de son adversaire si la substitution, les contregoulets, le déni militaire et les frictions de coalition rendent les instruments supérieurs de l'adversaire trop coûteux, trop lents ou trop difficiles à combiner.

La distinction opérationnelle oppose donc *punition* et *recul imposé*. Un dispositif coercitif nominal ne compte que dans la mesure où son levier survit à trois filtres : son **employabilité**, notamment la volonté politique et alliée de l'activer ; sa **persistance**, c'est-à-dire sa capacité à durer plus longtemps que l'adaptation de la cible ; et la meilleure **contre-coercition** dont celle-ci dispose. Le seuil d'incoercibilité stratégique est franchi lorsque le dispositif qui subsiste peut encore infliger de graves dommages mais n'offre plus de voie crédible pour modifier la décision vitale en cause. La Chine pourrait atteindre ce seuil tout en restant incapable d'organiser un ordre international appelé à succéder à l'actuel. À l'inverse, les États-Unis pourraient perdre certains veto sans perdre leur capacité à renouveler leur puissance par la technologie, les alliances et la reconfiguration des réseaux. C'est l'intervalle entre ces deux situations qui constitue l'espace stratégique central étudié ici.

1.6 L'horloge stratégique

C'est pourquoi l'horloge pertinente peut avancer beaucoup plus vite que ne le suggère 2049, sans qu'il soit nécessaire de prêter à Pékin un calendrier secret. Le cycle de planification chinois en cours va jusqu'en 2030 et fixe d'importants objectifs militaires, technologiques et industriels bien avant le milieu du siècle ; 2035 demeure par ailleurs une échéance majeure de modernisation.[72, 96] Ces dates officielles ne permettent de prévoir ni le franchissement d'un seuil précis ni, moins encore, le déclenchement d'une guerre. Elles renforcent en revanche un constat plus fondamental : l'incoercibilité stratégique peut résulter de l'accumulation de

capacités nouvelles et de la disparition progressive de vulnérabilités bien avant qu’une primauté systémique complète ne devienne concevable.

La même logique modifie la manière d’évaluer la réussite américaine. Retarder n’est pas empêcher, et empêcher l’accès à une génération technologique ne garantit pas un avantage permanent. Si Washington utilise le temps gagné pour ouvrir de nouvelles frontières technologiques, renforcer les capacités de ses alliés et renouveler les leviers tirés de ses réseaux plus vite que Pékin ne les neutralise, la puissance américaine peut rester structurellement décisive alors même que le poids relatif de la Chine augmente. Si, au contraire, les États-Unis épuisent leurs goulets d’étranglement hérités plus vite qu’ils ne créent de nouveaux avantages, ils pourront continuer d’infliger des coûts à la Chine tout en voyant s’éroder progressivement leurs moyens de coercition. La compétition est donc dynamique des deux côtés : la substitution chinoise fait la course avec le renouvellement américain, tandis que la capacité à agréger une coalition se mesure à l’érosion de la volonté politique et des dépendances économiques qui la rendent possible.

1.7 La question de la fin de partie

Cet article pose une question précise : *à quoi ressemblerait réellement une fin de partie dans la compétition entre les États-Unis et la Chine ?* Il ne définit pas la fin de partie par la guerre, pas plus qu’il ne tient la primauté chinoise pour son issue nécessaire. La course décisive n’oppose pas simplement le renouvellement américain à la substitution chinoise. Elle oppose la capacité de Washington à *renouveler et agréger des veto effectivement utilisables* à celle de Pékin à neutraliser ces veto, à construire des contre-veto et à rendre politiquement difficile la combinaison des instruments américains restants. La grandeur pertinente n’est donc pas le levier nominal, mais le dispositif coercitif qui demeure utilisable après la meilleure contre-mesure de l’adversaire. L’article cherche à déterminer à partir de quel moment les principales stratégies révisionnistes ouvertes à l’un ou l’autre camp cessent d’offrir une voie crédible vers une position structurellement plus favorable ; jusqu’où la Chine s’est rapprochée de l’incoercibilité stratégique ; et quelles capacités supplémentaires seraient nécessaires pour que la liberté à l’égard de la coercition devienne une capacité à organiser l’ordre international. Distinguer ces seuils permet de séparer la transition de puissance des voies qu’elle peut emprunter, y compris la guerre systémique, et de l’ordre qui pourrait finalement en émerger.

2 Le goban : qu’est-ce qu’une fin de partie ?

2.1 Le jeu de go

Un goban standard de *weiqi* compte dix-neuf lignes horizontales et dix-neuf lignes verticales, soit 361 intersections. Noir et Blanc y posent tour à tour une pierre sur une intersection libre. Une fois jouée, une pierre ne se déplace plus. Des pierres de même couleur placées sur des intersections adjacentes forment un groupe. Les intersections libres qui leur sont adjacentes constituent leurs libertés ; lorsqu’un groupe perd sa dernière liberté, il est capturé. Un groupe qui parvient à préserver deux libertés internes distinctes — deux « yeux » — ne peut plus être capturé par simple encerclement. Il n’y a pas d’échec et mat au go. Dans les principaux systèmes de décompte, le score final dépend de l’espace contrôlé sur le goban, avec des différences techniques dans la manière de compter les pierres et le territoire.

Rien ne distingue une pierre noire d’une autre. Il en va de même des pierres blanches. Aucune ne porte l’inscription « reine », « porte-avions » ou « monnaie de réserve ». Sa valeur stratégique n’apparaît qu’une fois placée. Une pierre peut être faible isolément, sûre grâce à ses voisines, utile parce qu’elle relie deux groupes, ou précieuse parce qu’elle projette de

l'influence sur une zone qu'aucun joueur ne contrôle encore. Compter les pierres dit peu de chose sur la position.

2.1.1 Des pierres à la position

C'est ce qui rend le go particulièrement éclairant pour une question que les indicateurs classiques de puissance nationale saisissent mal. PIB, têtes nucléaires, navires, brevets, usines de semi-conducteurs ou publications scientifiques mesurent des actifs. Ils disent beaucoup moins ce que ces actifs permettent réellement de faire lorsqu'ils sont reliés entre eux par des alliances, des chaînes d'approvisionnement, des réseaux financiers, la géographie ou des systèmes militaires. À inventaire identique peuvent correspondre des marges d'action très différentes.

Le vocabulaire du go permet précisément de rendre cette différence. Le *territoire* est l'espace déjà sécurisé. L'*influence* est l'effet qu'une configuration exerce au-delà de ce qu'elle contrôle déjà. Un *moyo* est une ébauche de territoire potentiel : des pierres dessinent une vaste zone sans la mettre à l'abri d'une invasion ou d'une réduction. Les *connexions* permettent à des groupes de se soutenir ; une *coupure* peut transformer une structure défendable en plusieurs groupes faibles. Les *libertés* déterminent si un groupe peut continuer d'exister. La question de la *vie et de la mort* est celle de savoir si un groupe peut, à terme, être capturé.

L'analogie géopolitique n'est pas littérale, mais elle est suffisamment précise pour être utile. Une plateforme militaire, un équipement de fabrication de semi-conducteurs, un système de paiement ou une alliance sont des actifs. Leur valeur stratégique dépend de ce à quoi ils sont reliés, des actions qu'ils rendent possibles, des dépendances qui les exposent à une interruption et de la capacité de l'adversaire à supprimer ces options. Un réseau d'alliances peut combiner des moyens répartis entre plusieurs pays. Un goulet d'étranglement peut couper l'accès à une technologie ou à un marché. Des fournisseurs alternatifs, des circuits de paiement de rechange, des oléoducs, des gazoducs ou de nouvelles routes maritimes ajoutent des libertés. Une position devient plus difficile à contraindre lorsque suffisamment d'options indépendantes subsistent pour que la fermeture de l'une d'elles ne décide plus de l'issue.

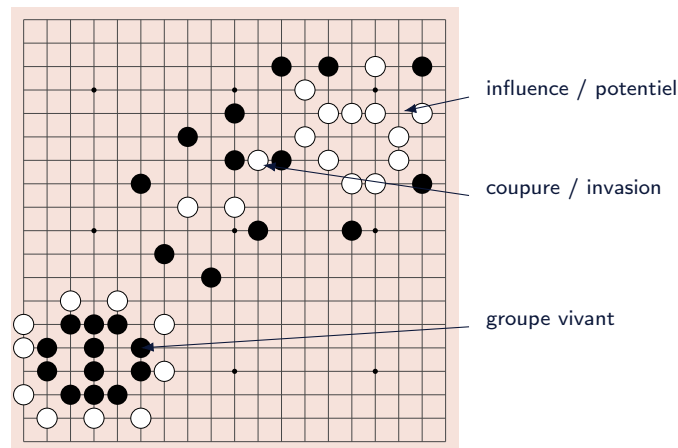


Figure 1: Une position de go. Des pierres identiques acquièrent une valeur stratégique différente selon leurs connexions, leurs libertés, leur influence et les possibilités de jeu qu'elles ouvrent. La position est illustrative et ne reconstitue aucune partie historique.

Il ne faut pas lire cette figure comme si la Chine jouait les Noirs et les États-Unis les Blancs. Ce serait transformer un outil d'analyse en caricature culturelle. Elle sert seulement à montrer pourquoi un inventaire des moyens ne suffit pas. Un groupe comptant de nombreuses pierres peut rester vulnérable s'il peut être coupé ou privé de ses libertés. Une formation plus lâche peut exercer une forte influence sur une vaste partie du goban sans encore la contrôler.

À l'inverse, un petit groupe qui a assuré sa survie peut devenir impossible à éliminer, même si l'adversaire demeure plus puissant ailleurs.

Cette dernière distinction est proche du concept développé dans cet article. L'*incoercibilité stratégique* ne désigne pas la supériorité. Elle décrit une position dans laquelle l'adversaire peut encore infliger des pertes, mais ne peut plus espérer supprimer les choix qui comptent le plus. Au go, un groupe vivant n'a nul besoin de dominer le goban : il a simplement cessé d'être capturable. L'équivalent géopolitique est nécessairement imparfait, mais il permet de comprendre pourquoi la Chine pourrait devenir beaucoup plus difficile à contraindre bien avant d'atteindre la primauté systémique.

2.1.2 L'influence n'est pas le contrôle

La distinction entre influence et territoire invite aussi à davantage de rigueur lorsqu'on parle de l'expansion chinoise. Un accord portuaire, une relation commerciale, une norme technique ou la participation à un réseau de paiement chinois ne constituent pas, à eux seuls, une forme de contrôle chinois. Ils peuvent en revanche élargir un espace d'influence potentielle — qui s'apparente davantage à un *moyo* qu'à un territoire acquis. D'autres acteurs peuvent y pénétrer, en réduire la portée ou en utiliser certaines composantes sans accepter le leadership de Pékin. La même prudence vaut pour les réseaux américains. Alliances formelles et institutions ouvrent des possibilités d'action coordonnée ; elles ne garantissent pas que les gouvernements accepteront d'en supporter le coût dans une crise donnée.

Le concept chinois de 勢 (*shì*, potentiel stratégique produit par une configuration) a une histoire qui dépasse largement le go. Il serait réducteur d'en faire un simple terme du jeu. Son intérêt ici est plus précis : la puissance peut résider dans la disposition des capacités et dans les actions futures que cette disposition facilite ou, au contraire, rend plus difficiles, et pas seulement dans les capacités elles-mêmes. David Lai s'est appuyé sur le go et le *shì* pour éclairer cet aspect de la pensée stratégique chinoise ; Scott Boorman, dans *The Protracted Game* (1969), est allé plus loin en utilisant le *weiqi* comme modèle d'interprétation de la stratégie révolutionnaire maoïste.[31, 33] Il n'est pas nécessaire d'étendre l'interprétation historique de Boorman à la politique chinoise contemporaine pour conserver l'intérêt formel de l'analogie. Le go offre ici un modèle de configuration ; il ne prouve nullement que les dirigeants chinois conduisent secrètement leur politique étrangère selon ses principes.

Dans *Le Maître ou le Tournoi de go*, inspiré de la partie de 1938 entre Honinbo Shusai et Minoru Kitani que Kawabata avait suivie comme journaliste, le jeu prend une autre résonance : un ordre ancien peut demeurer en place alors même que la structure de la compétition autour de lui est en train de changer.[32] Cette image est plus proche de la fin de partie étudiée ici que celle d'une puissance qui en remplacerait simplement une autre.

2.1.3 Ce que signifie une fin de partie

Il n'y a pas d'échec et mat au go. Une partie normale s'achève alors que des groupes noirs et blancs viables demeurent sur le goban. Aucun camp n'a anéanti l'autre. Ce qui a changé, c'est la configuration : les territoires se sont stabilisés, certaines invasions ne sont plus rentables, des groupes ont assuré leur vie ou sont condamnés, et les coups qui restent ne sont plus susceptibles de modifier suffisamment le résultat pour justifier de poursuivre la partie.

Une transition de l'ordre mondial peut présenter la même propriété sans partager pour autant la logique de score à somme nulle du jeu. Le Royaume-Uni n'a pas disparu lorsque la puissance américaine est devenue prédominante. Les États-Unis ne disparaîtraient pas s'ils perdaient la capacité d'organiser des pans importants du système international ; la Chine ne disparaîtrait pas davantage si une reconstitution de la puissance américaine empêchait Pékin d'obtenir la position régionale ou systémique qu'il recherche. La question est de savoir quels

choix décisifs restent encore ouverts lorsque les principales structures se sont figées.

Le terme de *fin de partie* prend ainsi un sens plus précis dans l'analyse qui suit. Il ne désigne pas la date à laquelle un pays « gagne ». Une fin de partie est une configuration dans laquelle les principaux coups susceptibles de remettre en cause l'ordre existant n'offrent plus de voie crédible vers une position structurellement plus favorable. Le rapport de forces peut encore évoluer ensuite ; ce qui importe est de savoir si l'adaptation rouvre des possibilités significatives de révision ou, au contraire, reconduit la configuration acquise. Un goulet d'étranglement dans les semi-conducteurs que la Chine a réussi à contourner, une force nucléaire qu'il n'est plus plausible d'espérer désarmer, un réseau d'alliances capable — ou incapable — de se mobiliser dans les délais nécessaires, ou encore une dépendance industrielle dont le coût de rupture est devenu prohibitif peuvent chacun faire disparaître toute une catégorie de coups futurs. La fermeture stratégique peut donc se produire progressivement, domaine par domaine, bien avant que la répartition finale de la richesse, de la puissance militaire ou du prestige institutionnel soit visible.

La suite de cet article ne cherche donc pas à savoir quel pays possède le plus de pièces. Elle examine la manière dont les capacités américaines et chinoises s'articulent entre elles, les options que ces connexions préservent ou ferment, les endroits où chaque camp reste vulnérable à une coupure et les positions que l'adversaire n'est progressivement plus en mesure de renverser.

2.2 À quoi ressemblerait réellement une victoire chinoise ?

Une victoire chinoise n'aurait pas nécessairement à ressembler à la position américaine après 1991. Pékin pourrait sécuriser ses revendications territoriales, réduire son exposition aux sanctions et au déni technologique, rendre une intervention militaire extérieure prohibitivement dangereuse et peser davantage sur les règles internationales sans reproduire le système d'alliances américain ni supplanter le dollar. Le premier seuil décisif est plus modeste : une coalition hostile peut-elle encore contraindre la Chine à renoncer à un objectif que ses dirigeants jugent vital ?

2.2.1 Trois seuils

Trois situations doivent être distinguées. La *résilience* permet au système d'absorber une pression extérieure sans défaillance systémique. L'*incoercibilité stratégique* est atteinte lorsque la pression peut toujours infliger des dommages, mais ne peut plus raisonnablement espérer modifier la décision de Pékin à un coût et un risque acceptables. L'*organisation systémique* exige davantage : d'autres gouvernements commencent à organiser des choix importants autour d'institutions, de garanties de sécurité, de marchés ou de normes chinoises, ou en fonction des représailles qu'ils anticipent de Pékin. La Chine peut franchir le deuxième seuil tout en restant très éloignée du troisième.

Cette asymétrie est déjà visible. La Chine occupe des positions centrales dans les batteries, la fabrication de panneaux solaires, le raffinage et la transformation de nombreux minerais critiques ainsi que dans une large part de l'électronique manufacturière, tout en demeurant exposée à la finance en dollars et à plusieurs technologies avancées étrangères. Ses forces conventionnelles rendent une intervention à proximité des côtes chinoises de plus en plus dangereuse ; l'expansion de son arsenal nucléaire rend l'escalade plus difficile à maîtriser. Rien de cela ne donne à Pékin l'équivalent du système du dollar, du réseau d'alliances américain ou du marché mondial des actifs sûrs américains. En revanche, cela réduit progressivement l'éventail des pressions que l'on peut exercer contre la Chine avec une forte assurance de résultat.

La politique chinoise traite de plus en plus ces vulnérabilités comme les éléments d'un même ensemble. La 总体国家安全观 (*zǒngtǐ guójiā ānquán guān*, concept global de la sécu-

rité nationale) couvre les dimensions politique, militaire, économique, financière, technologique, énergétique et minérale, nucléaire, biologique, spatiale, ainsi que la sécurité liée à l'intelligence artificielle et aux données.[55] La 双循环 (*shuāng xúnhuán*, double circulation) vise à rendre le circuit économique intérieur plus robuste tout en préservant l'accès aux marchés et aux connaissances étrangers. Le 新型举国体制 (*xīn xíng jǔ guó tǐ zhì*, nouveau système de mobilisation à l'échelle de la nation) concentre les ressources sur les goulets d'étranglement technologiques. Les 新质生产力 (*xīn zhì shēng chǎn lì*, forces productives de nouvelle qualité) relie ces efforts à la productivité industrielle. Le troisième plénum et le quinzième plan quinquennal placent les circuits intégrés, les machines-outils industrielles, les instruments haut de gamme, les logiciels de base, les matériaux avancés et la bioproduction parmi les domaines dans lesquels les dépendances doivent être réduites.[56, 57]

Ces programmes ne forment pas un plan directeur sans friction. La politique industrielle chinoise a engendré des doublons, des surcapacités et une mauvaise allocation du capital en même temps que de réels progrès technologiques. Des travaux du FMI publiés en 2025 et 2026 estiment que le soutien à la politique industrielle représente un coût budgétaire implicite élevé et que la mauvaise allocation des facteurs entraîne des pertes de productivité mesurables.[9, 30] Les impératifs de sécurité peuvent également restreindre la concurrence et les flux de connaissances étrangères dont l'innovation de pointe a besoin. Les plans ne comptent que lorsque les institutions réussissent à les convertir en capacités qui restent utilisables sous pression.

Xi Jinping a donné en 2020 l'une des formulations les plus explicites de cette orientation. La Chine devait renforcer son contrôle sur les chaînes industrielles critiques tout en accroissant la dépendance de l'étranger à l'égard des chaînes de production chinoises, afin d'augmenter sa capacité de riposte et de dissuasion. Une analyse ultérieure de l'École centrale du Parti a décrit la même combinaison : étendre les avantages chinois là où ils existent déjà, briser le contrôle étranger sur les technologies décisives, accroître la dépendance envers l'offre chinoise et constituer des solutions de rechange pour les intrants qui demeurent vulnérables.[40, 41] L'autarcie ferait perdre une grande partie de cet effet de levier. L'objectif est donc moins de supprimer l'interdépendance que d'en modifier la structure au profit de la Chine.

Cette politique s'inscrit dans une perception accélérée du temps historique. La formule de Xi, 百年未有之大变局 (*bǎi nián wèi yǒu zhī dà biànjú*, grands changements jamais vus depuis un siècle), décrit une période où mutation technologique et redistribution de la puissance internationale se produisent simultanément. Les documents officiels relatifs au quinzième plan quinquennal continuent d'associer ces transformations au renouveau national et à une 战略机遇期 (*zhàn lüè jī yù qī*, période d'opportunité stratégique) marquée par des risques d'une intensité inhabituelle.[70–72]

2.2.2 Le calendrier officiel et l'horloge stratégique

Le calendrier officiel existe bel et bien, mais il ne faut pas le confondre avec un calendrier opérationnel. Le centenaire de la République populaire donne à 2049 son importance politique. Les jalons militaires sont plus rapprochés : objectifs du centenaire de l'APL en 2027, modernisation de base d'ici 2035, forces armées de rang mondial vers le milieu du siècle. Le plan 2026–2030 demande toujours aux forces armées d'atteindre à temps les objectifs du centenaire tout en renforçant la dissuasion stratégique, les capacités intelligentes et non habitées, la logistique, la mobilisation et la transformation des technologies de pointe en puissance de combat.[72] Cette séquence a d'ailleurs déjà été modifiée. Sous Xi, certains objectifs fixés à 2035 ont été avancés par rapport aux échéances que des plans antérieurs du Parti situaient au milieu du siècle.[96]

Ces jalons décrivent des niveaux de développement recherchés. Ils ne disent pas à quel moment les leviers américains cesseront d'être opérants. Un seuil stratégique est franchi lorsque suffisamment de vulnérabilités ont été supprimées pour qu'une combinaison réaliste

de pressions militaires, technologiques, financières et exercées par une coalition ne puisse plus raisonnablement espérer faire revenir la Chine sur une décision touchant à un intérêt fondamental. Les différentes composantes peuvent franchir ce seuil à des moments différents. Une force nucléaire mieux protégée contre une première frappe peut modifier la dynamique de l'escalade bien avant que la Chine atteigne la parité numérique. Des équipements nationaux pour les semi-conducteurs peuvent supprimer un veto particulier tout en restant en retrait de la frontière technologique mondiale. L'électrification peut réduire la dépendance au pétrole importé sans faire disparaître la vulnérabilité maritime. La capacité de pression d'une coalition peut s'éroder alors même que les États-Unis conservent le réseau d'alliances le plus vaste.

C'est pourquoi 2049 doit être compris davantage comme un point d'arrivée dans le récit politique chinois que comme l'horloge de la fin de partie. Le changement décisif peut intervenir des années auparavant, sans qu'un événement unique vienne l'annoncer. C'est l'accumulation elle-même qui fait événement.

Une victoire chinoise minimale intervient donc avant la primauté. Pékin n'a besoin ni de remplacer le dollar ni d'être en tête dans toutes les technologies de pointe. Il lui suffit de disposer d'assez de redondance, de centralité industrielle, de capacités de déni militaire et de maîtrise de l'escalade pour qu'une coalition réaliste ne puisse plus combiner ses avantages en une pression susceptible de modifier les choix chinois sur ses intérêts fondamentaux. C'est l'incoercibilité stratégique, pas encore le leadership systémique. Le seuil suivant est celui de l'organisation : la Chine est-elle capable d'amener d'autres États à accepter, suivre ou utiliser des règles et des biens publics qu'elle contribue à définir, y compris lorsque cela leur impose des coûts ? L'incoercibilité peut donc être atteinte sans consentement, sans leadership et sans ordre chinois accepté.

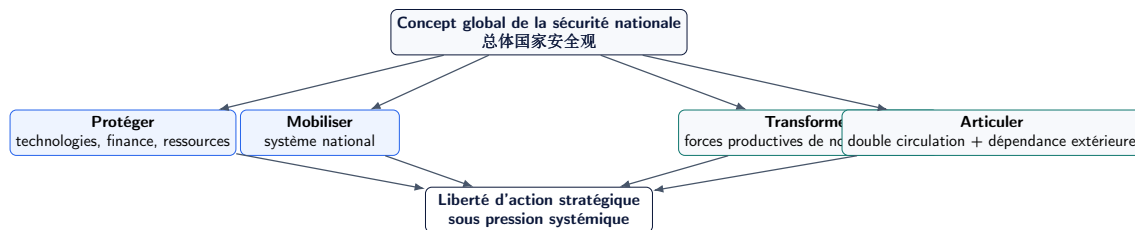


Figure 2 : L'architecture chinoise de l'incoercibilité stratégique. Le schéma résume une logique institutionnelle ; il ne suppose pas une planification centrale parfaitement fluide.

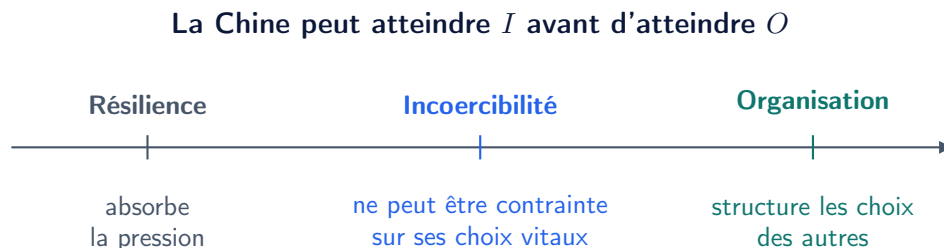


Figure 3 : Trois seuils dans la fin de partie chinoise.

2.3 À quoi ressemblerait une victoire américaine ?

Le succès américain n'exige pas de revenir au moment unipolaire. Il faut distinguer deux objectifs : empêcher la Chine d'acquérir une position régionale ou systémique qui fermerait durablement certaines options américaines, et préserver la capacité plus générale des États-Unis à organiser le système international. Washington pourrait réussir le premier tout en perdant du terrain sur le second. Un équilibre militaire durable en Asie pourrait coexister

avec une influence américaine plus faible sur l'industrie, les normes, la finance ou les choix des États non alignés.

2.3.1 Renouveler l'avantage

La tradition stratégique américaine la plus utile ici porte donc moins sur la défense de chaque avantage existant que sur la capacité à les renouveler. L'Office of Net Assessment d'Andrew Marshall concevait la compétition de longue durée comme l'interaction entre des systèmes présentant des structures de coûts, des cycles d'innovation, des contraintes économiques et des capacités d'adaptation différents.[34] Les différentes stratégies de compensation (*Offset Strategies*) ont transposé cette logique dans le domaine militaire : un avantage n'avait pas besoin de durer indéfiniment si les États-Unis pouvaient repousser la frontière technologique avant que l'adversaire n'ait eu le temps de résorber cet avantage.

Les approches contemporaines divergent sur l'état final recherché. La stratégie de déni d'Elbridge Colby s'interroge sur la manière d'empêcher une hégémonie régionale chinoise sans exiger une primauté américaine sans limite dans tous les domaines.[20] Rush Doshi et Kurt Campbell mettent l'accent sur la « puissance agrégée des alliés » : les États-Unis seuls n'égalent plus la Chine dans plusieurs dimensions de la puissance industrielle, mais une coalition de grands alliés peut réunir une capacité économique, technologique et militaire supérieure.[24] La politique industrielle de l'administration Biden et son approche du « petit jardin, haute clôture » visaient à reconstruire des capacités, diversifier les chaînes d'approvisionnement et préserver certains avantages technologiques, plutôt qu'à transformer le système politique chinois.

Ces écoles diffèrent sensiblement, mais elles se heurtent au même problème de temps : Washington peut-il renouveler des asymétries stratégiquement utiles plus vite que Pékin ne les neutralise ? Un contrôle sur les semi-conducteurs qui perd sa force au bout de cinq ans peut malgré tout avoir rempli son rôle si ces cinq années ont permis aux États-Unis et à leurs alliés de créer le goulet d'étranglement suivant. La victoire américaine n'est donc pas une répartition figée de la puissance. Elle réside dans la capacité à reproduire dans le temps une puissance effectivement utilisable tirée des réseaux — renouveler les avantages, agréger les moyens des alliés et partenaires, puis convertir ces capacités combinées en action décisive alors même que le rapport de puissance relatif continue d'évoluer. La fin de partie américaine dépend de la capacité à créer les leviers de demain avant que ceux d'aujourd'hui ne s'épuisent.

2.4 Au-delà de Thucydide

Le récit que Thucydide donne de la guerre du Péloponnèse contient une formule qui a traversé près de deux millénaires et demi : « la montée en puissance d'Athènes et la crainte qu'elle inspira à Sparte rendirent la guerre inévitable ».[12] La proposition va au-delà du simple constat que les puissances rivales entrent en compétition. Athènes s'était enrichie, avait accru sa puissance navale et étendu son influence dans le monde grec. Sparte devait juger non seulement l'Athènes qu'elle avait devant elle, mais aussi celle qu'elle risquait d'affronter plus tard. Les décisions prises pendant les crises qui précédèrent la guerre le furent sous l'effet de cette anticipation.

2.4.1 Le piège et ses limites

Graham Allison a repris ce problème pour penser la rivalité sino-américaine contemporaine. Son « piège de Thucydide » examine seize cas, au cours des cinq derniers siècles, dans lesquels une puissance montante a contesté une puissance dominante ; douze se sont terminés par une guerre, quatre non.[13] Ces cas étaient proposés comme des avertissements, non comme une loi statistique. L'idée centrale d'Allison est qu'une forte modification du rapport de puissance transforme les incitations qui entourent des différends qui, autrement, pourraient

rester gérables. La puissance établie redoute l'équilibre futur ; la puissance montante accepte de moins en moins des règles écrites lorsqu'elle était plus faible ; alliances et crises impliquant des tiers acquièrent une importance qui dépasse leurs enjeux immédiats. Une guerre peut ainsi éclater sans qu'aucun des deux gouvernements ait initialement projeté de la faire.

La comparaison historique présente toutefois des limites bien connues. Les seize cas d'Allison vont de la rivalité entre la France et les Habsbourg à l'Allemagne impériale, au Japon de Meiji et à la guerre froide. Les catégories de puissance « montante » et « dominante » ne décrivent pas la même relation dans chacun de ces cas, et leur sélection interdit d'interpréter le ratio de douze guerres sur seize comme une estimation de la probabilité d'un conflit. Une perspective historique plus longue conduit à un constat plus étroit, plutôt qu'à une prévision concurrente : l'étude de Kendall Stiles sur environ deux douzaines de transitions de puissance achevées au cours de quelque trois millénaires montre que déplacement du rapport de puissance, épisodes de violence et remplacement de l'ordre environnant ne coïncident pas de manière régulière.[138] Ce sont des résultats distincts qui appellent des mécanismes explicatifs distincts. Plus important encore pour notre analyse, le cadre de Thucydide dit relativement peu de chose sur les mécanismes par lesquels une puissance dominante perd sa capacité à façonner le système international. Comparer le PIB, le tonnage naval, la production industrielle ou les dépenses militaires permet d'établir une évolution des capacités relatives. Cela ne dit pas si un instrument particulier de politique de puissance fonctionnera encore le jour où un gouvernement tentera de l'utiliser.

Cette distinction est particulièrement importante dans le cas sino-américain. L'ascension de la Chine s'est produite au cours de quatre décennies d'intégration à une économie internationale construite sous prééminence américaine. Ses usines dépendent de technologies et de marchés étrangers tandis que des industries étrangères dépendent de la production chinoise. Les banques chinoises opèrent dans un système monétaire centré sur le dollar. Le commerce chinois emprunte des routes maritimes dont la sécurité est assurée en grande partie par les États-Unis et leurs alliés. Les contrôles technologiques américains, les sanctions financières et les capacités de renseignement des États-Unis tirent une grande partie de leur portée de réseaux qui s'étendent bien au-delà du territoire américain. La Chine conteste ainsi la puissance américaine depuis l'intérieur même de nombreux systèmes par lesquels celle-ci s'exerce.

2.4.2 La puissance au sein des réseaux

Farrell et Newman ont montré comment cette architecture confère des avantages coercitifs aux États qui occupent des nœuds centraux dans les réseaux mondiaux. Leur concept d'« interdépendance armée » (*weaponized interdependence*) met en évidence deux mécanismes en particulier : la capacité à obtenir de l'information à partir des flux transitant par un nœud central et celle d'en refuser l'accès à d'autres acteurs.[25, 26] Le système du dollar, les chaînes de valeur des semi-conducteurs avancés et certaines composantes de l'infrastructure numérique ont fourni à Washington ce type de levier. Mais les mêmes réseaux transmettent aussi la réaction à la coercition. Les entreprises changent de fournisseurs, les gouvernements financent des solutions de substitution, les stocks augmentent, les circuits de paiement se diversifient et les alliés négocient des limites aux mesures qui imposent des coûts à leurs propres économies. Un goulet d'étranglement n'a de valeur stratégique que tant que la dépendance subsiste et que la coalition qui le contrôle est prête à s'en servir.

Le moment du basculement devient dès lors plus difficile à situer que ne le suggère la formulation d'Allison. Les États-Unis pourraient conserver une économie plus grande aux taux de change du marché, une capacité de projection militaire mondiale sans équivalent et la principale monnaie de réserve tout en perdant un moyen d'action qui permettait auparavant de contraindre Pékin. Un contrôle à l'exportation cesse d'être un veto dès lors que la Chine dispose d'un substitut suffisant. Une menace de sanctions perd de sa force si la coalition nécessaire à

son application ne peut être réunie à un coût acceptable. Un engagement militaire change de nature lorsque l'intervention demeure physiquement possible mais que les pertes attendues et les risques d'escalade la rendent politiquement peu plausible. Aucun de ces seuils n'exige que la Chine ait dépassé les États-Unis en puissance agrégée.

Le franchissement de ces seuils n'établit pas davantage une primauté chinoise. BeiDou peut supprimer la dépendance au GPS pour des fonctions critiques sans pour autant conduire d'autres États à accepter un leadership politique chinois. CIPS et un recours accru au renminbi pour les règlements peuvent réduire l'exposition à certaines sanctions financières sans détrôner le dollar. Une armée capable de priver les forces américaines d'une liberté d'action dans le Pacifique occidental n'acquiert pas pour autant le réseau d'alliances des États-Unis ni leur capacité à fournir de la sécurité ailleurs. L'érosion des veto américains et la construction d'un ordre dirigé par la Chine sont deux processus distincts. Rien n'oblige qu'ils avancent au même rythme.

2.4.3 Quand une option commence à disparaître

La théorie des différentiels dynamiques de Copeland affine ce problème temporel. Les dirigeants réagissent aux changements attendus du rapport de puissance parce qu'attendre peut les placer dans une situation moins favorable.[37] Dans la rivalité actuelle, ce qui perd de la valeur peut être plus étroit que la puissance nationale elle-même. Washington peut estimer qu'un goulet d'étranglement dans les semi-conducteurs va disparaître, qu'une coalition de sanctions deviendra plus difficile à réunir ou que l'équilibre militaire autour de la première chaîne d'îles se dégradera. Pékin peut observer la même tendance et conclure que l'incitation américaine à utiliser un avantage en voie d'épuisement est précisément la plus forte avant que la fenêtre ne se referme. L'anticipation attachée à une option particulière peut donc modifier les comportements avant même que le rapport de puissance agrégé ait basculé de manière décisive.

La transition sino-américaine peut ainsi entrer dans une phase dangereuse où la puissance matérielle des États-Unis demeure immense, où plusieurs instruments qui permettaient autrefois de la convertir en contrainte se sont affaiblis, et où la Chine n'a pas encore acquis les institutions ni le consentement nécessaires pour organiser un ordre appelé à lui succéder. Les sections qui suivent examinent à quelle distance les deux pays se trouvent de cette situation, quels veto américains peuvent encore être renouvelés et lesquels ne permettent peut-être plus que de gagner du temps.

Tableau 1: Transition classique de puissance et transition systémique en réseau

	Transition classique	Transition systémique en réseau
Unité de la compétition	Capacités nationales	Capacités et position dans les réseaux partagés
Structure	Blocs rivaux ou séparables	Infrastructures financières, technologiques et industrielles profondément imbriquées
Mécanisme d'équilibre	Armements et alliances extérieures	Déni, substitution, agrégation des coalitions, sortie des réseaux
Usage de la dépendance	Secondaire	Source centrale de coercition et de riposte à la coercition
Seuil critique	Basculement du rapport de puissance	Perte d'options utilisables et de réversibilité
Issues possibles	Succession ou guerre	Recomposition, percée, fragmentation ou guerre



L'hégémonie s'affaiblit lorsque la chaîne de conversion se rompt, même si les capacités restent importantes.

Figure 4: Des capacités nationales à la puissance systémique.

3 Deux stratégies pour la fin de partie

La rivalité sino-américaine est souvent décrite comme une lutte pour la puissance. Une distinction plus éclairante consiste pourtant à regarder ce que chacun cherche à rendre impossible. Washington veut empêcher la Chine de transformer son poids économique, industriel et militaire en une position régionale ou systémique qu'il deviendrait trop coûteux de remettre en cause. Pékin veut empêcher les États-Unis de conserver un droit de veto de fait sur des choix que la direction chinoise juge vitaux. Les deux objectifs se recoupent, mais ils ne sont pas symétriques. La stratégie américaine dépend fortement de sa capacité à renouveler ses avantages et à agréger une coalition ; la stratégie chinoise peut progresser en réduisant ses vulnérabilités et en rendant cette coalition plus difficile à constituer.

3.1 Washington : maintenir le jeu ouvert

3.1.1 L'héritage des stratégies compétitives

La stratégie américaine s'inscrit dans plusieurs traditions, mais toutes se heurtent au même problème de temps : un avantage ne compte que tant qu'il permet encore d'infléchir les choix de l'adversaire. L'approche des *competitive strategies* associée à Andrew Marshall concevait moins la supériorité comme un acquis durable que comme une succession de positions à exploiter : tirer parti d'une asymétrie, contraindre l'adversaire à s'adapter, puis déplacer le jeu avant qu'il n'ait achevé cette adaptation.

Les contrôles technologiques obéissent à cette logique lorsqu'ils retardent suffisamment l'accès chinois à la frontière technologique pour permettre aux entreprises américaines et alliées de recréer un écart. Le déni militaire y répond lorsqu'il empêche un fait accompli rapide pendant que le dispositif, les stocks de munitions et les capacités alliées se renforcent. La politique industrielle y contribue lorsqu'elle corrige une dépendance américaine qui finirait autrement par annuler un avantage acquis ailleurs. Dans tous les cas, le retard imposé n'est pas un résultat en soi : c'est une ressource. Sa valeur dépend de ce qui vient remplacer l'avantage que l'on est en train de consommer.

3.1.2 Le déni et l'équilibre local

La *National Defense Strategy* de 2026 traduit cette logique en un objectif militaire délibérément limité. Elle ne fait pas de la domination de la Chine une condition du succès et centre au contraire le dispositif américain dans le Pacifique occidental sur une dissuasion par déni le long de la première chaîne d'îles.[35] La formulation d'Elbridge Colby est voisine : les États-Unis n'ont pas besoin d'une supériorité militaire incontestée dans toute l'Asie s'ils sont capables d'empêcher Pékin de transformer un avantage local en hégémonie régionale.[20]

Cette distinction est essentielle, car l'équilibre pertinent n'est pas celui des inventaires mondiaux. Autour de Taïwan, la géographie, la portée des missiles, les bases, les délais d'alerte et la vitesse des renforts déterminent quelle part de la puissance théorique de chaque camp peut effectivement être engagée avant que la situation politique sur le terrain ne soit

devenue irréversible. La tâche américaine est donc à la fois plus étroite que le maintien d'une primauté universelle et plus exigeante que le simple fait de rester plus puissant sur le papier : Washington doit empêcher Pékin de créer un fait accompli avant que l'ensemble du système américain puisse réagir.

3.1.3 De la compétition maîtrisée au levier transactionnel

L'administration Biden avait ajouté à cette logique une théorie politique de la compétition. Ses responsables cherchaient à installer un équilibre concurrentiel durable : reconstruire les capacités américaines, restreindre un ensemble circonscrit de technologies chinoises, approfondir la coordination avec les alliés et contenir la rivalité en deçà de la guerre.[67] Sa traduction économique était la formule du *small yard, high fence* : un périmètre de contrôle suffisamment étroit pour rester applicable et acceptable par les partenaires, mais une protection très stricte dès lors que les capacités concernées avaient une valeur militaire ou de renseignement.

La seconde administration Trump accorde davantage de place au levier direct. Droits de douane, accès au marché américain, juridiction financière, garanties de défense et négociation bilatérale peuvent obtenir des concessions et pousser les alliés à accroître leur effort. Mais ils peuvent aussi entamer une ressource qui n'apparaît dans aucun barème douanier : la disposition des autres gouvernements à combiner leurs capacités avec celles de Washington lorsque l'affrontement l'exige. La question n'est pas affaire de tempérament ; elle se mesure dans l'accès aux bases, le partage du renseignement, les investissements industriels communs, l'application des contrôles à l'exportation, la logistique et la préparation des crises.

C'est là que se situe la tension centrale de la stratégie américaine. Un réseau peut démultiplier la puissance des États-Unis, mais son entretien limite leur liberté d'action unilatérale. Une approche transactionnelle peut produire des gains immédiats, mais des pressions répétées sur les partenaires peuvent réduire l'effet multiplicateur du réseau. Le critère pertinent n'est donc pas de savoir quel style paraît le plus dur. Il est de savoir lequel laisse, au moment décisif, le plus de puissance effectivement mobilisable pour dissuader, bloquer ou contraindre la Chine.

3.1.4 Renouveler plutôt que préserver

L'objectif américain le plus difficile n'est pas de préserver les goulets d'étranglement d'aujourd'hui. Tout contrôle efficace incite à la substitution ; toute doctrine militaire efficace appelle des contre-mesures ; toute sanction efficace crée des intérêts favorables à l'ouverture de circuits de contournement. Une stratégie fondée sur des avantages figés finit par épuiser son propre héritage.

Le succès américain suppose donc un renouvellement permanent. Les restrictions sur les semi-conducteurs ont une valeur stratégique si le temps qu'elles achètent permet d'ouvrir une nouvelle frontière technologique, de rendre la base industrielle des alliés plus résiliente ou de maintenir un équilibre militaire que Pékin ne peut renverser aisément. La modernisation des alliances n'a de valeur que si les capacités nominales des alliés deviennent des capacités réellement déployables. La centralité du dollar n'est un atout que si le système financier reste suffisamment utile et légitime pour que les partenaires acceptent encore le coût de son emploi coercitif. Dans tous les domaines, la même exigence s'impose : recréer des avantages utilisables plus vite que la Chine ne neutralise les anciens veto.



La puissance augmente par agrégation ;
les engagements limitent la liberté unilatérale.

Le pouvoir de négociation immédiat peut croître ;
les partenaires sont davantage incités à se couvrir.

Figure 5: Deux conceptions de la puissance américaine. Le test décisif est de savoir laquelle transforme, dans la durée, le plus de capacités nationales et alliées en puissance stratégique effectivement mobilisable.

3.2 Pékin : neutraliser les veto américains

3.2.1 Le problème des goulets d'étranglement

La stratégie chinoise part d'une autre question : où un acteur extérieur peut-il interrompre une fonction assez vite, et assez longtemps, pour contraindre Pékin à modifier sa politique ? Le terme 卡脖子 (*kǎ bózi*, littéralement, « saisir à la gorge » ; un goulet d'étranglement critique contrôlé de l'extérieur) résume ce problème. L'objectif associé, 自主可控 (*zìzhǔ kěkòng*, autonome et maîtrisable), ne signifie pas l'autarcie. Il consiste à supprimer les dépendances susceptibles de se transformer en veto étrangers.

La nuance est fondamentale. La Chine peut rester profondément insérée dans le commerce mondial tout en devenant beaucoup plus difficile à contraindre. Une dépendance aux importations reste stratégiquement tolérable si son interruption peut être absorbée, contournée ou remplacée avant que la pression politique ne produise son effet. La carte des dépendances chinoises n'est donc pas, à elle seule, une carte de ses vulnérabilités. Celles-ci dépendent du délai de substitution, des stocks, de l'existence de fournisseurs alternatifs, de la capacité d'une coalition à faire respecter les restrictions et de la durée pendant laquelle Pékin peut absorber la perturbation.

3.2.2 La substitution n'est que la première moitié du problème

La formulation de Xi Jinping sur les chaînes d'approvisionnement en 2020 rend la stratégie inhabituellement explicite : réduire l'exposition aux goulets d'étranglement étrangers tout en renforçant les positions qui accroissent la dépendance des autres à l'égard de la Chine.[40, 41] Le quinzième plan quinquennal fournit à la première moitié de cette stratégie un appareil institutionnel. Il appelle à des percées décisives sur l'ensemble des chaînes dans les circuits intégrés, les machines-outils industrielles, les instruments haut de gamme, les logiciels de base, les matériaux avancés et d'autres maillons faibles, en reliant recherche, applications, normes, développement industriel et cycles d'amélioration des produits.[19]

L'objectif stratégique n'est pas de rejoindre le niveau des meilleurs mondiaux dans tous les domaines. Une solution nationale moins performante peut être extrêmement précieuse si elle permet à un système critique de continuer à fonctionner sous embargo. À l'inverse, une réussite scientifique a peu de valeur stratégique si elle ne peut être transformée en ingénierie, produite puis déployée à l'échelle requise. La compétition oppose donc le rythme de renouvellement de la frontière américaine au temps de conversion chinois : à quelle vitesse une dépendance peut-elle être identifiée, remplacée puis industrialisée avant que Washington ne crée le goulet d'étranglement suivant ?

La seconde moitié est celle du levier de riposte. La position chinoise dans le raffinage, les écosystèmes manufacturiers, les intrants critiques et la taille du marché augmente le coût, pour les gouvernements étrangers, de l'emploi de leurs propres goulets d'étranglement. Cela ne rend

pas automatiquement efficace la coercition chinoise. Cela modifie le rapport de négociation en rendant la pression plus réciproque et la formation d'une coalition plus coûteuse.

3.2.3 Une stratégie qui se mesure au nombre de veto neutralisés

La même logique s'étend bien au-delà de la technologie. La diversification énergétique allonge le délai avant qu'une pression maritime ne devienne politiquement décisive. Une utilisation accrue du renminbi et de CIPS réduit l'exposition à certaines restrictions de paiement sans recréer pour autant l'équivalent du système du dollar. La modernisation nucléaire accroît le risque associé à une intervention conventionnelle en profondeur. La centralité industrielle peut rendre les sanctions coûteuses pour ceux-là mêmes qui les imposent. Aucune de ces évolutions ne supprime la dépendance ; chacune peut affaiblir une option américaine différente.

C'est pourquoi 2049 constitue un mauvais calendrier opérationnel. Pékin n'a pas besoin d'attendre une date symbolique ni d'acquérir une supériorité nationale générale si, bien avant, suffisamment de veto cessent de fonctionner. Tous n'ont d'ailleurs pas besoin de disparaître. L'incoercibilité stratégique peut résulter de l'accumulation de protections partielles dans plusieurs domaines, surtout si les instruments qui subsistent ne peuvent plus être combinés à un coût acceptable.

3.3 Agréger la coalition ou la diviser

3.3.1 Une asymétrie fondamentale

Les États-Unis disposent de quelque chose que la Chine ne possède pas : un ensemble dense d'alliances formelles et de relations anciennes dans les domaines de la sécurité, de la finance et de la technologie. Pris dans leur ensemble, ces réseaux peuvent dépasser les avantages chinois dans des domaines essentiels. Mais l'agrégation est un acte politique, pas une identité comptable. Les gouvernements doivent s'entendre sur l'instrument, accepter des coûts inégalement répartis, régler des questions juridiques et opérationnelles et agir avant que la fenêtre pertinente ne se referme.

La tâche de Pékin est donc moins exigeante que la construction d'un système d'alliances équivalent. La Chine peut obtenir un avantage stratégique si les partenaires des États-Unis restent formellement alliés mais refusent de participer à une sanction précise, à un contrôle des exportations, à une décision d'accès aux bases ou à une opération militaire. Les analyses chinoises de la 楔子战略 (*xiēzi zhànlüè*, littéralement « stratégie du coin » ; stratégie de division) sont éclairantes à cet égard : le résultat recherché n'est pas nécessairement un réalignement. Un retard, une neutralité ou une divergence sectorielle peuvent suffire.[18, 43]

3.3.2 Le délai de mobilisation des coalitions

Les contrôles sur les semi-conducteurs de 2022–2023 en donnent une illustration relativement bénigne. Washington a annoncé ses restrictions d'octobre 2022 avant que les Pays-Bas et le Japon n'aient adopté des mesures correspondantes. L'accord politique est venu ensuite ; les contrôles japonais sont entrés en vigueur en juillet 2023 et les néerlandais en septembre. Les entreprises chinoises ont utilisé une partie de cet intervalle pour accumuler équipements et intrants.[90] Quelques mois restent gérables dans une campagne technologique qui se joue sur des années. Ils ne le sont plus dans une crise militaire qui se joue en quelques jours.

Le *délai de mobilisation d'une coalition* est l'intervalle entre l'existence de capacités alliées et leur transformation en action coordonnée. Ses causes varient. Les contrôles à l'exportation exigent des définitions communes et des mécanismes d'application convergents. Les sanctions financières répartissent les pertes de manière inégale entre juridictions. Une opération militaire suppose des droits d'accès, une logistique, des autorisations et un accord sur la conduite de

l'escalade. Plus la coalition est vaste, plus sa puissance potentielle est importante ; plus elle est politiquement hétérogène, moins sa conversion en action est automatique.

3.3.3 Les États tiers ne sont pas des pions

On surestime facilement la stratégie de division si toute hésitation d'un allié est attribuée à l'influence chinoise. Une grande partie des frictions découle des intérêts propres des États tiers. Le Japon peut renforcer sa coordination de défense avec Washington tout en préservant certains liens commerciaux avec la Chine. L'Inde peut participer au Quad sans accepter les obligations d'une alliance. Les gouvernements européens peuvent appliquer des contrôles sur les technologies avancées tout en refusant une politique générale d'endiguement. Les États du Golfe peuvent s'appuyer sur leurs relations de sécurité avec les États-Unis tout en approfondissant les investissements chinois.

Ces pays ne sont pas les futurs membres d'un bloc chinois. Ils cherchent à conserver une marge de manœuvre. Certains commencent à construire ce que nous appellerons plus loin une *incoercibilité partielle* : des arrangements diversifiés dans lesquels ni Washington ni Pékin ne détient un veto décisif sur toutes les fonctions. Cette tendance peut entraver l'agrégation américaine sans déboucher pour autant sur une organisation chinoise du système. C'est l'une des raisons pour lesquelles un ordre post-américain ne serait pas nécessairement un ordre chinois.

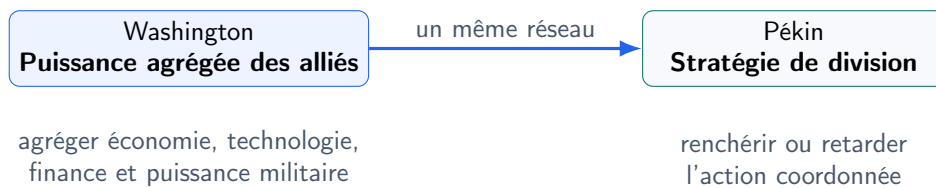
3.3.4 Quand le réseau est plus lent que l'événement

La coercition chinoise a souvent échoué à faire revenir les États visés sur les politiques qu'elle cherchait à modifier, et il serait excessif d'attribuer aux opérations d'influence des effets qu'elles n'ont pas démontrés.[86, 87] L'opportunité chinoise la plus importante est plus structurelle : accroître le coût, la complexité ou le temps de décision nécessaires pour qu'une coalition puisse agir. La politique américaine peut elle-même aggraver le problème lorsque les différends entre alliés s'accumulent plus vite que les mécanismes d'action commune ne se renforcent.

Les indicateurs sont observables. Les contrôles à l'exportation convergent-ils plus vite ou plus lentement ? Les programmes de munitions, de maintenance et de production industrielle sont-ils réellement intégrés ? Les droits d'accès sont-ils négociés à l'avance ? Le renseignement et la logistique peuvent-ils se mettre en mouvement avant la fin de la délibération politique ? Les partenaires pensent-ils que leur participation à une mesure conduite par Washington les expose ensuite à des pressions américaines sans rapport avec cette mesure ? Un système d'alliances peut rester redoutable tout en voyant se dégrader sa capacité à convertir ses ressources en action.

La Chine n'a donc pas besoin de dissoudre le réseau américain. Dans certaines crises, il lui suffit de le rendre plus lent que l'événement.

Le test de coercition maximale. L'incoercibilité chinoise doit être éprouvée face à un ensemble de mesures politiquement plausibles, et non instrument par instrument : déni technologique, restrictions financières, contrôles des investissements, mesures sur le transport maritime et l'assurance, restrictions sur les intrants critiques et pression militaire. Pour un scénario extrême de sanctions financières, l'Atlantic Council et Rhodium Group évaluent à environ 3 000 milliards de dollars les flux commerciaux et financiers immédiatement exposés.[16, 60] Cette ampleur mesure à la fois le levier occidental et le coût de son exercice. La question décisive est de savoir si la coalition peut assembler suffisamment vite cet ensemble de mesures, absorber durablement les pertes qu'il provoque et contenir l'escalade assez longtemps pour modifier la décision de Pékin.



**Washington doit faire fonctionner le signe « + ».
Pékin peut se contenter de l'affaiblir.**

Figure 6: Agréger la coalition ou la diviser : l'asymétrie du jeu des coalitions.

Évaluation stratégique — Renouvellement, substitution, agrégation

Le problème de Washington est de maintenir le jeu ouvert : renouveler ses avantages technologiques et militaires avant que la Chine ne s'y adapte, et convertir les ressources alliées en action avant qu'une crise ne dépasse la vitesse de réaction de la coalition. Celui de Pékin est de neutraliser les veto extérieurs qui permettent encore de contraindre Pékin sur ses choix fondamentaux, tout en augmentant le coût et le délai nécessaires pour réunir la coalition capable de combiner ces veto.

Aucune des deux stratégies ne suppose une supériorité générale. La puissance américaine peut rester supérieure au total tout en perdant la capacité d'exercer une option particulière dans le délai requis. La Chine peut devenir difficile à contraindre tout en restant incapable d'organiser autour d'elle un ordre international. La compétition stratégique dépend donc moins du niveau de puissance détenu par chaque camp que de trois rythmes de conversion : le renouvellement américain, la substitution chinoise et l'agrégation de la coalition.

4 La course à l'incoercibilité

4.1 Où en est la Chine ?

La réponse dépend de l'instrument considéré. La Chine est déjà capable d'absorber des pressions qui, vingt ans plus tôt, auraient pu être paralysantes ; elle reste pourtant exposée dans plusieurs systèmes sur lesquels Washington et ses alliés conservent une influence considérable. Ampleur industrielle, autonomie financière, souveraineté technologique, endurance maritime et capacité de déni militaire n'ont pas progressé au même rythme.

La distinction établie plus haut entre résilience, incoercibilité et organisation systémique doit donc être éprouvée domaine par domaine. La question pertinente n'est pas de savoir si la Chine est devenue « autosuffisante ». Elle est de savoir si les dépendances qui subsistent peuvent encore être combinées, assez vite et à un coût acceptable pour la coalition qui les exploiterait, afin de modifier une décision que Pékin considère comme vitale. La finance demeure le levier américain le plus net. Les technologies avancées comportent encore de puissants goulets d'étranglement, mais leur valeur se déprécie à mesure que la substitution progresse. La dépendance maritime peut infliger des coûts immenses, mais le temps nécessaire pour les rendre décisifs s'est allongé. Une intervention militaire à proximité de la Chine est devenue plus difficile, tandis que la capacité chinoise à organiser le système international reste beaucoup moins développée que sa résilience intérieure.

Les pages qui suivent examinent les veto encore disponibles dans l'ordre où leur valeur stratégique est en train d'évoluer. Le test est volontairement exigeant. Une mesure qui ralentit la Chine n'est pas nécessairement capable d'empêcher la fermeture du jeu stratégique ; et un

instrument encore capable de la bloquer aujourd’hui ne permettra pas forcément de recréer la dépendance une fois qu’une solution de remplacement viable aura été mise en place.

4.2 Technologie : faire disparaître le veto

4.2.1 Le goulet d’étranglement des semi-conducteurs

Les semi-conducteurs avancés restent l’exemple contemporain le plus clair d’une dépendance stratégique dont la valeur évolue à mesure que les deux camps s’adaptent. Les États-Unis et un petit nombre d’entreprises alliées occupent des positions exceptionnellement fortes dans les équipements de fabrication, l’automatisation de la conception électronique, la lithographie avancée, les mémoires à large bande passante, les accélérateurs de pointe, ainsi que dans certaines briques logicielles et certains outils de production. Les contrôles mis en place depuis 2022 ont restreint l’accès chinois à plusieurs de ces capacités et renchéri la production à la frontière technologique.[14]

La réponse chinoise ne consiste pas simplement à remplacer une machine importée par une machine nationale. Règles d’approvisionnement, financements publics, pression des clients, normes locales et politique industrielle poussent fabricants de puces et équipementiers vers des solutions chinoises. Le CSIS estime que les contrôles à l’exportation ont accéléré la localisation de plusieurs maillons de la chaîne des semi-conducteurs, même si les entreprises chinoises accusent encore des retards importants sur les équipements et les procédés les plus avancés.[21] L’effet est donc double : le déni impose un retard réel, tout en augmentant la valeur stratégique du remplacement de l’intrant refusé.

4.2.2 Localiser ne suffit pas à être souverain

Il faut distinguer localisation et souveraineté technologique. Une usine chinoise capable de graver un nœud avancé n’est pas souveraine si elle dépend encore d’une métrologie importée, de logiciels étrangers, de matériaux spécialisés, de composants de précision ou de savoir-faire de maintenance. Le test le plus exigeant est celui de la continuité opérationnelle sous un déni prolongé. La souveraineté opérationnelle suppose que les entreprises chinoises puissent reproduire, entretenir, réparer, améliorer et faire monter en capacité l’ensemble de la chaîne de production une fois les stocks étrangers épuisés et l’assistance technique interrompue. C’est une exigence autrement plus forte que la fabrication d’une plaquette de silicium de démonstration.

4.2.3 Au-delà des semi-conducteurs

Le tableau technologique d’ensemble est moins rassurant pour Washington que ne le suggère le seul dossier des semi-conducteurs. Dans sa mise à jour 2026 du *Critical Technology Tracker*, l’ASPI classe la Chine en tête de la recherche à fort impact dans 69 technologies sur 74, y compris dans des domaines où elle était auparavant en retard, tandis que les États-Unis ne conservent la première place que dans une petite minorité.[73] L’indicateur est volontairement étroit : il mesure la part des publications appartenant au décile le plus cité, non la capacité commerciale, la qualité des produits, les rendements industriels ou le déploiement militaire. Son intérêt stratégique est donc celui d’un indicateur amont. Une avance scientifique ne confère, à elle seule, aucun pouvoir de veto sur un autre État ; elle élargit le vivier à partir duquel peuvent naître de futurs avantages dans l’ingénierie et l’industrie.

Cette distinction rend le quinzième plan quinquennal particulièrement instructif. Il désigne un premier ensemble de secteurs où doivent être obtenues des « percées décisives » – circuits intégrés, machines-outils haut de gamme, instruments avancés, logiciels fondamentaux, matériaux avancés et bioproduction – et un second ensemble d’industries d’avenir à faire émerger : technologies quantiques, bioproduction, hydrogène et fusion, interfaces cerveau-machine,

intelligence incarnée et 6G.[72] La première liste peut se lire en partie comme la carte des vulnérabilités que Pékin juge encore suffisamment importantes pour les attaquer de front. La seconde dessine les domaines dans lesquels il veut occuper des positions industrielles avant que la structure des marchés ne soit stabilisée.

4.2.4 Retarder, empêcher, inverser

Exclure durablement de la frontière technologique une économie dotée de la profondeur scientifique et de l'ampleur industrielle de la Chine paraît peu plausible. Les contrôles américains peuvent néanmoins avoir une grande valeur stratégique si le temps gagné sert à repousser la frontière technologique. Un retard de cinq ans compte si, pendant ces cinq années, apparaît une nouvelle dépendance dans les équipements de production, l'encapsulation avancée, le calcul pour l'IA, l'instrumentation scientifique, les biotechnologies ou un autre domaine devenu décisif. La compétition est donc une course de vitesse : capacité des États-Unis et de leurs alliés à repousser la frontière technologique, contre capacité chinoise à transformer science et ingénierie en une chaîne de production capable de continuer à fonctionner malgré un déni prolongé.

4.2.5 Le paradoxe de la dépendance utilisée comme arme

Employer un levier en modifie aussi la valeur. Le déni rend la substitution plus rentable et peut raccourcir la durée de vie d'un goulet d'étranglement. L'innovation, la spécialisation des alliés et le contrôle d'intrants complémentaires peuvent en créer un nouveau. Les faits disponibles étayaient fortement l'idée que les contrôles imposent des retards ; ils sont beaucoup moins probants lorsqu'il s'agit d'établir une prévention durable. Revenir en arrière est plus difficile encore : dès lors que la Chine dispose d'une chaîne nationale stratégiquement suffisante, Washington doit créer une nouvelle dépendance plutôt que tenter de restaurer l'ancienne.

L'emploi par la Chine de restrictions sur les terres rares illustre le même mécanisme dans l'autre sens. Les mesures de 2025 ont infligé des coûts immédiats aux industriels étrangers, mais elles ont aussi déclenché aux États-Unis et chez leurs alliés un vaste effort de financement de nouvelles mines, de capacités de raffinage et de production d'aimants, de recyclage et de contrats d'achat de long terme.[22] L'expérience japonaise montre qu'une telle substitution peut prendre de nombreuses années : l'usage coercitif d'un goulet peut donc conserver de la valeur même lorsqu'il accélère la sortie de dépendance.[45] La valeur stratégique du goulet d'étranglement réside précisément dans l'intervalle entre la rupture et le remplacement.

Pour les semi-conducteurs, l'indicateur décisif de la fin des années 2020 ne sera donc pas l'annonce d'une « percée » chinoise. Ce sera une production soutenue, à grande échelle, de capacités de calcul stratégiquement utiles, appuyée sur une chaîne d'approvisionnement capable de continuer à fonctionner malgré des restrictions d'accès prolongées, combinée à des signes que les entreprises américaines et alliées ne parviennent pas à recréer une nouvelle dépendance envers une technologie de pointe contrôlée par les États-Unis et leurs alliés. Pour le système technologique dans son ensemble, l'indicateur le plus exigeant est celui de la conversion : la montée en puissance scientifique de la Chine devient-elle une capacité industrielle dans des secteurs dont la perte réduirait matériellement les options américaines ?

4.3 Science, IA et robotique : la question de l'accélération

4.3.1 Le leadership scientifique n'est pas encore la puissance technologique

Le *Critical Technology Tracker* 2026 de l'ASPI place la Chine en tête de la recherche à fort impact dans 69 technologies sur 74.[73] Pris au pied de la lettre, ce chiffre donnerait l'impression que le rapport de forces technologique a déjà basculé. Ce n'est pas le cas. La Chine peut

dominer un indicateur scientifique tout en restant dépendante d'une lithographie étrangère, d'équipements pour semi-conducteurs, d'instruments scientifiques, de logiciels ou de matériaux spécialisés. Une part croissante de la compétition se joue précisément dans l'espace qui sépare une publication d'une capacité stratégiquement utilisable.

La même distinction vaut pour l'intelligence artificielle. L'*AI Index* 2026 de Stanford constate un resserrement spectaculaire de l'écart entre les meilleurs modèles américains et chinois, les uns et les autres prenant alternativement l'avantage sur certains tests depuis 2025.[39] Les États-Unis continuent de produire davantage de modèles de pointe et d'attirer beaucoup plus d'investissements privés recensés dans l'IA. La Chine possède un autre atout : un appareil manufacturier dans lequel des progrès de perception, de planification et de contrôle peuvent être déployés à très grande échelle. Elle a installé environ 295 000 robots industriels en 2024, soit 54% du total mondial, et en exploitait plus de deux millions.[29] Le nombre de robots ne mesure pas la productivité ; il indique la taille de l'environnement physique dans lequel l'IA incarnée peut se diffuser.

4.3.2 Le problème de la conversion

La variable décisive est la conversion : les résultats de la recherche doivent se traduire en solutions d'ingénierie ; celles-ci en production fiable ; et cette production doit se diffuser suffisamment pour modifier la productivité, les dépendances ou les capacités militaires. Les deux pays ont des faiblesses différentes le long de cette chaîne. La Chine combine une profondeur scientifique exceptionnelle et un appareil industriel d'une ampleur immense tout en restant confrontée à plusieurs goulets d'étranglement dans les technologies les plus avancées. Les États-Unis peuvent dominer une frontière scientifique ou commerciale sans reproduire le même avantage dans leur base manufacturière.

La conversion détermine aussi la valeur stratégique du temps. Un avantage scientifique qui ne peut être industrialisé peut disparaître avant d'avoir modifié le rapport de forces ; à l'inverse, un système industriel capable d'absorber une technologie initialement inférieure peut l'améliorer par le déploiement, l'apprentissage des fournisseurs et des cycles répétés de reconception. La comparaison pertinente n'oppose donc ni publication à publication ni modèle à modèle, mais la vitesse et la fiabilité avec lesquelles chaque système fait parcourir à une avancée l'ensemble de la chaîne.

4.3.3 L'IA comme accélérateur transversal

L'IA compte ici moins comme un septième secteur stratégique que comme une technologie susceptible de raccourcir simultanément plusieurs chaînes de conversion. Dans la science, les laboratoires autonomes peuvent réduire le délai entre hypothèse, expérience et apprentissage. Dans l'ingénierie, la conception assistée par IA permet d'explorer des espaces de solutions plus vastes et de comprimer certains processus d'optimisation. Dans les usines, les systèmes de perception et de contrôle peuvent étendre l'automatisation à des tâches jusque-là trop variables pour la robotique conventionnelle. Dans les systèmes militaires, la même famille de techniques peut améliorer la détection, la fusion de données, la planification et les opérations autonomes. Ces applications ont chacune leurs goulets d'étranglement ; progresser dans l'une ne prouve rien automatiquement pour les autres.

C'est pourquoi la combinaison chinoise entre politique de l'IA et puissance manufacturière mérite une attention particulière sans qu'il soit nécessaire de postuler une supériorité chinoise des modèles. Le quinzième plan quinquennal associe explicitement puissance de calcul, algorithmes et données à un programme « IA Plus » destiné à diffuser les systèmes intelligents dans la production et la société.[72] La question stratégique est empirique : cette diffusion réduit-elle de manière mesurable le délai entre découverte, ingénierie et déploiement dans les

secteurs qui affectent dépendance, productivité ou capacité militaire ? Si ce n'est pas le cas, l'IA restera une industrie majeure sans devenir l'accélérateur transversal supposé dans les scénarios de fin de partie les plus rapides.

4.3.4 « L'industrie pose les questions, la science et la technologie y répondent »

Pékin cherche délibérément à raccourcir cette chaîne. Lors d'une séance d'étude du Politburo consacrée en 2026 aux industries d'avenir, Xi Jinping a employé la formule 产业出题、科技答题 (*chǎnyè chū tí, kējì dǎ tí*, « l'industrie pose les questions ; la science et la technologie y répondent ») et appelé à mobiliser le 新型举国体制 (*xīn xíng jǔ guó tǐ zhì*, nouveau système de mobilisation nationale).[74] La traduction institutionnelle est concrète. Les goulets d'étranglement industriels deviennent des problèmes de recherche ; les programmes 揭榜挂帅 (*jiē bǎng guà shuài*, « publier la liste des défis et confier le commandement à ceux qui peuvent les résoudre ») attribuent les problèmes difficiles ; des centres de preuve de concept vérifient que les résultats de laboratoire fonctionnent hors du laboratoire ; des plateformes pilotes et des projets de démonstration s'attaquent au maillon suivant, celui qui sépare le prototype de l'industrialisation.[72, 75]

4.3.5 Quantique : l'expérience en cours

Les technologies quantiques permettent d'observer cette mécanique alors que le résultat reste ouvert. Le quinzième plan quinquennal les place en tête des industries d'avenir. Le MIIT a lancé dix-sept défis couvrant calcul, communications et mesures de précision. À la mi-2026, ChinaTalk recensait un réseau croissant de centres de validation, de plateformes pilotes, de fonds locaux, d'investisseurs publics et près de trente entreprises développant du matériel de calcul quantique poursuivant plusieurs voies techniques.[76] Les États-Unis conservent l'avantage dans des domaines importants du calcul quantique, notamment sur certains aspects de la correction d'erreurs ; la Chine possède une avance plus nette dans les communications quantiques et progresse dans la détection et le calcul.[76, 77]

C'est précisément cette position inégale qui rend le quantique intéressant pour l'analyse. La force scientifique chinoise n'a pas encore comblé l'écart dans le calcul. Mais les institutions destinées à le réduire sont déjà en construction. Une prévision fondée uniquement sur l'état actuel des produits disponibles ignore donc la vitesse à laquelle peut évoluer la distance entre science et industrie.

4.3.6 Technologies propres : une expérience déjà réalisée

Les technologies propres montrent ce que peut produire une conversion réussie. La Chine détient aujourd'hui environ 85% des capacités mondiales de fabrication photovoltaïque, plus de 80% des capacités de cellules lithium-ion, près de 95% de la production de plaquettes de silicium pour le photovoltaïque et environ 97% des matériaux d'anode ; elle produit également quelque 70 à 75% des véhicules électriques mondiaux.[61, 62] Aucune percée scientifique unique n'a créé ces positions. Ampleur de l'appareil manufacturier, ingénierie des procédés, densité des fournisseurs, financement, demande intérieure et apprentissage cumulatif ont réduit les coûts conjointement. Le leadership industriel a ensuite nourri en retour l'ingénierie et la recherche.

Le quinzième plan tente de créer des boucles comparables dans des industries aux caractéristiques techniques et économiques très différentes. Le calcul quantique ne se déploie pas comme des modules solaires. La bioproduction rencontre des contraintes réglementaires et biologiques inexistantes dans les batteries. La fusion peut rester limitée par la physique plutôt que par l'organisation industrielle. La proposition devient donc testable : dans certaines industries d'avenir, la Chine peut-elle réduire le temps nécessaire pour transformer une forte position scientifique en un écosystème industriel durable capable de se renforcer lui-même ?

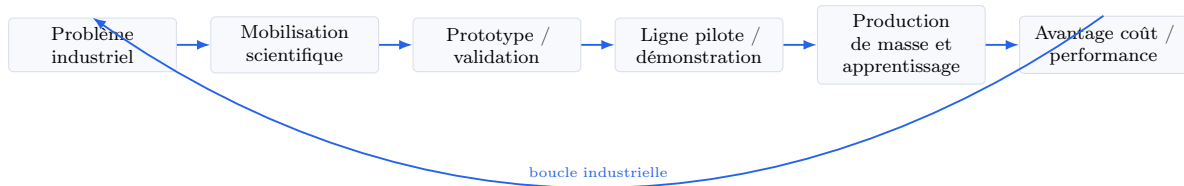


Figure 7: La boucle chinoise de conversion technologique. Les technologies propres offrent un cas où la production de masse et l'apprentissage ont déjà créé une centralité industrielle mondiale ; le quantique, un cas où Pékin construit activement les institutions intermédiaires.

Tableau 2: De la position scientifique à la puissance stratégique : quelques industries chinoises d'avenir, 2026–2030

Domaine	Position chinoise en 2026	Avantage américain/allié restant	Mécanisme chinois de conversion	Portée pour la fin de partie si la conversion réussit
Quantique	Avance dans les communications ; science solide ; retard dans le calcul	Correction d'erreurs, certaines briques commerciales du calcul, équipements et logiciels spécialisés	Laboratoires nationaux, 17 défis du MIIT, plusieurs architectures matérielles, capital patient, plateformes de validation et pilotes	Réduit les dépendances dans les communications sécurisées et la détection ; pourrait créer de nouveaux leviers cryptographiques et scientifiques si le calcul arrive à maturité.
IA incarnée / robotique	Production et déploiement de robots d'une ampleur exceptionnelle	Capacités de calcul de pointe, meilleurs modèles, puces avancées et certaines briques logicielles/matérielles de robotique	Cas d'usage industriels, écosystème national de robots, diffusion de l'IA, achats publics, déploiement d'une infrastructure nationale de calcul	Transforme l'IA d'un avantage logiciel en productivité physique et, potentiellement, en capacité d'adaptation de l'appareil militaro-industriel.
6G	Base forte dans les équipements télécoms et le déploiement de la 5G	Puces avancées, certaines briques logicielles et d'outillage, accès aux marchés alliés	Pilotes ministères-provinces, normalisation, scénarios d'usage à grande échelle, chaîne d'approvisionnement intégrée	Peut inscrire équipements, protocoles et normes chinois dans les futures infrastructures de communication.
Bio-production	Trajectoire scientifique forte ; base industrielle en expansion	Plateformes de pointe, écosystèmes de talents et instruments spécialisés dans plusieurs niches	Demande industrielle, installations pilotes, programmes de biologie industrielle, financement et industrialisation	Nouveaux leviers possibles dans les matériaux, la chimie, les intrants alimentaires et les médicaments.
Fusion / hydrogène	Grands programmes publics ; capacité industrielle de fourniture	Plusieurs programmes de recherche de pointe aux États-Unis et chez leurs alliés et entreprises privées	Investissement public de long terme, chaînes d'ingénierie, projets de démonstration	Effets à long terme sur l'énergie et les matériaux avancés ; faible valeur coercitive à court terme.
Interfaces cerveau-machine	Chine en tête sur certaines mesures de recherche à fort impact ; commercialisation encore précoce	Neurotechnologies, dispositifs médicaux et écosystème de capital-risque américains solides	Pilotes d'industries d'avenir, usages médicaux, appui réglementaire et financier	Forte incertitude ; portée stratégique possible par les interfaces homme-machine et les plateformes médicales.
Semi-conducteurs avancés	Production de masse et localisation en progrès, mais goulets majeurs persistants	Lithographie, équipements, HBM, EDA, savoir-faire de production et partie de l'instrumentation scientifique	Programmes de « percées décisives », achats, localisation des équipements, infrastructure nationale de calcul	Neutralisation de l'un des veto technologiques américains les plus puissants encore disponibles.

Synthèse qualitative à partir du quinzième plan quinquennal, du Critical Technology Tracker de l'ASPI, des évaluations sur le quantique et des éléments sectoriels. Le leadership scientifique n'implique pas le leadership industriel ; le tableau décrit le problème de conversion, non une prévision de réussite.

4.3.7 IA, robotique et contrainte démographique

La démographie impose à ce problème de conversion une échéance économique. La population chinoise en âge de travailler diminue. L'automatisation devient décisive si l'IA et la robotique augmentent assez vite la production par travailleur pour compenser une partie du recul de la main-d'œuvre. Les installations dans quelques usines vitrines constituent un indice faible ; la productivité, l'efficacité du capital, l'adoption par les petites entreprises et la diffusion dans les chaînes d'approvisionnement sont des tests beaucoup plus solides.

L'effet géopolitique pourrait dépasser le seul enjeu démographique. Si l'IA incarnée augmente la productivité d'un appareil manufacturier déjà exceptionnel par son ampleur, elle peut renforcer sa centralité industrielle au moment même où l'offre de travail diminue. Si, au contraire, le déploiement reste concentré chez quelques champions subventionnés ou n'améliore pas la productivité globale des facteurs, le parc de robots aura exagéré l'ampleur du changement stratégique. C'est l'une des horloges pour lesquelles les données de la fin des années 2020 devraient arriver assez vite pour modifier le diagnostic.

4.3.8 De la production civile de masse à la capacité militaire

La guerre impose un test de conversion plus sévère. La base industrielle civile chinoise ne peut pas être convertie en bloc en appareil de production militaire. Certaines de ses composantes sont néanmoins directement utiles. Le CSIS décrit une industrie navale civile d'une taille sans commune mesure avec celle des États-Unis, dans laquelle productions commerciale et militaire coexistent au sein de chantiers intégrés ; cette base peut contribuer à la réparation, au remplacement, au transport maritime stratégique et aux conversions dans un conflit régional prolongé.[78, 79] Des navires civils rouliers apparaissent déjà dans les plans de transport et d'opérations amphibies de l'APL.[80] La production chinoise de batteries, d'aimants, de fibre de carbone, d'électronique de puissance et d'autres composants alimente également l'écosystème mondial des drones.[81]

Les limites sont tout aussi importantes. Propulsion des missiles, autodirecteurs, explosifs, électronique sécurisée et assurance qualité militaire exigent des usines et des compétences spécialisées. Une usine automobile n'est pas une usine de missiles en sommeil. La profondeur industrielle compte surtout lorsque systèmes civils et militaires partagent machines-outils, matériaux, électronique, chantiers navals, logiciels, logistique et main-d'œuvre qualifiée. Les États-Unis conservent d'importants avantages qualitatifs tout en reconnaissant leurs faiblesses en matière de montée en cadence des munitions et de profondeur industrielle.[46]

Toute évaluation comparative du rapport de forces de la compétition devrait donc examiner la conversion au même titre que la position, la vitesse, l'adaptation, la mobilisation et le degré de confiance du diagnostic. Une avance scientifique peut ne jamais se traduire en capacité industrielle ; une capacité industrielle peut se révéler impossible à mobiliser ; une innovation de pointe peut ne pas se diffuser. Le rapport de forces peut se déplacer brutalement lorsque l'un de ces écarts se referme. L'expérience chinoise des technologies propres montre que cela peut arriver. Le quantique, l'IA incarnée, la bioproduction et les semi-conducteurs avancés diront si ce mécanisme peut se reproduire ailleurs.

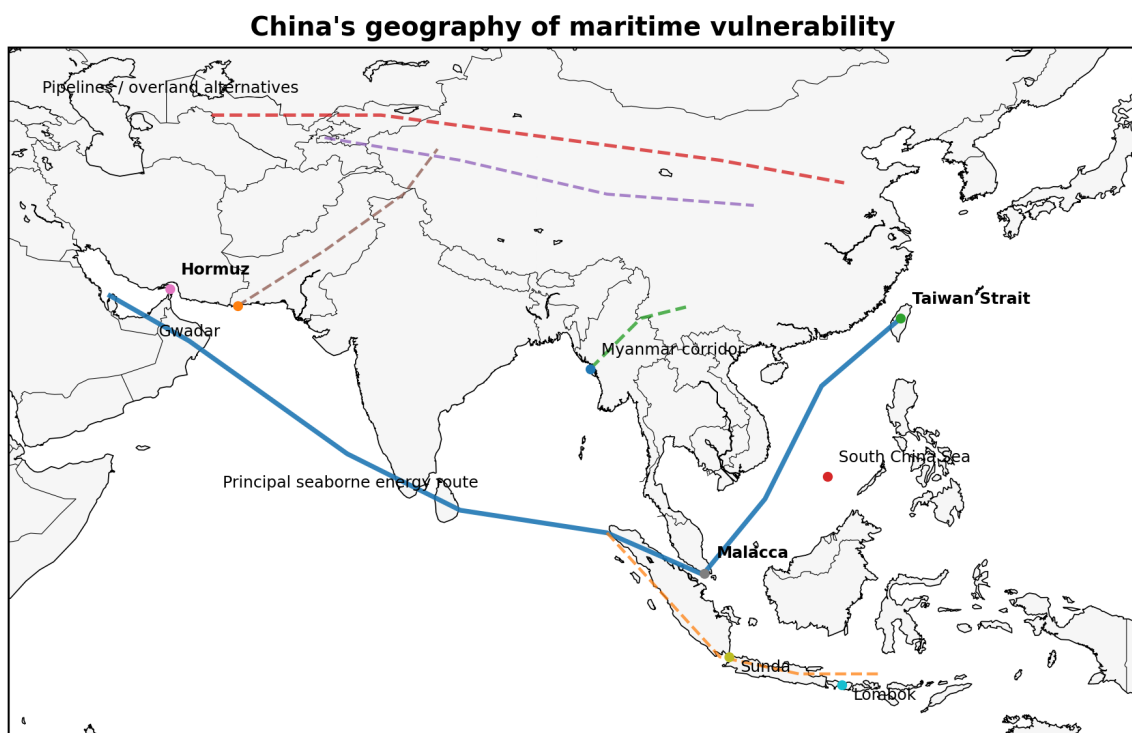
4.4 Énergie : desserrer l'étau maritime

4.4.1 La géographie de la vulnérabilité

Le problème maritime chinois commence bien avant Malacca. Une grande partie des hydrocarbures et des matières premières qui alimentent l'économie chinoise est acheminée vers l'Asie depuis le Golfe, l'Afrique et l'ensemble de l'océan Indien. Avant d'atteindre le littoral industriel chinois, ces flux traversent une succession de passages étroits ou politiquement exposés. Le

détroit d'Ormuz se trouve à l'extrémité occidentale de la principale route énergétique. Malacca constitue le chemin le plus court entre les océans Indien et Pacifique. Sunda et Lombok offrent des itinéraires alternatifs, mais plus longs et plus coûteux. À l'est de la mer de Chine méridionale, les détroits de Taïwan et de Luçon ouvrent les principaux passages à travers la première chaîne d'îles. La vulnérabilité qui en résulte tient donc à une succession de contraintes géographiques, et non à un goulet unique.

Les volumes qui transitent par Malacca restent exceptionnels. Selon l'Energy Information Administration américaine, 23,2 millions de barils par jour de pétrole et autres liquides ont franchi le détroit au premier semestre 2025, soit 29% des flux pétroliers maritimes mondiaux. La Chine a reçu 48% des volumes importés qui y transitaient. Environ 9,2 milliards de pieds cubes par jour de GNL ont également emprunté le détroit.[103] Ces chiffres expliquent pourquoi l'expression « dilemme de Malacca » a survécu longtemps après que Hu Jintao l'aurait employée en 2003. Mais ils ne résument pas toute l'exposition chinoise.



Schematic routes. Maritime and pipeline alignments are indicative, not navigational. Base geography: Natural Earth/Basemap.

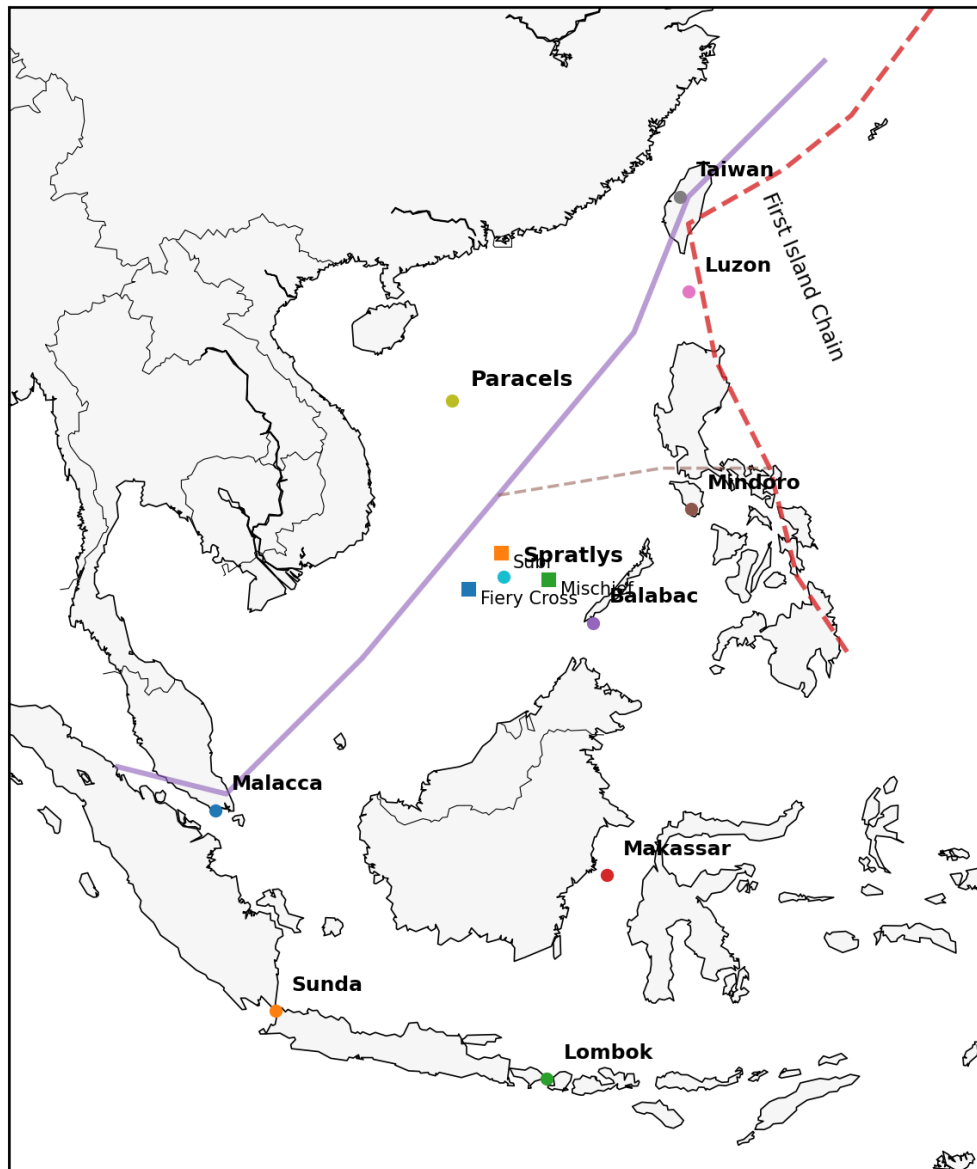
Figure 8: La géographie de la vulnérabilité maritime chinoise. La principale route énergétique maritime atteint la Chine après une succession de passages exposés ; les oléoducs, gazoducs et corridors terrestres diversifient le système sans remplacer le commerce maritime. Tracés schématiques.

Une reconstitution publiée en 2026 par le CSIS des flux passant par huit points de passage de la mer de Chine méridionale modifie encore l'image habituelle. Malacca et le détroit de Taïwan ont chacun vu transiter plus de 2 400 milliards de dollars de marchandises en 2024. Pour la Chine elle-même, environ 21% des importations et 14% des exportations sont passées par Malacca ; 33% des importations et 16% des exportations, par le détroit de Taïwan. Près de 1 300 milliards de dollars de commerce chinois ont emprunté ce dernier, contre environ 963 milliards pour Malacca.[104] La sécurité énergétique crée un dilemme de Malacca ; le système commercial chinois dans son ensemble crée aussi un dilemme du détroit de Taïwan.

Cette donnée est capitale dans tout scénario taïwanais. Une action militaire destinée à modifier le statut politique de l'île se déroulerait au bord d'une artère qui transporte une

part remarquable des propres importations industrielles de la Chine et de son cabotage. Des déviations sont possibles par Luçon et d'autres passages, mais elles consomment du temps, de la capacité maritime et de l'assurance, et deviennent plus difficiles si le conflit s'étend. La géographie limite donc la coercition chinoise tout autant qu'elle offre un levier à la coercition américaine.

The maritime gates around the South China Sea



Eight chokepoints follow the 2026 CSIS South China Sea trade study. Outpost locations are schematic.

Figure 9: Les portes maritimes de la mer de Chine méridionale. Le CSIS distingue huit principaux goulets : Malacca, Sunda, Lombok, Makassar, Balabac, Mindoro, Luçon et Taïwan. Les Paracels et les Spratleys se trouvent au cœur de l'espace opérationnel qui relie ces passages aux côtes chinoises.

Les Paracels et les Spratleys appartiennent à cette géographie, mais ne constituent pas une réponse simple au dilemme de Malacca. Leur valeur tient à l'espace opérationnel qu'elles permettent à Pékin de mieux contester. La Chine maintient sept avant-postes dans les Spratleys et y a créé plus de 3 200 acres de terres artificielles. Fiery Cross, Subi et Mischief

disposent d'infrastructures aériennes, de missiles antinavires et antiaériens, de radars ainsi que de capacités laser et de brouillage. Le Pentagone estime que ces bases raccourcissent les temps de réaction chinois et soutiennent des patrouilles navales, garde-côtes et paramilitaires persistantes.[49] Elles ne donnent pas à Pékin le contrôle des voies maritimes ; elles étendent sa surveillance, sa permanence, sa logistique et sa portée militaire dans la mer que traversent ces voies.

Plus au nord, Taïwan, l'archipel des Ryukyu et les Philippines délimitent les principaux passages entre les mers proches de la Chine et le Pacifique ouvert. La première chaîne d'îles n'est donc pas seulement un concept opérationnel américain : elle décrit une réalité physique qui façonne les mouvements navals chinois. Un État continental dont la prospérité dépend désormais de la mer doit traverser, ou opérer à l'intérieur, d'un arc insulaire occupé par Taïwan, le Japon, les Philippines et d'autres États, dont plusieurs sont alliés ou partenaires des États-Unis.

4.4.2 Modifier la géographie sans la faire disparaître

Depuis deux décennies, Pékin multiplie les solutions de rechange. Des oléoducs et gazoducs russes et centrasiatiques acheminent des hydrocarbures par voie terrestre. Le corridor pétrolier et gazier Chine–Myanmar atteint le Yunnan sans passer par Malacca. Gwadar et le corridor économique Chine–Pakistan offrent un accès et des infrastructures sur la mer d'Arabie, même si transporter à grande échelle de l'énergie depuis Gwadar à travers le Pakistan et l'Himalaya reste beaucoup moins efficace que l'acheminement par pétroliers jusqu'aux côtes chinoises. Réserves stratégiques de pétrole, production nationale de charbon et d'hydrocarbures, capacités de conversion du charbon en carburants liquides et diversification des fournisseurs allongent la durée pendant laquelle la Chine peut tenir sous pression. Le réseau portuaire des Nouvelles routes de la soie et l'expansion de la marine chinoise ajoutent des options logistiques et navales le long des voies maritimes. Aucun de ces dispositifs ne supprime le système maritime dont dépend le commerce chinois.

Le schéma est stratégiquement plus intéressant que la recherche d'un contournement parfait. Chaque investissement réduit la fraction de l'activité chinoise qui peut être interrompue par une seule route, augmente le nombre de solutions disponibles après une rupture ou augmente le coût d'imposition d'un blocus. Une coalition coercitive devrait donc agir contre un système entier : transport maritime, assurance et réassurance, classification, services portuaires, finance, immatriculation des navires, règlement en dollars et accès aux matières premières critiques. La puissance maritime consiste en partie à pouvoir refuser ces services sans avoir à arrêter chaque navire en mer.

L'alimentation et les matières premières industrielles interdisent par ailleurs de réduire le problème au pétrole. La Chine peut rationner plus aisément les carburants et substituer de l'électricité produite en Chine aux carburants pétroliers qu'elle ne peut remplacer toutes ses importations de céréales fourragères, de minerai de fer, de concentrés de cuivre, de bauxite ou d'intrants industriels spécialisés. Certaines matières peuvent être stockées ; d'autres ne se conservent pas indéfiniment. Certaines disposent de nombreux fournisseurs tout en empruntant les mêmes passages maritimes. Un blocus ou une campagne de sanctions provoquerait donc des pénuries qui interagiraient entre elles plutôt qu'un simple choc pétrolier.

La durée devient alors déterminante. Une stratégie de coercition maritime n'a de valeur que si elle peut infliger des coûts politiquement intolérables avant que les stocks, le rationnement, les fournisseurs alternatifs, les routes terrestres et les tensions au sein de la coalition ne modifient le rapport de forces. Une analyse de la National Defense University sur un blocus prolongé estime que les réserves chinoises, la production intérieure et les voies alternatives pourraient permettre une résistance bien plus longue que ne le suggère un simple calcul de dépendance aux importations, même si le résultat dépend fortement des hypothèses sur le soutien russe,

les capacités de transport par oléoducs et gazoducs, la demande industrielle et l'étendue de l'interdiction.[50]

La tendance géographique n'est donc pas la disparition de la vulnérabilité. C'est la perte de crédibilité de Malacca comme interrupteur unique capable de décider d'un conflit. La Chine cherche à transformer une vulnérabilité concentrée en un problème distribué qui exigerait une coercition plus longue, plus large et politiquement plus difficile. Les perturbations récentes dans l'ensemble du système du Golfe renforcent la distinction entre exposition aux importations et résilience du système : de grands chocs d'offre peuvent être absorbés pendant un temps par les stocks, la compression de la demande, les substitutions de combustibles et l'énergie nationale, mais ces réponses ont un coût et ne suppriment pas la géographie maritime sous-jacente. La variable stratégique pertinente est donc le délai avant l'effet politique, non la seule part des importations en temps de paix.

4.4.3 De la géopolitique du pétrole à l'électro-géopolitique

L'électrification attaque la vulnérabilité à un niveau plus profond parce qu'elle modifie ce qui doit traverser les mers. À la marge, un véhicule électrique substitue de l'électricité produite nationalement à du pétrole importé. Les renouvelables et le nucléaire réduisent la part de l'activité économique dont la continuité dépend de combustibles transportés par mer. Le stockage et les investissements dans le réseau améliorent la capacité à redistribuer l'électricité nationale en période de perturbation. Décarbonation, politique industrielle et sécurité nationale peuvent ainsi se renforcer mutuellement sans se confondre.

Cette transformation crée une seconde asymétrie. La Chine peut réduire son exposition aux hydrocarbures importés au moment même où le reste du monde devient plus dépendant de sa production de modules solaires, de batteries, de véhicules électriques, d'électronique de puissance et de minerais raffinés. Diversifier géographiquement la production hors de Chine ne supprime pas nécessairement cette dépendance si équipements, composants, savoir-faire de production ou capitaux chinois restent présents en amont.[61, 62]

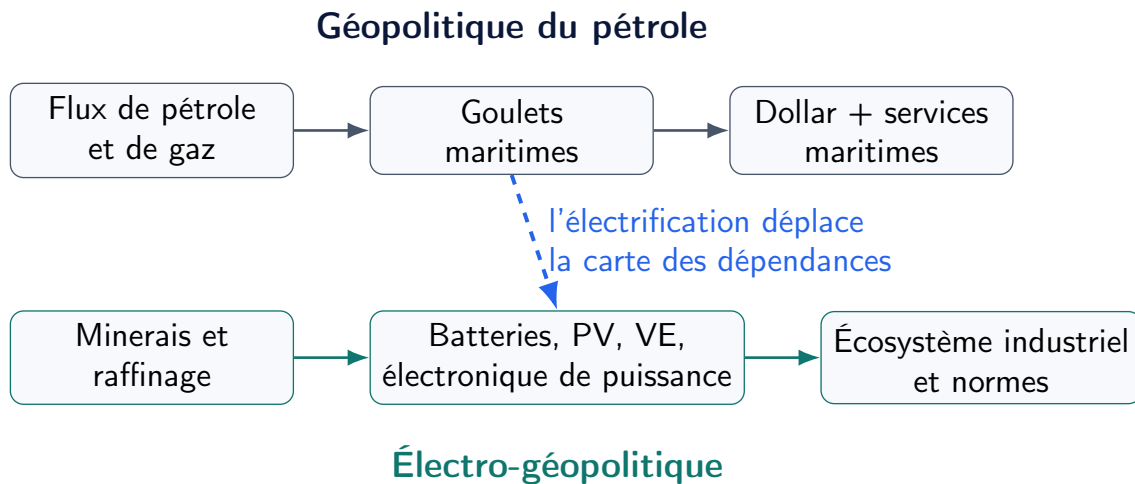


Figure 10: De la géopolitique du pétrole à l'électro-géopolitique. La décarbonation peut réduire l'exposition aux combustibles importés tout en augmentant la dépendance à des chaînes d'approvisionnement très concentrées dans les technologies propres.

Le renversement stratégique est facile à manquer. Depuis vingt ans, Pékin cherche à rendre la géographie par laquelle transite sa prospérité moins exploitable contre lui. Oléoducs, gazoducs, réserves, puissance navale, avant-postes insulaires et électrification s'attaquent à des couches différentes du problème. Mais cette géographie ne peut être abolie. Une guerre autour

de Taïwan pourrait perturber une artère commerciale dont la Chine dépend, en valeur, encore davantage que de Malacca ; les Spratleys et les Paracels peuvent étendre la portée chinoise sans rendre la mer de Chine méridionale invulnérable ; les corridors terrestres peuvent compléter l'approvisionnement maritime sans offrir des volumes comparables. Le succès chinois ne doit donc pas être mesuré à la disparition des goulets, mais à la capacité ou non d'un adversaire à les transformer encore en veto politiquement utilisable.

4.5 Finance : le veto américain le plus difficile à neutraliser

4.5.1 Pourquoi le dollar est différent

La finance est le domaine dans lequel l'idée d'une incoercibilité chinoise imminente convainc le moins. La Chine a créé des solutions alternatives à certains circuits contrôlés par l'Occident, accru les règlements en renminbis, développé des lignes de swap entre banques centrales et accru le volume et la portée de CIPS. Ces évolutions comptent. Elles ne reproduisent pas les fonctions du système centré sur le dollar.

La puissance du dollar ne se réduit pas à la messagerie SWIFT. Elle repose sur la profondeur et la liquidité des marchés de capitaux américains, le rôle des Treasuries comme collatéral et actif de réserve, une large convertibilité, un immense stock de passifs libellés en dollars, le financement du commerce, l'infrastructure juridique et les effets de réseau accumulés par des décennies d'usage. Un paiement peut contourner SWIFT tout en dépendant d'un financement en dollars, d'actifs libellés dans cette monnaie ou d'institutions exposées à la juridiction américaine. CIPS peut rendre plus robuste le règlement en renminbis sans créer un réservoir mondial d'actifs sûrs en renminbis équivalent au marché des Treasuries.

Le FMI indique que la part du renminbi dans les règlements transfrontaliers de la Chine a fortement augmenté, dépassant notamment le quart du commerce de biens, tandis que sa part dans les réserves mondiales reste faible.[30] Cette différence est stratégiquement importante. Pékin peut réduire la vulnérabilité du commerce bilatéral avec certains partenaires bien avant que le renminbi ne devienne une monnaie de réserve largement utilisée. Cette résilience peut compliquer les sanctions sans remplacer l'ordre monétaire.

4.5.2 Contourner n'est pas être immunisé

L'expérience russe depuis 2022 a clarifié une autre distinction : l'exclusion des systèmes de paiement n'est pas la même chose que l'exposition des avoirs. Un État peut développer des systèmes alternatifs de messagerie et de règlement tout en détenant à l'étranger des actifs importants susceptibles d'être gelés, sanctionnés ou politiquement contestés. L'analyse de Brad Setser sur les avoirs extérieurs chinois soutient que la baisse apparente des réserves officielles en dollars reflète en partie le transfert de ces avoirs vers les banques publiques et d'autres entités moins transparentes, plutôt qu'une sortie nette du dollar.[51] Si cette lecture est juste, les données indiquent davantage une diversification des modes de détention qu'une indépendance financière.

4.5.3 La frappe financière maximale

Un scénario sérieux de sanctions doit donc distinguer plusieurs instruments : restrictions de paiement, gel des réserves souveraines, sanctions secondaires contre les banques de pays tiers, restrictions au financement du commerce, exclusion des marchés de capitaux, saisie d'actifs et contrôles sur la compensation en dollars. La Chine est plus résiliente à certains qu'à d'autres. La taille de son économie joue dans les deux sens. La sanctionner imposerait à la coalition des pertes bien supérieures à celles provoquées par les sanctions contre la Russie ; mais son degré

d'intégration financière offre aussi aux acteurs extérieurs davantage d'actifs et de transactions sur lesquels exercer une pression.

La finance pourrait ainsi rester un point d'appui majeur du levier américain même si les vulnérabilités technologiques et industrielles chinoises continuent de se réduire. La question prospective centrale est de savoir si Pékin peut rendre la coercition financière politiquement ingérable avant de la rendre techniquement inefficace. Si les institutions européennes, asiatiques et du Golfe refusent un régime maximal de sanctions parce que les dommages collatéraux sont trop élevés, l'incoercibilité financière chinoise peut être atteinte politiquement alors même que le dollar demeure structurellement dominant. Si une vaste coalition est prête à agir, les solutions chinoises de rechange restent beaucoup plus minces.

La puissance financière américaine se reproduit en permanence par les services attachés à l'usage du dollar ; ce n'est pas un héritage figé. Les lignes de swap permanentes de la Réserve fédérale avec la Banque du Canada, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la Banque centrale européenne et la Banque nationale suisse donnent aux partenaires essentiels accès à la liquidité en dollars en période de tension ; la facilité de repo FIMA offre un mécanisme distinct aux détenteurs officiels étrangers éligibles de Treasuries. L'évaluation publiée par la Fed en 2025 estime que ces dispositifs renforcent le rôle international du dollar précisément parce que ses utilisateurs savent qu'ils disposeront d'un accès d'urgence au financement lorsque les marchés se grippent.[10, 11] Le Trésor et l'OFAC ajoutent une autre couche : l'exposition aux sanctions secondaires peut transmettre des restrictions américaines à des institutions financières étrangères même lorsque la transaction immédiate se déroule hors des États-Unis. Le réseau financier américain combine ainsi coercition et assurance. C'est une combinaison difficile à reproduire, car un État qui choisit un canal de paiement alternatif doit aussi se demander quelles liquidités, quels collatéraux et quel filet de sécurité en cas de crise le soutiendront.

4.5.4 Comment saurait-on que ce veto s'affaiblit réellement ?

La preuve la plus forte d'un véritable déplacement monétaire ne serait donc pas la croissance des règlements en renminbis entre la Chine et des partenaires sanctionnés. Ce serait l'usage courant d'actifs, de systèmes de compensation et de financements en renminbis entre pays tiers sans contrepartie chinoise, accompagné de marchés offshore en renminbis plus liquides et d'une disposition à détenir des créances chinoises comme collatéral sûr. Les données 2026 du FMI rendent l'asymétrie particulièrement claire : l'usage du renminbi dans le propre commerce chinois s'est envolé, tandis que sa part dans les réserves et transactions mondiales reste modeste.[30] La Chine s'est dotée d'une réelle capacité de résistance aux sanctions ; elle n'a pas encore recréé le réseau monétaire à la portée coercitive duquel elle cherche à échapper.

4.6 Centralité industrielle : rendre le découplage prohibitif

4.6.1 Quand la dépendance devient un levier

Le poids industriel chinois devient stratégiquement décisif lorsque supprimer une fourniture chinoise coûte davantage que le bénéfice politique recherché par sa suppression. Cette condition ne se lit pas dans une simple part de marché. Elle dépend du degré de substituabilité, du temps nécessaire pour construire des capacités alternatives, de la localisation des intrants amont et des pertes subies pendant la transition.

Les terres rares rendent ce calcul visible. Les restrictions chinoises à l'exportation de 2025 ont créé une pression immédiate parce que le raffinage et la production d'aimants permanents restent fortement concentrés en Chine. Elles ont aussi accru la rentabilité d'investissements dans des filières concurrentes. Les États-Unis ont développé des mécanismes de soutien des prix, des garanties d'achat et des financements, et approfondi leur coopération avec l'Australie,

le Japon, la Malaisie et d'autres producteurs.[22] La diversification est lente : le Japon a commencé à réduire son exposition après le différend de 2010 et reste encore fortement dépendant de la Chine pour plusieurs matériaux.[45] Le levier chinois est donc important aujourd'hui, mais d'autant moins durable que son utilisation répétée rend politiquement acceptables des solutions alternatives coûteuses.

La même logique vaut pour les goulets d'étranglement américains. Un instrument peut être le plus puissant avant d'être utilisé. Dès lors que les entreprises et les gouvernements anticipent un futur déni, se prémunir contre cette dépendance devient rentable. La stratégie chinoise des chaînes d'approvisionnement formulée en 2020 reconnaît explicitement l'autre versant du problème : maintenir la dépendance étrangère à la production chinoise tout en supprimant les dépendances chinoises à des intrants que d'autres pourraient refuser.[40, 41] L'asymétrie idéale n'est pas l'autosuffisance maximale ; c'est une Chine difficile à remplacer pour les autres, combinée à une forte capacité de Pékin à remplacer les intrants étrangers dont elle dépend.

4.6.2 Réduire les risques au-delà de l'assemblage final

Mesurer la réduction des risques est donc difficile. L'assemblage final peut quitter la Chine pour le Vietnam, le Mexique ou l'Inde tandis que machines, composants, produits chimiques, matériaux ou capitaux chinois se déplacent avec lui. Les statistiques bilatérales montrent alors une diversification avant même que le réseau productif sous-jacent n'ait réellement changé. Une évaluation pertinente doit suivre la valeur ajoutée et les intrants stratégiquement difficiles à remplacer plusieurs maillons en amont.

4.6.3 L'écosystème des technologies propres

Les technologies propres en offrent aujourd'hui l'exemple le plus abouti. La Chine détient environ 85% des capacités mondiales de fabrication photovoltaïque, plus de 80% des capacités de cellules lithium-ion, près de 95% de la production de plaquettes de silicium et presque 97% des matériaux d'anode ; les usines chinoises produisent environ les trois quarts des véhicules électriques mondiaux.[61, 62] Ces parts reposent aussi sur l'apprentissage des procédés, la densité des fournisseurs, les compétences d'ingénierie et des montées en capacité successives. Les gouvernements peuvent subventionner des usines concurrentes, mais ils doivent aussi reproduire une partie de l'écosystème qui permet aux usines chinoises de produire à bas coût.

La transition énergétique agit donc dans les deux sens. Une électrification rapide agrandit des marchés sur lesquels l'industrie chinoise est exceptionnellement forte. Un déploiement plus lent peut limiter cette demande, mais maintient la dépendance aux hydrocarbures échangés internationalement et réduit la taille du marché accessible aux producteurs non chinois de technologies propres. La sécurité industrielle ne se déduit donc pas d'une position « pour » ou « contre » l'accélération de la transition ; elle dépend de la dépendance que l'on remplace et de l'acteur qui contrôle le système de remplacement.

4.6.4 La centralité peut-elle survivre à son utilisation comme arme ?

Les analystes chinois eux-mêmes ne tiennent pas cette centralité pour acquise. Des travaux de la CASS sur les relocalisations de chaînes d'approvisionnement avertissent que l'endiguement occidental et l'apparition de nouvelles capacités manufacturières dans les économies émergentes pourraient réduire les parts chinoises sur certains marchés d'exportation pendant le quinzième plan quinquennal.[42] La question prospective est de savoir si la diversification visible atteint réellement les couches amont les plus difficiles à reproduire. Si machines, matériaux, composants et savoir-faire de production chinois restent intégrés dans des chaînes de valeur qui, en apparence, ne sont plus chinoises, la centralité survit sous une forme moins visible. Si les

politiques industrielles alliées remplacent ces couches, l'un des principaux leviers chinois de riposte à la coercition s'affaiblit.

C'est aussi ici que le problème de la conversion technologique prend toute sa portée géopolitique. Les technologies propres montrent ce qui se produit lorsque les avantages scientifiques, techniques et industriels se sont accumulés jusqu'à former un écosystème productif dont l'exclusion est coûteuse. Si des écosystèmes comparables émergent dans l'IA incarnée, la bioproduction, les communications avancées ou d'autres industries d'avenir, le rapport des leviers coercitifs peut changer avant même que ces secteurs n'apparaissent dans les mesures conventionnelles de la puissance nationale.

4.7 Puissance militaire et nucléaire : rendre l'intervention inacceptable

4.7.1 La géographie du déni

La puissance militaire agit sur la fin de partie par le coût et la crédibilité de l'intervention, non par une simple comparaison de tailles de flottes ou de nombres d'ogives. La modernisation conventionnelle chinoise s'est concentrée sur la géographie où les engagements américains sont les plus difficiles à tenir : le Pacifique occidental à proximité du territoire chinois. Missiles à longue portée, défense aérienne intégrée, sous-marins, capacités antispaciales, cyberopérations et forces navales et aériennes de plus en plus performantes visent notamment à compliquer l'arrivée de renforts et à augmenter les pertes attendues d'une force intervenante.

L'espace fait partie de cet équilibre militaire moins comme un domaine autonome que comme une infrastructure transversale au service des autres. Positionnement et synchronisation, ciblage à longue portée, alerte missile, communications, surveillance maritime et certaines fonctions de commandement nucléaire dépendent de systèmes orbitaux. L'expansion des satellites chinois de renseignement, surveillance et reconnaissance, la navigation BeiDou, les constellations composées d'un grand nombre de satellites, les capacités de lancement et les moyens antispaciaux influent donc directement sur la crédibilité d'une intervention américaine.[63, 64] La comparaison pertinente n'est pas le nombre de satellites. Elle porte sur la perte d'efficacité au combat que subirait chaque camp si les services spatiaux étaient dégradés et sur la vitesse à laquelle ils pourraient être reconstitués. Cette dépendance crée aussi un problème d'escalade : des attaques destinées à aveugler des forces conventionnelles peuvent affecter des systèmes utilisés pour l'alerte stratégique, rendant plus difficile, en temps réel, la distinction entre destruction de systèmes conventionnels et menace nucléaire.

4.7.2 Détruire les systèmes plutôt que les plateformes

L'accent doctrinal mis sur les systèmes est important. Les écrits de l'APL sur la « confrontation entre systèmes » et la « guerre de destruction des systèmes » mettent l'accent sur la désorganisation du système opérationnel adverse plutôt que sur la destruction séparée de chacune de ses plateformes. Réseaux de commandement, capteurs, communications, soutien informationnel, cyber et guerre électronique, actifs spatiaux deviennent des cibles parce qu'ils relient des forces par ailleurs puissantes et les transforment en un ensemble opérationnel cohérent.[47] La création de la Force de soutien stratégique en 2015 puis sa réorganisation en 2024 autour d'une nouvelle architecture de soutien informationnel traduisent la poursuite des efforts visant la supériorité informationnelle et les opérations interarmées intégrées sous un contrôle renforcé de la Commission militaire centrale.[48]

Cette logique militaire a un parallèle analytique dans la compétition plus large : identifier les dépendances critiques, protéger les siennes et viser celles de l'adversaire. Ce parallèle ne prouve pas que politiques économiques et militaires dérivent d'une doctrine unique. Il montre en revanche pourquoi la modernisation militaire chinoise ne peut être évaluée à partir des seuls

inventaires de plateformes. Une force plus petite, mais capable d'aveugler, de déconnecter ou de retarder l'adversaire, peut produire des effets sans commune mesure avec son volume.

4.7.3 L'ombre nucléaire

La modernisation nucléaire ajoute une seconde contrainte. La Chine s'éloigne d'une dissuasion très réduite et relativement statique pour aller vers une force plus grande et plus diversifiée : nouveaux silos, systèmes mobiles, sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, alerte avancée renforcée et progrès vers une capacité de contre-frappe sur alerte, proche d'une posture de lancement sur alerte (*launch on warning*).[49] L'effet stratégique ne se réduit pas à un rapprochement numérique avec les États-Unis. Une capacité de seconde frappe plus robuste face à une première frappe rend plusieurs formes d'attaque conventionnelle en profondeur beaucoup plus difficiles à envisager, car les planificateurs ne peuvent être certains que des frappes contre les systèmes stratégiques chinois resteraient séparées d'une escalade nucléaire.

4.7.4 L'enchevêtrement conventionnel-nucléaire

Le problème est aggravé par l'enchevêtrement des fonctions conventionnelles et nucléaires. Satellites, capteurs d'alerte avancée, réseaux de communication, infrastructures cybernétiques et systèmes de commandement peuvent servir aux deux. Une opération américaine destinée à dégrader le ciblage ou le commandement chinois dans un conflit conventionnel pourrait être interprétée à Pékin comme une préparation visant à affaiblir sa capacité de représailles nucléaires. Des attaques chinoises contre les infrastructures spatiales ou de communication américaines créeraient la même ambiguïté dans l'autre sens. Une analyse de RAND fondée sur des sources chinoises souligne que des frappes conventionnelles à longue portée peuvent modifier les calculs nucléaires chinois même si aucun des deux camps n'entend lancer une première frappe nucléaire.[38]

Cela fait planer une ombre nucléaire sur des stratégies qui commencent très en dessous du seuil nucléaire. Une coercition économique sévère peut provoquer une crise militaire ; les opérations militaires peuvent s'étendre aux systèmes d'information et spatiaux ; ces systèmes peuvent participer à l'alerte ou au commandement nucléaire. La trajectoire d'escalade n'obéit donc pas à une progression bien ordonnée où conflit économique, conventionnel puis nucléaire formeraient trois compartiments distincts.

4.7.5 Quand les présidents ne peuvent plus compter sur l'option militaire

La Chine se rapproche de l'incoercibilité militaire lorsque les coûts attendus et les risques d'escalade d'une intervention modifient effectivement la planification américaine. Le meilleur indicateur n'est pas un nombre d'ogives particulier. C'est la preuve que des stratégies auparavant jugées praticables sont désormais écartées parce que des frappes en profondeur, des opérations prolongées ou des attaques contre les réseaux de commandement ne peuvent plus être conciliées avec un risque nucléaire acceptable. Ce seuil peut être franchi bien avant que l'APL ne devienne globalement supérieure à l'armée américaine.

4.7.6 Le test de coercition maximale

Les évaluations sectorielles peuvent maintenant être combinées. La question n'est pas de savoir si Washington dispose encore d'instruments puissants : c'est manifestement le cas. Elle est de savoir lesquels peuvent encore modifier une décision chinoise portant sur un intérêt fondamental lorsque l'on prend simultanément en compte la coalition nécessaire, le délai nécessaire pour produire un effet, les contre-mesures chinoises, les coûts imposés à ses propres membres et le risque d'escalade. Les scénarios de l'Atlantic Council et de Rhodium illustrent l'ampleur du

problème : une réponse financière maximale à une crise majeure pourrait exposer des milliers de milliards de dollars de flux commerciaux et financiers, donnant à la coalition une capacité coercitive immense tout en renchérissant fortement son maintien.[16, 60]

Le tableau permet de situer plus précisément la Chine sur le chemin de l'incoercibilité. Pékin n'est pas encore hors de portée de toute coercition. Il a cependant dépassé le stade où un instrument économique unique pouvait raisonnablement être considéré comme un veto décisif. Le dispositif le plus puissant encore disponible exige désormais que plusieurs avantages américains et alliés soient employés simultanément, et le coût même de cette combinaison devient une composante de la défense chinoise. Le seuil d'incoercibilité est franchi lorsque cet ensemble peut encore infliger des dommages sévères, mais n'offre plus de voie politiquement crédible pour modifier la décision qui l'a déclenché.

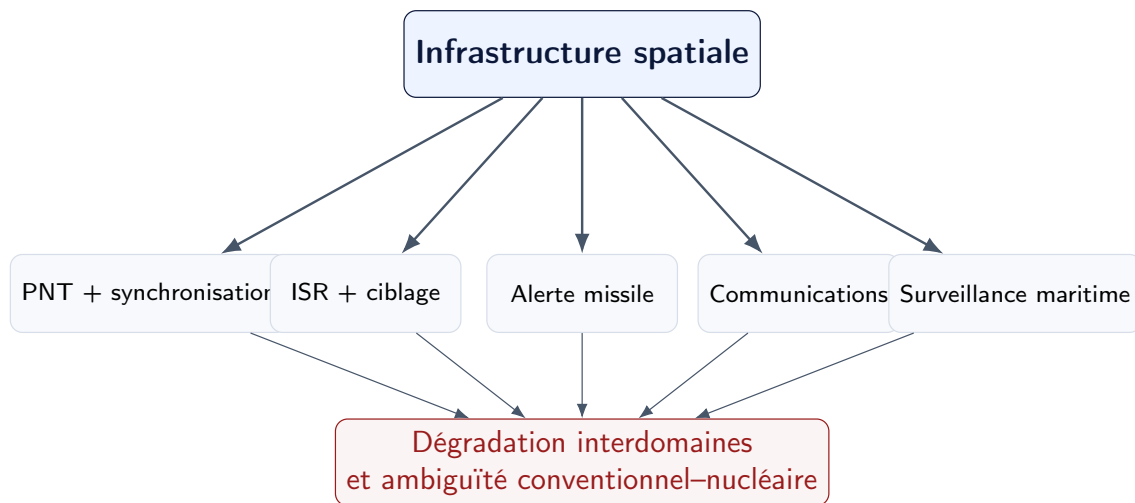


Figure 11: L'espace comme système nerveux stratégique. La mesure pertinente n'est pas le nombre de satellites, mais la dégradation des fonctions militaires et stratégiques lorsque les services orbitaux sont perturbés.

4.7.7 Taïwan : le système soumis à sa contrainte maximale

Taïwan est le cas où toutes les formes de puissance examinées ci-dessus devraient agir simultanément. Ce test de résistance n'a pas pour objet de prévoir la séquence d'une invasion. Il demande quelle part de la puissance nominale de chaque camp resterait réellement utilisable une fois que géographie militaire, escalade, technologie, flux maritimes, finance et politique des coalitions interagiraient sous une contrainte temporelle extrême.

Tableau 3: Test de coercition maximale : leviers résiduels des États-Unis et de leurs alliés contre la Chine en 2026

Instrument	Exposition noise	chi- Délai avant effet	Principale réponse chinoise	Coût coalition auto-infligé	Diagnostic 2026
Déni de technologies avancées	Élevée sur certains intrants de pointe	Mois-années	Localisation, stocks, architectures alternatives, effets d'apprentissage liés à la production de masse	Ventes perdues ; charge d'application pour les alliés ; substitution accélérée	Toujours coercitif. Levier maximal là où la chaîne reste concentrée et où le renouvellement technologique demeure plus rapide que la substitution.
Sanctions financières restrictions sur les réserves	fi-Élevée / hétérogène	mais Jours-mois	Règlements en RMB, CIPS, circuits via banques publiques, diversification des actifs, contrôles de capitaux	Effets mondiaux très importants ; exposition des entreprises et banques alliées	Potentiellement coercitif, politiquement difficile. Probablement le veto structurel américain le plus profond encore disponible.
Sanctions onduaires financement du commerce	sec-Élevée / les banques d'entreprises mondiales	pour Semaines-mois et mois	Circuits de pays tiers, financement en renminbis, soutien public	Exige une large conformité ; peut fracturer la coalition si le champ s'étend	Puissant si la coalition tient. L'efficacité est autant une variable politique que technique.
Transport assurance / services maritimes	/ Importante ser- l'énergie et matières	pour les Semaines-mois	Flotte publique, assureurs alternatifs, oléoducs et gazoducs, rationnement	Risque d'escalade et hausse des prix mondiaux ; complexité d'application	Domageable, rarement décisif seul. Fonctionne surtout dans un ensemble de mesures prolongé.
Restrictions des intrants critiques vers la Chine	sur Moyenne à élevée sur certains nœuds	Mois-années	Substitution nationale, diversification des fournisseurs, reconception	Perte de chiffre d'affaires pour les fournisseurs ; incitation à créer des marchés non occidentaux	Levier sélectif. Sa valeur dépend de la faible substituabilité, non de la seule part de marché.
Découplage industriel / contrôles des investissements	Moyenne	Années	Demande intérieure, localisation, production dans des pays tiers avec intrants chinois	Coût très élevé pour les alliés et les entreprises ; mise en œuvre lente	Stratégique à long terme, faible comme coercition de crise.
Déni militaire / intervention régionale	Élevée sur les questions territoriales, fondamentales, contestée	Heures-semaines	A2/AD, opérations de destruction des systèmes, mobilisation, signalement nucléaire	Pertes humaines, escalade, accès allié, risque nucléaire	Potentiellement décisif mais de plus en plus dangereux. La valeur coercitive diminue à mesure qu'augmentent le coût de l'intervention et l'enchevêtrement nucléaire.
Riposte chinoise par les chaînes d'approvisionnement alliées	Élevée pour certains industries	Jours-mois	—	Pertes d'exportation chinoises et accélération de la substitution étrangère	Contrepoids important. Terres rares, aimants, batteries et produits intermédiaires peuvent augmenter immédiatement le coût d'action de la coalition.

Synthèse fondée sur les éléments sectoriels examinés ci-dessus, notamment les contrôles sur les semi-conducteurs, les données financières du FMI, les analyses de blocus maritime, les scénarios de sanctions alliées et les évaluations militaires américaines et chinoises. Les entrées sont des jugements analytiques, non des probabilités quantifiées.

Tableau 4: Test de résistance autour de Taïwan : interaction de six systèmes à mesure qu’une crise se prolonge

Système	Premières 72 heures	Premières semaines	Confrontation prolongée
Militaire	Accès, alerte, dispersion, déni et capacité à empêcher un fait accompli dominant.	Munitions, bases, réparations, résilience ISR et renforts deviennent contraignants.	Remplacement industriel, transport maritime stratégique, régénération des forces et endurance de la coalition déterminent si les avantages initiaux perdurent.
Nucléaire	Les forces stratégiques fixent dès le départ le plafond des opérations conventionnelles.	Les attaques contre l’espace, les capteurs et les réseaux de commandement accroissent l’ambiguïté sur l’alerte et le contrôle nucléaires.	Dommages, dispersion et changements de posture d’alerte rendent progressivement plus difficile la maîtrise de l’escalade.
Technologie	L’infrastructure taïwanaise des semi-conducteurs devient immédiatement à la fois un actif stratégique et une vulnérabilité.	Contrôles à l’exportation, stocks et plans de continuité commencent à déterminer quelles chaînes de production peuvent fonctionner.	Les capacités de remplacement et l’accès aux équipements, logiciels et matériaux comptent davantage que les parts de marché d’avant-crise.
Maritime	Le détroit de Taïwan et les routes maritimes et aériennes proches sont immédiatement perturbés.	Transport, assurance, stocks énergétiques et détournements déterminent l’extension économique de la crise.	La compétition se déplace vers l’endurance des lignes de communication maritimes, des ports, des stocks et des itinéraires alternatifs.
Finance	Les marchés réévaluent le risque avant qu’une coalition maximale de sanctions puisse être réunie.	Restrictions sur les réserves, sanctions bancaires, sanctions secondaires et contrôles de capitaux peuvent monter en puissance.	La durabilité politique de la coercition financière dépend des effets mondiaux et de l’adaptation chinoise.
Coalition	Les décisions d’accès du Japon et des Philippines peuvent compter avant même l’existence d’une large coalition diplomatique.	Les gouvernements alliés décident jusqu’où combiner mesures militaires, technologiques et financières.	Le délai de mobilisation laisse place à l’endurance de la coalition : partage du fardeau, politique intérieure et pertes économiques deviennent décisifs.

Test analytique de résistance, non prévision opérationnelle. Les horizons temporels indiquent le moment où les différentes formes de puissance sont susceptibles de devenir contraignantes, non une séquence prédite d’événements.

Ce test met en évidence la différence entre inventaires et puissance utilisable. Les avantages militaires, financiers et technologiques américains sont les plus forts lorsque l’accès aux bases et la coordination des alliés sont obtenus assez tôt pour pouvoir être combinés. Les avantages chinois sont les plus forts lorsque la géographie réduit les délais opérationnels, que les leviers de riposte industriels et maritimes renchérisent l’escalade et qu’une force nucléaire capable de survivre à une première frappe limite les opérations que Washington est prêt à envisager. Une confrontation prolongée éprouve un autre équilibre que la phase d’ouverture : stocks, réparations, reconstitution industrielle, transport maritime, finance et endurance politique finissent par compter davantage que les forces visibles le premier jour.

Évaluation stratégique — Quels veto américains fonctionnent encore ?

Domaine	Levier allié	Adaptation noise	chi- Direction	Réversibilité	Confiance
Technologie	Forte sur cer- tains nœuds technologiques de pointe	Localisation, recon- ception, stocks, ca- pacités de produc- tion	Érosion sélec- tive	Faible une fois les substituts ar- rivés à maturité	M-É
Finance	Levier structurel le plus profond	Circuits RMB, di- versification des act- ifs, contrôles de cap- itaux	Érosion lente	Coûts de bas- cule élevés des deux côtés	Élevée
Énergie / mar- itime	De graves perturba- tions restent possi- bles	Stocks, oléoducs et gazoducs, énergie nationale, électri- fication, portée navale	Érosion pro- gressive	Les infrastruc- tures évoluent lentement	Élevée
Industrie	Accès aux marchés et aux technologies des alliés	Centralité amont et écosystèmes denses de fournisseurs	Contrastée	Les écosystèmes sont lents à re- produire	Élevée
Militaire	Accès allié et capac- ités de pointe	Déni régional, at- taque des systèmes, contestée géographie	Davantage	Le dispositif peut changer ; la géographie, non	Moyenne
Nucléaire	La supérior- ité américaine n'implique plus la liberté d'escalade	Force plus impor- tante, dispersée et la mieux protégée	Marge de coercition en recul	Très faible une fois la surviv- abilité acquise	M-É
Coalition	Capacité agrégée exceptionnelle	Stratégie de divi- sion, exposition économique, au- tonomie des États tiers	Contingente	Politiquement réversible	Moyenne

Aucun veto américain ne paraît désormais suffire, à lui seul, à contraindre la Chine sur un intérêt fondamen-
tal. La finance et certains nœuds technologiques conservent un levier exceptionnel, mais leur effet dépend de plus
en plus de l'étendue de la coalition, du temps disponible et de la volonté d'absorber les dommages collatéraux.
L'intervention militaire reste potentiellement décisive et devient de plus en plus dangereuse. La progression chi-
noise vers l'incoercibilité demeure donc inégale : l'ensemble des moyens encore disponibles aux États-Unis reste
redoutable, mais ses composantes doivent désormais fonctionner ensemble.

5 La bataille pour le système mondial

La compétition pour le système international est souvent présentée comme l'affrontement entre un ordre américain et une alternative chinoise. Cette formulation est trop simple. Le système américain n'est pas une institution unique que l'on pourrait conquérir ou remplacer : c'est un enchevêtrement de finance, d'alliances, de normes, de juridictions, de technologies et d'habitudes accumulées pendant des décennies. De son côté, la Chine construit des solutions alternatives de manière inégale. Certaines fonctionnent déjà. D'autres servent surtout de solutions de secours. Un ensemble plus réduit commence à infléchir le comportement de pays tiers. La question stratégique n'est donc pas de savoir si un ordre va simplement en chasser un autre, mais quelles fonctions resteront américaines, lesquelles deviendront chinoises et lesquelles échapperont au contrôle exclusif des deux puissances.

5.1 Le réseau américain

5.1.1 Une puissance inscrite dans des systèmes ordinaires

La puissance que les États-Unis tirent de leurs réseaux est la plus difficile à percevoir lorsqu'elle fonctionne normalement. Une entreprise facture en dollars parce que tout le monde le fait. Un allié achète des avions américains parce que formation, maintenance, armements, liaisons de données et doctrine sont déjà organisés autour d'eux. Un fabricant de semi-conducteurs utilise des logiciels américains de conception parce que remplacer toute une chaîne d'outils coûte très cher. Pris isolément, aucun de ces choix n'a l'air géopolitique. Ensemble, ils forment une

structure dans laquelle des décisions apparemment privées réduisent à l'avance l'éventail des choix publics disponibles en cas de crise.

Farrell et Newman ont décrit ce mécanisme avec le concept d'« interdépendance armée » : les États qui occupent les nœuds centraux des réseaux mondiaux disposent d'un avantage informationnel et de la capacité d'exploiter des goulets d'étranglement inaccessibles aux acteurs périphériques.[25] Dans le cas américain, cette logique dépasse largement la finance. Compensation en dollars, Treasuries utilisés comme collatéral, logiciels de conception des semi-conducteurs, plateformes cloud, dispositifs de renseignement, droit des contrôles à l'exportation, logistique militaire et services maritimes sont autant de composantes de réseaux dont l'usage peut conditionner l'accès au reste du système.

Les règles elles-mêmes font partie de cette infrastructure. Normes comptables, exigences cyber, définitions des sanctions, certifications aéronautiques, assurance maritime ou compétence juridique déterminent, avant même qu'une crise ne survienne, quelles transactions seront aisées et lesquelles seront coûteuses. Un État qui influence les règles n'a pas besoin de donner un ordre politique à chaque fois : le système a déjà rendu certains choix plus faciles que d'autres.

5.1.2 Un réseau qui doit être renouvelé

Un avantage déjà en place crée de l'inertie, pas de l'immortalité. Les procédures de l'OTAN, les systèmes d'armes d'origine américaine, les actifs libellés en dollars, le droit commercial anglophone, les réseaux universitaires et des décennies de formation professionnelle imposent des coûts de changement très élevés. Mais la bonne mesure de la puissance américaine n'est pas l'ampleur de cet héritage. C'est la vitesse à laquelle les États-Unis continuent de le transformer en avantages réellement utilisables.

Cette conversion dépend autant de la confiance politique que du verrouillage technique. Un allié peut demeurer au sein de l'architecture de sécurité américaine tout en refusant un régime de sanctions particulier. Un gouvernement peut accueillir des forces américaines et approfondir simultanément ses échanges avec la Chine. Des entreprises peuvent dépendre du financement en dollars tout en investissant dans des canaux de règlement alternatifs à titre d'assurance. Le réseau est donc le plus fort lorsque l'accès qu'il procure est suffisamment précieux pour que ses membres acceptent une certaine asymétrie parce que l'ensemble continue de fonctionner à leur avantage.

Cela éclaire un paradoxe récurrent de la stratégie américaine. Le même réseau qui donne à Washington une portée coercitive exceptionnelle incite à la diversification lorsque la coercition paraît imprévisible ou indiscriminée. L'analyse de Drezner sur la puissance structurelle formule le problème clairement : extraire trop de concessions des alliés peut dégrader les conditions politiques qui rendent précisément cette puissance structurelle utilisable.[52] La puissance tirée des réseaux peut être renouvelée, mais ce renouvellement exige retenue, investissement et crédibilité.

5.1.3 Employer un actif le transforme

La valeur stratégique d'un goulet d'étranglement varie donc avec le temps. Une sanction, un contrôle à l'exportation ou une restriction d'accès peut infliger des coûts immédiats tout en finançant la recherche d'une solution alternative. Une fois payé le coût fixe de la substitution, la nouvelle infrastructure peut survivre longtemps au différend qui lui a donné naissance. Un système de paiement conçu comme solution de secours peut finir par devenir d'usage courant. Un second fournisseur peut devenir le choix préféré des autorités. Un programme technologique national lancé sous pression peut perdurer bien après la disparition de cette pression.

Les États-Unis ne peuvent donc pas mesurer le succès d'une mesure aux seuls dommages infligés la première année. La question plus importante est de savoir si, cinq ans plus tard,

cette mesure a rendu le réseau plus indispensable ou moins indispensable. Une reconstitution américaine, si elle a lieu, dépendra de la capacité à créer sans cesse de nouveaux avantages plus vite que les adversaires et les partenaires n'apprennent à contourner les anciens.

5.2 L'ordre chinois en formation

5.2.1 Une doctrine de réforme, non un plan de remplacement

Pékin parle aujourd'hui de l'ordre mondial beaucoup plus explicitement qu'il y a dix ans. L'Initiative pour la gouvernance mondiale annoncée en 2025 s'ajoute aux initiatives pour le développement, la sécurité et la civilisation dans le langage plus large d'une « communauté d'avenir partagé pour l'humanité ». Son document conceptuel officiel cite comme principes directeurs l'égalité souveraine, le droit international, le multilatéralisme, une approche centrée sur le peuple et l'efficacité. Il affirme aussi directement que réformer la gouvernance mondiale ne signifie ni renverser l'ordre existant ni construire un cadre séparé en dehors de celui-ci ; l'Organisation des Nations unies doit rester centrale.[113]

Ce langage importe parce qu'il déplace la question. Un ordre post-américain ne serait pas nécessairement post-ONU, post-souveraineté ou institutionnellement méconnaissable. La Chine pourrait chercher à accroître son influence dans les institutions héritées, à promouvoir d'autres interprétations de la souveraineté et de l'intervention, à donner davantage de poids au Sud global et à renforcer ses positions dans la finance, l'IA, le cyberspace, le climat, le commerce et l'espace sans abolir les structures construites après 1945. La revendication officielle est celle d'une révision par rééquilibrage.

La doctrine officielle ne permet pas de savoir si un tel ordre fonctionnerait comme annoncé. Elle montre cependant que l'ambition formulée par Pékin dépasse désormais la simple résistance à la pression américaine. La Chine ne décrit plus seulement ce dont elle veut se protéger ; elle expose de plus en plus ce que, selon elle, la gouvernance internationale devrait privilégier et quelles institutions devraient la porter.

5.2.2 Tianxia : un héritage, pas un mode d'emploi

La tentation consiste à relire cette ambition à travers le *Tianxia* – « tout ce qui est sous le Ciel » – et à voir dans la stratégie chinoise contemporaine la restauration d'une vision du monde ancienne. Ce raccourci explique trop, et donc finalement très peu.

Le Tianxia fut un vocabulaire central de l'ordre politique impérial chinois, et des penseurs contemporains comme Zhao Tingyang l'ont réactivé comme alternative à un monde composé uniquement d'États souverains. Son attrait est évident : il propose un langage de l'ordre pensé à l'échelle de l'ensemble, plutôt qu'une compétition permanente entre unités séparées. Mais son universalisme est contesté. William Callahan estime que certaines versions contemporaines réintroduisent une hiérarchie sous le langage de l'inclusion ; Sinan Chu aboutit à une conclusion proche dans sa critique du « sujet sinocentrique » inscrit dans les théories du Nouveau Tianxia.[130, 131]

Pour ce papier, cette controverse est plus utile que l'affirmation d'une continuité civilisationnelle. Elle révèle une tension réelle dans toute vision chinoise d'un ordre universel : comment une doctrine centrée sur l'égalité souveraine peut-elle coexister avec les asymétries produites par le poids même de la Chine ? La réponse ne peut être déduite de la philosophie confucéenne ; elle doit être observée dans les institutions et dans le comportement des autres États.

La même prudence s'impose à propos des voyages de Zheng He au XVe siècle. Ils sont souvent invoqués pour prouver que la puissance maritime chinoise aurait été, par nature, non impériale. Le dossier historique est moins univoque : les flottes Ming combinaient diplomatie, commerce et reconnaissance de la hiérarchie avec une coercition armée lorsque des souverains

résistaient.[132] La leçon n'est pas que la Chine moderne recréera un système tributaire. Elle est que centralité maritime et conquête territoriale sont deux choses différentes, et qu'un ordre peut être hiérarchique sans ressembler à l'empire colonial européen.

5.2.3 Contourner, remplacer, organiser

Le test empirique commence par trois seuils distincts. Un *contournement* permet à la Chine ou à un partenaire de poursuivre une activité critique lorsqu'un canal centré sur les États-Unis est bloqué. Un *remplacement* assure cette fonction de manière suffisamment fiable pour un usage courant. L'*organisation* commence lorsque des pays tiers structurent des choix importants autour de règles, d'institutions ou de garanties fournies par la Chine, même lorsqu'elle n'est pas directement partie prenante à la transaction.

CIPS reste principalement un instrument de contournement et un remplacement partiel. Son usage progresse rapidement et les règlements en renminbis augmentent, mais la monnaie chinoise ne représente encore qu'une faible part des réserves mondiales et de l'activité de change.[30] Sa valeur stratégique tient à la réduction de la portée de l'exclusion et à l'ouverture d'un autre itinéraire pour certaines transactions, non à la reproduction des fonctions monétaires du système du dollar.

BeiDou est plus avancé. Il fournit à l'échelle mondiale positionnement, navigation et synchronisation indépendamment du GPS, et a été intégré aux normes internationales de l'aviation et de la navigation maritime.[82, 83] Il s'agit d'un véritable remplacement fonctionnel : un service critique peut continuer sans infrastructure d'origine américaine. Cela ne signifie pas pour autant qu'un utilisateur de BeiDou accepte un leadership politique chinois.

La Chine cherche aussi à remonter la chaîne, de l'infrastructure jusqu'aux règles. Le quinzième plan quinquennal appelle à une utilisation plus large des normes chinoises à l'étranger et à une participation accrue de la Chine à l'élaboration des règles internationales dans l'IA, les technologies numériques, l'industrie verte et l'espace.[72] Les travaux sur la normalisation de la 6G expriment la même ambition.[84, 85] Là encore, la question stratégique n'est pas le nombre de normes proposées par Pékin, mais le fait que des entreprises et gouvernements de pays tiers construisent ou non leurs systèmes autour d'elles parce que cela devient efficace, sûr ou difficile à éviter.

5.2.4 La Chine fournit déjà certains biens publics

Il serait faux de décrire la Chine comme un État n'ayant construit que des instruments coercitifs et des mécanismes de contournement. Elle remplit déjà plusieurs fonctions associées à la fourniture de biens publics à l'échelle du système, même si leur ampleur et leurs règles diffèrent fortement de celles du système américain.

Le financement de crise en est un exemple. Horn, Parks, Reinhart et Trebesch recensent plus de 170 milliards de dollars de soutien en liquidité fournis entre 2000 et 2021 à des pays en difficulté par le réseau de lignes de swap de la Banque populaire de Chine, auxquels s'ajoutent environ 70 milliards de prêts de soutien à la balance des paiements accordés par des institutions publiques chinoises.[133] Le dispositif reste concentré sur les emprunteurs des Nouvelles routes de la soie, est moins transparent que les prêts du FMI et souvent plus coûteux. Mais il existe : la Chine est devenue prêteur en dernier ressort pour un groupe limité d'États.

Un deuxième exemple est le financement du développement par la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. L'AIIB n'est pas devenue une institution anti-Banque mondiale. Son fonctionnement est largement multilatéral : à la fin de 2024, elle avait approuvé 303 projets, dont 131 cofinancés avec d'autres banques multilatérales de développement, et son rapport 2025 sur les partenariats indique qu'elle était devenue le premier cofinanceur de la Banque mondiale.[134] C'est important parce que cela montre une

forme possible d'évolution institutionnelle post-américaine : une institution lancée par la Chine peut s'insérer dans l'architecture multilatérale existante plutôt que se construire en dehors d'elle.

La capacité à fournir des garanties de sécurité est beaucoup plus limitée, mais elle n'est pas inexistante. La Chine reste le premier contributeur en personnels en uniforme aux opérations de maintien de la paix de l'ONU parmi les membres permanents du Conseil de sécurité ; en juillet 2025, environ 1 860 personnels chinois étaient déployés dans des opérations onusiennes.[135] On est très loin du réseau mondial d'alliances et de bases entretenu par les États-Unis. Cela nuance néanmoins l'image d'une Chine qui refuserait toute fourniture de biens de sécurité au-delà de ses frontières.

La question plus difficile est de savoir si ces services créent une dépendance durable. Des prêts d'urgence destinés surtout à des débiteurs de la Chine ne constituent pas un régime mondial de liquidité. La cofinanciation au sein de l'AIIB peut renforcer les normes multilatérales existantes plutôt que les remplacer. Le maintien de la paix de l'ONU n'est pas une architecture de sécurité chinoise. La fourniture de biens publics à l'échelle du système apparaît donc avant la primauté, mais elle reste sélective.

5.2.5 La coercition n'est pas l'organisation

L'autre face du bilan est l'utilisation par Pékin d'un pouvoir économique asymétrique. L'Australie, la Lituanie et la Corée du Sud ont toutes subi une pression chinoise importante après des différends politiques. Dans chaque cas, Pékin a montré sa capacité à imposer des coûts concentrés. Dans aucun, le pays visé n'a simplement annulé la décision fondamentale à l'origine du différend. Un examen plus large de huit épisodes réalisé par le CSIS aboutit à une conclusion semblable : la coercition chinoise a souvent été moins efficace pour modifier la politique des gouvernements que ne le laisserait penser l'ampleur des pressions économiques.[115]

Cela ne rend pas la coercition sans effet. Elle peut dissuader des entreprises, modifier les calculs d'États qui observent depuis la périphérie et rendre visible le coût de l'opposition. Mais elle marque aussi la frontière entre levier et ordre. Un État peut forcer une entreprise à détourner une cargaison ou punir un secteur sans devenir pour autant l'institution autour de laquelle les autres organisent volontairement leurs choix.

La mer de Chine méridionale révèle la même tension sous une forme juridique. Le discours officiel chinois sur la gouvernance insiste sur l'égalité souveraine et le droit international ; pourtant, Pékin a rejeté la sentence arbitrale de 2016 qui invalidait des éléments essentiels de ses revendications maritimes, en soutenant que le tribunal n'était pas compétent et que les différends devaient être réglés par la négociation.[136] L'enjeu n'est pas de répéter vaguement que la Chine « rejette l'ordre fondé sur des règles ». La question précise est de savoir qui interprète la règle, quel arbitre est reconnu comme légitime et dans quelles circonstances une grande puissance accepte une décision qui lui est défavorable.

Le rôle systémique futur de la Chine se jouera dans cet écart : entre la capacité à faire supporter des coûts aux autres et celle de rendre des institutions suffisamment utiles pour qu'ils choisissent de les suivre.

Évaluation stratégique — Le test d'un ordre chinois

La Chine ne peut plus être décrite comme une puissance qui se contenterait de s'opposer à l'ordre américain. Elle a construit des solutions alternatives réellement utilisables, fournit du financement du développement et des liquidités en situation de crise à certains partenaires, est fortement intégrée aux institutions multilatérales et formule

désormais un programme explicite de gouvernance mondiale. Aucun de ces éléments ne suffit à établir l'existence d'un ordre chinois appelé à succéder à l'actuel.

La preuve décisive viendra des pays tiers. Utilisent-ils les systèmes chinois uniquement lorsque les canaux américains sont indisponibles, ou parce que ces systèmes sont devenus préférables ? Se conforment-ils sous la pression, ou organisent-ils des choix importants en anticipant les règles chinoises ? La Chine peut-elle fournir liquidité, sécurité et règlement des différends à des États qui ne lui sont pas déjà étroitement liés ? Le passage de la centralité à l'organisation commence lorsque les réponses à ces questions changent.

5.3 Les puissances pivots

5.3.1 Ne pas choisir son camp est une stratégie à part entière

Le reste du monde n'est pas seulement le terrain sur lequel Washington et Pékin s'affrontent. De nombreux États redessinent délibérément leurs dépendances de manière à ce qu'aucune des deux puissances ne puisse transformer une relation unique en veto.

L'Inde rend cette logique particulièrement visible. Elle coopère avec les États-Unis, le Japon et l'Australie dans le Quad, reste membre des BRICS, achète de l'énergie et du matériel militaire russes, affronte la Chine sur sa frontière terrestre et refuse les obligations d'une alliance formelle. Ces choix ne traduisent pas l'indécision ; ils constituent une stratégie destinée à préserver une marge de manœuvre.

Les États du Golfe poursuivent une diversification comparable. Les relations de sécurité avec Washington coexistent avec le commerce, les infrastructures, la technologie et les investissements chinois. Les gouvernements de l'ASEAN souhaitent souvent une présence militaire américaine précisément parce que la Chine est leur principal voisin économique. L'Europe reste fortement dépendante des États-Unis pour sa sécurité militaire tout en cherchant, de manière inégale, à réduire les dépendances dangereuses tant à l'égard de l'industrie chinoise que des technologies américaines.

5.3.2 L'incoercibilité partielle

La logique est la même que celle poursuivie par la Chine à plus grande échelle : une dépendance devient stratégiquement dangereuse lorsqu'un acteur extérieur unique peut la transformer en veto décisif. Une puissance moyenne ne peut reproduire toutes les couches d'un système d'IA, d'énergie, de finance ou de défense. Elle peut néanmoins en diversifier assez pour empêcher qu'un fournisseur unique ne contrôle l'ensemble.

Les stratégies émergentes d'« IA souveraine » des puissances moyennes en donnent une bonne illustration. Carnegie les décrit comme une interdépendance maîtrisée plutôt que comme de l'autarcie. Le partenariat Inde-Émirats arabes unis sur les infrastructures d'IA combine, par exemple, capitaux étrangers, puces et expertise américaines, infrastructures physiques indiennes et règles indiennes de gouvernance des données.[114] Aucun participant ne contrôle toute la chaîne. L'objectif politique est précisément d'empêcher qu'un seul le puisse.

Appelons cela *l'incoercibilité partielle*. Elle est moins ambitieuse que l'indépendance stratégique et plus structurante qu'une diversification ordinaire. Un État peut rester dépendant de plusieurs systèmes extérieurs tout en rendant difficile, pour chacun d'eux pris séparément, l'interruption d'une fonction critique à un coût acceptable.

5.3.3 À chaque système son alignement

Lorsque ce comportement se généralise, l'« alignement » cesse d'être une variable unique. Un gouvernement peut soutenir la dissuasion maritime et refuser des sanctions financières ; coordonner les semi-conducteurs avec les États-Unis tout en commerçant massivement avec

la Chine ; dépendre du renseignement américain tout en utilisant des infrastructures cloud chinoises ; ou participer à une architecture de sécurité occidentale tout en rejoignant des institutions créées par Pékin.

C'est pourquoi un troisième pôle n'a pas besoin de ressembler à une troisième superpuissance. Chatham House a récemment exploré la possibilité d'une coalition économique durable distincte à la fois des États-Unis et de la Chine, qui pourrait relier l'Europe, les États du CPTPP et d'autres puissances moyennes.[137] Une telle coalition ne disposerait ni d'une dissuasion nucléaire commune ni d'un commandement militaire unifié. Elle pourrait néanmoins peser fortement sur les règles commerciales, les sanctions, les normes technologiques et le financement du développement.

La multipolarité fonctionnelle peut donc précéder la multipolarité d'ensemble. La sécurité peut rester largement centrée sur les États-Unis tandis que l'industrie demeure centrée sur la Chine, que la réglementation est fortement influencée par l'Europe et que technologie ou finance se répartissent entre plusieurs pôles. Le système international n'est pas obligé de choisir un centre organisateur unique pour toutes ses fonctions.

5.3.4 Le vrai test est la crise

La faiblesse de ce modèle apparaît lorsque le coût de l'ambiguïté augmente. En temps de paix, un gouvernement peut cultiver plusieurs partenaires et séparer les dossiers. Dans une crise autour de Taïwan ou une confrontation majeure de sanctions, Washington et Pékin chercheraient chacun à faire sauter ces cloisonnements. Accès aux bases, contrôles à l'exportation, paiements, transport maritime, renseignement et fournitures industrielles deviendraient liés.

Il ne faut donc pas idéaliser l'autonomie des puissances moyennes. Une dépendance diversifiée reste une dépendance. La question est de savoir si ces États peuvent préserver des choix distincts selon les dossiers sous une forte pression, ou si le système se recompose en deux blocs lorsque les enjeux deviennent suffisamment élevés.

Pour Washington, le problème opérationnel est celui de la conception des coalitions : identifier quels partenaires comptent pour quelle fonction et rendre l'accord assez rapide pour qu'il soit utile. Pour Pékin, la barre est plus basse. Il n'a souvent pas besoin de construire un bloc chinois ; il lui suffit que suffisamment de gouvernements refusent de participer à une mesure américaine pour que celle-ci perde sa portée systémique.

5.4 Qui gagne la bataille des réseaux ?

5.4.1 Densité américaine, centralité chinoise

Les États-Unis disposent toujours du réseau mondial le plus dense. Finance en dollars, alliances formelles, accès militaire, écosystèmes de technologies avancées et décennies d'usage institutionnel n'ont pas, dans leur ensemble, d'équivalent chinois. La position la plus forte de la Chine se situe ailleurs : centralité industrielle, infrastructures, solutions de remplacement ciblées pour certains canaux sous contrôle américain et capacité à rendre économiquement coûteux un alignement contre elle.

Comparer les deux puissances comme si elles construisaient des systèmes en miroir masque la nature réelle de la compétition. CIPS peut réduire l'exposition à la coercition financière sans devenir un nouveau système du dollar. BeiDou peut reproduire une fonction d'infrastructure critique sans créer une alliance chinoise. L'AIIB peut approfondir l'influence institutionnelle chinoise tout en coexistant avec la Banque mondiale. La Chine peut devenir beaucoup plus difficile à exclure sans devenir l'État qui organise tous les domaines, de la sécurité à la finance.

5.4.2 La transition se voit d'abord dans les comportements

Un déplacement systémique plus profond apparaîtrait d'abord dans les choix effectués avant toute coercition. Les alliés des États-Unis deviendraient plus lents ou plus sélectifs lorsqu'il faudrait se coordonner contre la Chine à un coût économique élevé. Gouvernements et entreprises continueraient d'investir dans des solutions alternatives aux réseaux sous contrôle américain même en l'absence de menace de Washington. Les systèmes créés par la Chine transporterait de plus en plus de transactions entre pays tiers pour lesquelles la Chine elle-même ne serait pas un participant nécessaire. Les États commenceraient à anticiper les préférences chinoises lorsqu'ils conçoivent règles, chaînes d'approvisionnement ou positions institutionnelles.

Certaines de ces tendances sont visibles ; aucune n'est achevée. La coopération militaire entre alliés américains s'est approfondie dans l'Indo-Pacifique, et les coûts de changement inhérents aux systèmes d'armes, au renseignement, à la finance et aux technologies américaines restent considérables. Les alternatives chinoises s'étendent mais demeurent inégales en liquidité, en confiance et en capacité à fournir des garanties de sécurité. Dans le même temps, la recherche d'autonomie stratégique ne se limite plus aux pays proches de Pékin. Elle devient une réponse normale à toute concentration excessive du pouvoir que procurent les réseaux.

5.4.3 Le seuil le plus immédiat est la fin de l'exclusivité

Le changement le plus important en 2026 n'est donc pas la primauté chinoise sur les réseaux. C'est l'érosion de l'exclusivité américaine.

La distinction est importante parce que ces deux seuils peuvent être séparés par des années, voire des décennies. La Chine peut devenir stratégiquement incoercible alors que le dollar reste dominant, que la plupart des alliances américaines survivent et qu'aucune institution chinoise n'acquiert la légitimité ou l'étendue du réseau américain. Le système qui en résulterait comporterait moins de contrôle américain sans pour autant produire une hiérarchie chinoise d'ampleur comparable.

C'est ce qui conduit aux fins de partie. Si le renouvellement américain dépasse la substitution chinoise, le réseau peut se reconstituer autour d'un nouvel ensemble d'avantages. Si les alternatives chinoises deviennent indispensables et commencent à organiser les comportements des pays tiers, une percée systémique devient possible. Si aucun de ces scénarios ne se réalise, la puissance continuera de se répartir entre les acteurs selon les domaines.

Évaluation stratégique — De l'exclusivité à la distribution

La bataille des réseaux n'est pas une course destinée à remplacer une architecture complète par une autre. La puissance américaine est maximale là où l'ampleur du réseau, la confiance et la densité institutionnelle continuent de se renforcer mutuellement. La puissance chinoise est maximale là où centralité industrielle et solutions de remplacement ciblées rendent l'exclusion coûteuse. Les puissances moyennes apprennent à exploiter la zone de chevauchement.

À court terme, le déplacement va donc de l'exclusivité vers la distribution. Cette distribution débouchera-t-elle sur un ordre centré sur la Chine, sur une reconstitution américaine ou sur un système durablement polycentrique ? Tout dépend d'une question à laquelle les mesures brutes de capacité ne répondent pas : qui est capable d'amener les autres acteurs à reproduire spontanément l'arrangement lorsque personne ne les y contraint ?

6 Les fenêtres qui se referment

6.1 Six horloges, pas une date unique

6.1.1 Pourquoi 2049 est une mauvaise horloge

2049 compte dans le langage politique chinois parce que cette année marque le centenaire de la République populaire et l'horizon du renouveau national. C'est pourtant une mauvaise horloge opérationnelle pour la compétition étudiée ici. Un État peut rester très loin de ses ambitions affichées pour le milieu du siècle tout en ayant déjà supprimé plusieurs des contraintes qui donnent à son rival un levier coercitif.

La séquence officielle elle-même est beaucoup plus dense que ne le laisse penser le raccourci du centenaire. Le quinzième plan quinquennal couvre 2026–2030 et exige que les objectifs du centenaire de l'APL soient atteints dans les délais ; 2035 demeure le grand horizon suivant de modernisation.[72] Des plans antérieurs ont d'ailleurs avancé à 2035 certains objectifs autrefois associés au milieu du siècle.[96] Aucune de ces dates ne révèle un calendrier caché de confrontation, et 2027 n'est pas une date annoncée pour une guerre autour de Taïwan. Elles montrent seulement pourquoi un compte à rebours vers 2049 obscurcit le problème au lieu de l'éclairer.

Les dates pertinentes sont produites par les capacités. Une force nucléaire mieux protégée contre une première frappe peut modifier la logique d'escalade avant toute parité numérique. Des équipements nationaux de semi-conducteurs suffisamment performants peuvent neutraliser un veto précis tout en restant en retard sur l'état de l'art. L'électrification peut réduire la valeur d'un choc pétrolier sans supprimer l'exposition maritime. Une alliance peut rester intacte sur le papier tandis que la volonté politique de participer à un ensemble de sanctions change après une élection. Les horloges diffèrent parce que les contraintes diffèrent.

6.1.2 La fenêtre de convergence

La fin des années 2020 et le début des années 2030 méritent l'attention pour une raison plus étroite : plusieurs horloges avancent en même temps. La posture nucléaire chinoise devient plus importante et mieux protégée contre une première frappe. L'équilibre militaire régional continue de renchérir le coût d'une intervention près des côtes chinoises. Les contrôles sur les semi-conducteurs testent la capacité des alliés à renouveler leurs goulets d'étranglement plus vite que les solutions chinoises ne deviennent suffisantes. Le quinzième plan organise capital et institutions autour de l'IA, de la robotique, du quantique et d'autres industries d'avenir. L'électrification et la production nationale modifient la composition de la vulnérabilité énergétique. La cohésion des coalitions, elle, peut se renforcer ou se dégrader bien plus vite que ne changent usines, réseaux électriques ou champs de missiles.

Il ne s'agit pas de prévoir que toutes les horloges sonneront ensemble. La substitution dans les semi-conducteurs peut buter ; l'IA peut décevoir hors d'applications bien délimitées ; la coordination alliée peut se durcir ; l'allocation chinoise du capital peut gaspiller des ressources immenses. La proposition est conditionnelle : si plusieurs contraintes s'affaiblissent dans le même intervalle de cinq à dix ans, leur combinaison peut devenir décisive avant qu'aucun domaine pris séparément ne paraisse l'être.

Les horloges diffèrent aussi par leur réversibilité. Des capacités de production, des oléoducs ou des gazoducs, une fois construits, sont coûteux à démanteler. Le statut de monnaie de réserve repose sur un stock d'actifs, la profondeur des marchés et la confiance accumulée ; il évolue donc lentement. La volonté d'une coalition peut changer en quelques mois. La survivabilité nucléaire peut modifier brutalement les calculs lorsqu'une nouvelle posture devient opérationnelle. L'effet stratégique est par conséquent non linéaire. Un substitut chinois suffisamment performant dans les semi-conducteurs compte davantage si, simultanément, la résilience énergétique a progressé, la coordination des sanctions s'est affaiblie et le risque

d'escalade d'une intervention militaire a augmenté. L'inverse est tout aussi vrai : la centralité industrielle perd de son levier si les alliés se coordonnent rapidement, si l'état de l'art progresse et si des capacités de production alternatives montent suffisamment en puissance.

Les analystes chinois eux-mêmes raisonnent sur des horizons compétitifs plus courts. Une étude de la CASS publiée en 2025 sur la relocalisation des chaînes d'approvisionnement rapproche l'ouverture du quinzième plan de la première moitié de ce que la *National Security Strategy* américaine de 2022 appelait une « décennie décisive », et anticipe une intensification de la compétition sur les chaînes entre 2026 et 2030.[42] Cela prouve que le chevauchement des horizons de planification fait l'objet d'une attention analytique ; cela ne prouve pas l'existence d'une intention du Politburo.

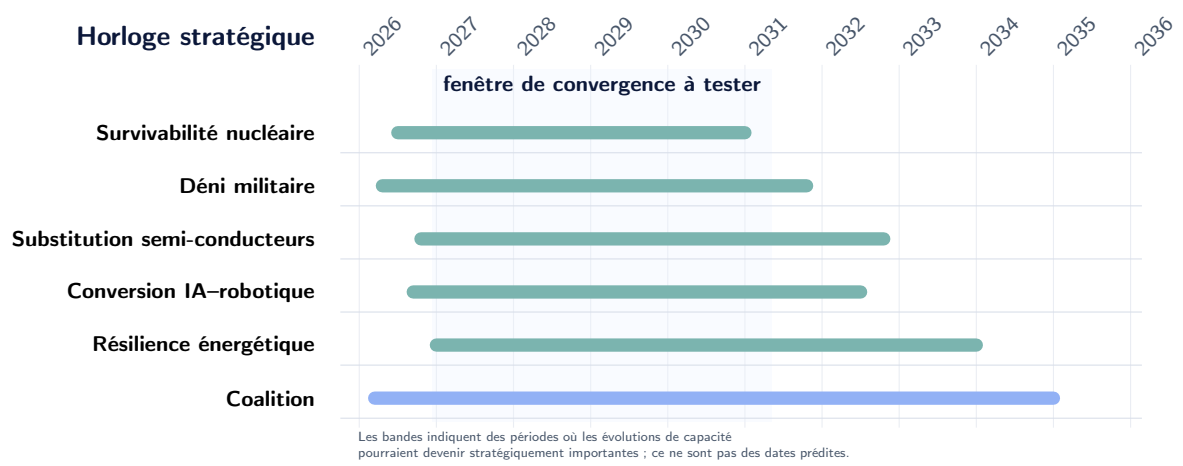


Figure 12: La décennie qui pourrait compter : six horloges dont les seuils décisifs pourraient converger bien avant 2049.

6.2 Quelles horloges avancent le plus vite ?

6.2.1 Horloges rapides, lentes et discontinues

On ne peut classer ces horloges selon une mesure unique. Certaines avancent par accumulation d'investissements ; d'autres par conversion technologique ; d'autres encore par décisions politiques.

L'automatisation industrielle est une horloge susceptible d'avancer vite parce que la Chine dispose déjà d'une immense base manufacturière et du plus grand parc mondial de robots industriels. Les performances des modèles d'IA se sont également rapprochées assez vite pour rendre imprudente toute hypothèse de supériorité algorithmique américaine durable. Dans de nombreuses technologies critiques, la production scientifique s'est fortement déplacée en faveur de la Chine, même si la commercialisation reste inégale.[15, 29, 39] Le déni militaire régional peut lui aussi évoluer plus vite que la puissance militaire d'ensemble : missiles, défense aérienne, espace et systèmes d'information peuvent renchérir l'intervention bien avant que l'APL n'approche la portée mondiale américaine.

La résilience énergétique est plus lente. Oléoducs et gazoducs, stocks, électrification, nucléaire, renouvelables et charbon produit sur le territoire national s'accumulent sur plusieurs années ; ils réduisent certaines formes de pression maritime tout en laissant subsister une exposition au pétrole, aux minerais, au transport et à l'assurance. La finance est plus lente encore. Les règlements en renminbis peuvent progresser rapidement dans certaines relations commerciales sans créer les marchés profonds d'actifs sûrs et la confiance institutionnelle qui soutiennent un système de monnaie de réserve.

La puissance des coalitions est l'horloge discontinue. L'interopérabilité et l'intégration

industrielle prennent des années à construire, mais la volonté d’agir peut changer après une élection ou une crise. C’est ce qui rend le réseau américain à la fois exceptionnellement durable et exceptionnellement sensible à sa conversion politique.

6.2.2 L’IA n’est pas une septième horloge

Traiter l’IA comme une ligne supplémentaire sur le graphique sous-estimerait son importance stratégique tout en exagérant ce que l’on sait déjà. L’IA est potentiellement un accélérateur de plusieurs horloges.

Les preuves les plus solides restent circonscrites. L’A-Lab de Berkeley a combiné apprentissage automatique, robotique et apprentissage actif pour exécuter 353 protocoles expérimentaux en 17 jours et produire 36 des 57 matériaux ciblés dans la campagne publiée.[106] Ce résultat n’établit pas une accélération de la science à l’échelle de l’économie. Il met en évidence un mécanisme plus étroit : lorsque les objectifs peuvent être formalisés, les instruments automatisés et les retours d’expérience enregistrés sous forme numérique, une partie de la boucle découverte–expérience–apprentissage peut être raccourcie. Les revues sur les laboratoires autonomes identifient la même opportunité tout en soulignant les contraintes d’intégration matérielle, de sécurité, de reproductibilité et de domaine.[107]

Le même mécanisme peut se propager au-delà de la découverte. L’IA peut raccourcir les cycles de conception, améliorer l’inspection industrielle et le contrôle des procédés, accroître la valeur de grandes flottes de robots et accélérer certains processus militaires de détection, planification et autonomie. Mais chacun de ces enchaînements possède son propre goulet. Un modèle ne fabrique pas une machine de lithographie ; un résultat scientifique ne construit pas une usine ; un algorithme d’autonomie ne fournit ni énergie, ni capteurs, ni unités entraînées. La variable stratégique n’est donc pas un « leadership en IA » considéré dans l’abstrait, mais la mesure dans laquelle l’IA raccourcit le temps de conversion entre connaissance et capacité utilisable.

C’est pourquoi la structure industrielle chinoise compte autant. Si l’IA est absorbée par un tissu manufacturier dense, les gains de conception ou d’expérimentation peuvent se traduire en déploiement physique plus vite que dans une économie où les boucles entre production et innovation sont moins fortes. Le quinzième plan relie explicitement les industries d’avenir à des scénarios d’application, des déploiements pilotes et des écosystèmes industriels.[72] Le risque pour Washington n’est pas simplement qu’un modèle chinois atteigne tel ou tel score ; c’est que l’IA accélère simultanément plusieurs programmes chinois de substitution.

6.2.3 La conversion plutôt que la photographie du moment

Le quantique montre le risque inverse : confondre un effort organisé de conversion avec un leadership démontré. La Chine peut relier laboratoires, entreprises, installations pilotes et capital alors même que les États-Unis restent en tête sur des capacités importantes de calcul tolérant aux fautes. Les technologies propres montrent, elles, ce que peut devenir l’autre extrémité d’une conversion réussie lorsque recherche, ingénierie, ampleur de l’appareil manufacturier et dépendance extérieure se renforcent mutuellement. Aucun de ces cas ne se comprend en comptant les publications.

Les horloges doivent donc être lues à travers les six attributs déjà utilisés dans l’évaluation comparative du rapport de forces de ce papier : position, vitesse, conversion, adaptation, mobilisation et incertitude. Une avance n’a pas la même portée selon qu’elle s’accroît, qu’il se convertit difficilement ou que l’adversaire peut se mobiliser rapidement autour du goulet.

6.3 Les États-Unis peuvent-ils renouveler les goulets plus vite que la Chine ne les supprime ?

6.3.1 Renouveler la frontière

Le levier technologique américain ne peut reposer sur la préservation indéfinie des goulets d’aujourd’hui. Sa forme durable est la capacité à créer de nouveaux nœuds rares à mesure que les anciens se diffusent. C’est le sens contemporain d’une stratégie de compensation.

Les États-Unis disposent encore de puissantes ressources pour cela : universités de recherche, entreprises de pointe, marchés du capital et du capital-risque, plateformes cloud, talents attirés par l’immigration et alliés qui contrôlent des capacités manufacturières spécialisées. Rien de tout cela ne devient automatiquement un levier coercitif. Un goulet n’existe que si une capacité est techniquement rare, commercialement concentrée et politiquement contrôlable. La politique publique peut aussi endommager l’écosystème qui produit le prochain goulet en décourageant les talents, en fragmentant la recherche ou en rendant les entreprises alliées moins disposées à coopérer.

6.3.2 La course à la substitution

Les semi-conducteurs rendent cette course visible. Les contrôles peuvent imposer des coûts réels pendant que la Chine investit pour localiser équipements, savoir-faire de production et conception de systèmes. En 2025, les responsables américains estimaient encore que l’offre de puces d’IA avancées de Huawei ne suffisait pas à satisfaire la demande chinoise, tout en avertissant que les capacités du pays réduisaient l’écart.[108] En 2026, la politique américaine de licences pour certaines puces avancées avait déjà de nouveau changé, signe que la frontière est à la fois technologique, commerciale et politique, non une liste fixe de produits interdits.[109]

Si l’état de l’art technologique restait immobile, l’investissement soutenu d’un grand système industriel finirait par éroder une grande partie du levier. Mais elle bouge. Les charges de calcul de l’IA modifient les besoins en mémoire, encapsulation, interconnexions, puissance électrique, refroidissement et accélérateurs. De nouveaux instruments scientifiques et procédés industriels créent ailleurs de nouvelles dépendances. La compétition oppose donc *renouvellement de la frontière* et *efficacité de la substitution*.

L’avantage chinois dans cette course ne tient pas à une planification infaillible. Son marché intérieur, ses achats, son financement et ses clusters industriels peuvent soutenir les fournisseurs pendant de longues courbes d’apprentissage et raccourcir les boucles de rétroaction entre équipementiers et utilisateurs. Le même appareil peut aussi entretenir de mauvais projets, dupliquer les investissements et mal allouer le capital. La question reste empirique : à quelle vitesse une mobilisation produit-elle un substitut suffisamment bon ?

6.3.3 Le retard n’a de valeur que s’il change le tour suivant

Les contrôles à l’exportation peuvent gagner du temps. Ils ne disent pas, à eux seuls, ce que ce délai permet d’obtenir. Empêcher durablement suppose que les États-Unis et leurs alliés créent ou occupent la prochaine capacité rare plus vite que la Chine ne reproduit ou ne contourne l’actuel. Inverser la tendance demanderait quelque chose de plus difficile encore : recréer une dépendance après l’apparition d’un substitut viable.

Il en résulte une fenêtre technologique qui se referme. Une restriction est la plus précieuse lorsque la dépendance est concentrée ; son application incite davantage la cible à développer des substituts. Une substitution réussie raccourcit la durée de vie attendue du contrôle, ce qui peut accroître la pression pour durcir la restriction suivante avant que l’option ne se déprécie davantage. Le sentiment d’urgence peut ainsi monter des deux côtés sans qu’aucun n’ait décidé d’intensifier la rivalité dans son ensemble.

6.4 La Chine peut-elle utiliser sa centralité sans la dépenser ?

6.4.1 L'expérience des terres rares

La centralité chinoise rencontre le problème symétrique. Une dépendance ne procure un pouvoir de négociation que tant que l'autre camp ne peut ou ne veut payer le prix pour s'en affranchir.

Les restrictions sur les terres rares de 2025 ont offert un test exceptionnellement clair. Les contrôles chinois d'avril ont perturbé l'approvisionnement en matériaux et aimants permanents avant que des arrangements ultérieurs avec les États-Unis et l'Europe n'atténuent la pénurie ; Pékin a ensuite durci une partie du dispositif en octobre, notamment contre des utilisateurs de la défense et des semi-conducteurs.[110] En 2026, certaines exportations vers les États-Unis avaient fortement repris tandis que les restrictions envers le Japon restaient sévères.[111] Le levier était réel ; l'adaptation l'était aussi : gouvernements et entreprises ont accéléré les investissements dans les mines, le raffinage, la production d'aimants, le recyclage et les contrats d'approvisionnement à long terme hors de Chine.[22]

Cette séquence est plus révélatrice qu'une part de marché statique. L'utilisation coercitive a accru la valeur à court terme de la centralité chinoise et, simultanément, le prix que les autres étaient prêts à payer pour s'en libérer. Comme la substitution est lente, ces deux propositions peuvent rester vraies pendant des années.

6.4.2 La centralité invisible

La diversification est elle aussi facile à mal lire. L'assemblage final peut se déplacer vers le Vietnam, le Mexique ou l'Inde tandis que machines chinoises, intrants intermédiaires, savoir-faire d'ingénierie ou capitaux restent présents en amont. Les travaux de la CASS sur la relocalisation des chaînes identifient explicitement la montée de nouveaux lieux de production tout en soulignant la persistance des avantages chinois dans les réseaux mondiaux d'approvisionnement.[42]

La forme la plus durable de la puissance chinoise serait donc une centralité située sous le niveau de l'usine visible : savoir-faire de production, machines spécialisées, écosystèmes de fournisseurs et biens intermédiaires coûteux à reproduire. Des preuves que ces maillons se relocalisent massivement affaibliraient davantage l'hypothèse d'une percée systémique chinoise que de simples annonces de relocalisation de l'assemblage final.

Le dilemme de retenue stratégique est symétrique. Pékin peut préserver une dépendance en l'utilisant avec parcimonie ou en dépenser une partie de la valeur future pour obtenir un avantage de négociation immédiat. Washington fait face au même choix avec les puces et la finance. Les goulets d'étranglement sont des actifs dont l'usage coercitif modifie la durée de vie attendue.

6.5 La double fenêtre qui se referme

6.5.1 Seuils objectifs et fenêtres perçues

Un seuil systémique apparaîtra probablement d'abord dans les comportements plutôt que dans une statistique agrégée. Des alliés pourront encore condamner une action chinoise tout en refusant les sanctions les plus coûteuses. Des entreprises pourront respecter des contrôles tout en restructurant leurs transactions afin de réduire leur exposition future. Des gouvernements pourront éviter certains accords d'accès parce que le risque militaire attendu aura augmenté. Du côté chinois, des États tiers pourront commencer à ajuster leur politique avant toute menace explicite parce qu'ils anticiperont le coût d'une opposition à Pékin. Ce sont des effets de conversion : les capacités existent toujours, mais leur aptitude à organiser les comportements change.

Le danger est que les perceptions n'attendent pas que la tendance sous-jacente soit stabilisée. La logique préventive repose sur des anticipations de puissance future.[37] Washington peut croire qu'une option dont il aura besoin plus tard est en train de se déprécier ; Pékin peut en déduire que les États-Unis ont intérêt à l'employer tant qu'elle reste efficace. Les travaux chinois sur le chevauchement entre la « décennie décisive » américaine et l'horizon de planification chinois montrent que le calendrier de la compétition est lui-même un objet d'analyse.[42]

Une croyance erronée dans l'irréversibilité peut être aussi dangereuse qu'une irréversibilité réelle. Des mesures américaines destinées à préserver une option dont la fenêtre d'emploi se rétrécit peuvent être interprétées à Pékin comme le signe d'une action préventive prochaine. Les contre-mesures chinoises peuvent alors rendre le diagnostic américain plus plausible. Les deux fenêtres perçues se renforcent mutuellement avant même que l'équilibre matériel soit objectivement stabilisé.

6.5.2 Ce qu'il faut surveiller

Les indicateurs d'alerte sont donc hétérogènes : réussite de la substitution nationale ; décisions alliées de coordination et d'accès ; politiques de réserves et de stocks ; changements de posture nucléaire et conventionnelle ; vitesse à laquelle la centralité industrielle chinoise est reproduite hors de Chine ; et, surtout, évaluations officielles ou des élites selon lesquelles attendre laisserait l'un des camps avec moins d'options réellement utilisables.

L'hypothèse temporelle défendue ici est volontairement plus étroite qu'une prédiction. La fin des années 2020 et le début des années 2030 comptent parce que plusieurs processus obéissant à des logiques causales différentes pourraient se chevaucher. S'ils ne le font pas, la fenêtre se reporte. S'ils convergent, la Chine peut devenir sensiblement plus difficile à contraindre avant de devenir la puissance dominante du système mondial. L'incoercibilité peut apparaître par accumulation, sans événement assez spectaculaire pour signaler que la position stratégique a changé.

Évaluation stratégique — La double fenêtre qui se referme

Les éléments disponibles ne font apparaître aucune échéance chinoise. Ils justifient en revanche un avertissement conditionnel : plusieurs horloges susceptibles de réduire la liberté d'action américaine avancent dans la même fenêtre temporelle, tandis que certains instruments américains prennent précisément davantage de valeur à mesure que leur durée de vie attendue raccourcit.

Horloge	Signes de mouvement	Ce qui pourrait interrompre	Diagnostic
Survivabilité nucléaire	Expansion de la force, diversification, alerte et développement du C3	Retards techniques ; retenue doctrinale	Signes solides d'un changement ; important
Déni militaire régional	Modernisation des missiles, des forces aériennes et navales, espace et systèmes d'information	Dispersion alliée, accès, munitions et amélioration du déni	Direction nette ; résultat encore disputé
Substitution semi-conducteurs	Effort de localisation sur toute la chaîne	Renouvellement de la frontière ; goulets persistants sur équipements et matériaux	Pression réelle sur les veto ; calendrier incertain
Conversion IA / robotique	Puissance scientifique, ampleur du parc de robots, processus automatisés, politique industrielle	Faible diffusion ; mauvaise allocation du capital ; lacunes matérielles / retard sur l'état de l'art	Accélérateur possible, pas une prévision autonome
Résilience énergétique	Électrification, production nationale, stocks et routes terrestres	Exposition persistante au pétrole et aux matières premières maritimes	Amélioration lente mais durable
Coalition / finance	Réseau américain dense ; volonté politique variable	Coordination renouvelée ou fracture politique	Horloge structurelle lente ; conversion susceptible de basculer brutalement

Une convergence compte avant même la primauté chinoise. La configuration dangereuse n'est pas simplement celle d'une Chine plus forte. C'est celle dans laquelle Washington voit expirer des leviers encore utilisables tandis que Pékin interprète cette perception comme une incitation américaine à agir avant leur expiration. La position exacte des deux fenêtres reste incertaine ; c'est leur interaction qu'il faut surveiller.

7 Fins de partie

7.1 Quelle est la position sur le goban en 2026 ?

Le goban ne montre ni une succession chinoise déjà acquise ni une restauration américaine. Il montre plutôt la coexistence, de plus en plus inconfortable, de formes de puissance très différentes. Les États-Unis disposent toujours du système financier le plus développé, du réseau d'alliances le plus dense et de plusieurs des goulets d'étranglement technologiques les plus décisifs. La Chine est devenue, dans un nombre croissant de secteurs, un centre de gravité industriel incontournable ; elle a fortement renchéri le coût d'une intervention militaire à proximité de ses côtes et s'emploie depuis des années à réduire le nombre de décisions extérieures susceptibles de l'arrêter.

La dissymétrie importe davantage qu'un classement agrégé des puissances. La Chine est la plus proche de l'incoercibilité dans les domaines où la pression exercée contre elle infligerait aussi des dommages importants à ceux qui l'appliqueraient. Les leviers américains les plus robustes subsistent là où les substituts sont les plus difficiles à construire : la finance, certains maillons technologiques et l'appareil politique qui transforme les ressources des alliés en action collective. Aucun de ces avantages n'est figé. La profondeur industrielle chinoise ne se convertit pas automatiquement en supériorité technologique de pointe ou en puissance militaire ; les atouts scientifiques, financiers et alliés des États-Unis ne se convertissent pas automatiquement en action stratégique au moment utile. Les deux puissances affrontent un problème de conversion.

La position qui en résulte est singulière. La Chine a supprimé assez de vulnérabilités pour rendre improbable un retour aux conditions stratégiques des années 1990, mais pas assez pour rendre inopérante une campagne de coercition maximale conduite par les États-Unis et leurs alliés. Washington peut encore imposer des coûts considérables ; simplement, les domaines dans lesquels il peut être sûr de dicter l'issue se réduisent. Dans le même temps, Pékin est encore loin de fournir l'ensemble des fonctions — liquidité, sécurité, règles jugées fiables, gestion

Tableau 5: Évaluation d'ensemble de la fin de partie en 2026

Domaine	Position	Dynamique	Conversion	Adaptation	Frein à la mobilisation	Conf.	Portée pour la fin de partie
Industrie	Ampleur industrielle chinoise / profondeur des chaînes de valeur	Avantage chinois encore croissant ; diversification en hausse	Forte dans la production de masse ; inégale dans les technologies de pointe	Subventions et relocalisations alliées ; la Chine insère ses intrants en amont à l'étranger	Chine : efficacité du capital ; États-Unis : temps de reconstruction	É	Favorise l'incoercibilité chinoise, sauf si la réduction des dépendances en amont réussit.
Semi-conducteurs / technologies de pointe	Goulets d'étranglement américano-alliés	Contrastée	Conversion chinoise de la recherche vers une chaîne complète en progrès, mais encore inachevée	Les contrôles accélèrent la localisation de la chaîne ; les États-Unis cherchent de nouveaux goulots	Chine : qualité de l'ensemble de la chaîne cohésion alliée / R&D	M-É	Cœur de la compétition entre substitution chinoise et renouvellement américain de la frontière.
IA / robotique	Écosystème de pointe américain ; ampleur du déploiement chinois	Très rapide / incertaine	Grande inconnue : productivité à l'échelle de l'économie et IA incarnée	La Chine pousse la diffusion industrielle ; les États-Unis gardent l'avantage en calcul et en capital	Chine : productivité du capital ; États-Unis : diffusion dans l'industrie	M	Accélérateur potentiel de toutes les autres dynamiques.
Quantique / technologies futures	Mixte ; avantage américain en calcul, chinois en communications	Rapide	La Chine met en place des mécanismes explicites de validation, de démonstration et d'industrialisation	Mobilisation chinoise sur plusieurs voies ; entreprises et laboratoires de pointe américains	Chine : maturité technique ; États-Unis : diffusion / continuité du financement	M	Laboratoire de la course entre renouvellement de la frontière et délai de conversion.
Énergie / ressources	Chine encore exposée aux importations mais plus résiliente	Évolution favorable à la Chine	Forte dans les technologies propres ; partielle pour la sécurité des ressources	Oléoducs et gazoducs, stocks, charbon, nucléaire, renouvelables, véhicules électriques	Chine : dépendance à certains ensembles ; premières matières ; coalition : endurance	M-É	Réduit la possibilité d'un étranglement rapide ; la pression prolongée reste possible.
Finance	Fort avantage structurel américain	Gain chinois lent	Limitée du renminbi et de CIPS sans véritable système d'actifs sûrs	La Chine élargit les circuits de règlement ; le réseau du dollar persiste	Chine : convertibilité / collatéral ; coalition : volonté politique	É	Le levier systémique américain le plus puissant qui subsiste.
Alliances / réseaux	Fort avantage déjà en place des États-Unis	Politiquement volatile	Les États-Unis ne convertissent les ressources alliées que si la coalition agit à temps	Interopérabilité accrue ; la Chine exploite les divergences	États-Unis : délai de mobilisation de la coalition ; Chine : substituts limités	M	Multiplicateur de tous les autres instruments américains.
Militaire régional	Supériorité mondiale américaine ; masse locale chinoise	En faveur de la Chine près du continent	La Chine convertit de mieux en mieux industrie, données et espace en déni local	Posture et déni américains ; missiles, cyber et guerre des systèmes de l'APL	États-Unis : accès / munitions ; Chine : conduite de la guerre interarmées	M	Réduit la coercition militaire avant même la parité globale.
Nucléaire / stratégique	Arsenal américain plus vaste ; force chinoise mieux protégée contre une première frappe	Vers une seconde frappe chinoise mieux assurée	Conversion doctrinale et opérationnelle, pas seulement numérique	La Chine développe alerte, silos et SNLE ; les États-Unis adaptent leur planification	Deux camps : survivabilité du C3 / interprétation des crises	M	Plus stable face à une frappe désarmante, mais plus imbriqué dans la guerre conventionnelle.
Espace / information	Avantage américain mais forte dépendance ; Chine en rattrapage	Rapide	Les deux construisent des écosystèmes distribués et à double usage	Contre-espace, lancement commerciaux, cyber/guerre électronique, résilience	Capacité de reconstitution sous attaque	M	Crucial pour la guerre de systèmes et l'ambiguïté nucléaire.
Organisation systémique	Avantage américain	Érosion de l'exclusivité américaine	La Chine transforme inégalement le contournement en remplacement ; capacité d'organisation encore limitée	Les puissances intermédiaires diversifient leurs alignements ; la Chine bâtit normes et infrastructures	Chine : biens publics / confiance ; États-Unis : légitimité	M-É	Favorise un ordre réparti par fonctions tant que les alternatives chinoises n'organisent pas durablement le comportement des États tiers.

Évaluation de l'auteur à partir des sections II-V. La « conversion » désigne la transformation de ressources scientifiques, industrielles, financières ou alliées en effets stratégiques effectivement utilisables. Le niveau de confiance porte sur le sens de l'évolution, non sur la probabilité d'une fin de partie.

des crises — qui avaient transformé la primauté américaine en ordre international plutôt qu'en simple prépondérance de puissance.

C'est dans cet écart, entre l'érosion des veto américains et la montée de la capacité chinoise à organiser le système, que se joue aujourd'hui la fin de partie.

Évaluation stratégique — La position en 2026

La Chine devient plus difficile à contraindre plus vite qu'elle n'acquiert la capacité d'organiser un ordre appelé à succéder à l'ordre actuel. Les États-Unis conservent des cartes puissantes, mais certaines se déprécient lorsqu'elles sont utilisées : les contrôles stimulent la substitution, les sanctions encouragent le contournement, et la pression exercée sur les alliés peut réduire la capacité du réseau lui-même à agir en coalition. La Chine fait face au problème inverse. Elle peut devenir toujours plus difficile à contraindre sans convaincre pour autant d'autres États de lui confier les fonctions propres au leadership.

La compétition immédiate ne porte donc pas sur la question de savoir qui est « numéro un ». Elle porte sur deux vitesses : les leviers américains peuvent-ils se renouveler plus vite que les vulnérabilités chinoises ne disparaissent ? Et la Chine peut-elle transformer sa liberté croissante à l'égard de la coercition en un ordre que d'autres États contribueront eux-mêmes à reproduire ?

7.2 Quand peut-on vraiment parler de fin de partie ?

Le terme se prête facilement aux abus. Un équilibre des puissances n'est pas une fin de partie simplement parce qu'il dure quelques années. La dissuasion militaire, l'interdépendance économique ou un compromis politique temporaire ne le sont pas davantage. Tant que les deux gouvernements pensent qu'une évolution plausible de la technologie, des alliances ou des postures militaires peut faire basculer la compétition à leur avantage, le jeu reste ouvert.

Une véritable fin de partie doit satisfaire un critère plus exigeant. La distribution sous-jacente de la puissance peut continuer à évoluer, mais les principaux acteurs doivent cesser d'avoir à la fois une raison impérieuse et une stratégie crédible pour renverser l'arrangement politique fondamental. C'est en ce sens que la fin de la guerre froide constitue une fin de partie, alors que la détente des années 1970 n'en était pas une.

Cette distinction devient cruciale lors d'une transition de puissance. Les travaux de Powell sur les problèmes d'engagement montrent pourquoi l'anticipation d'un déplacement futur du pouvoir de négociation peut fragiliser les accords : un État qui se sait plus fort demain a peu d'incitation à respecter aujourd'hui des concessions, tandis que celui qui s'attend à s'affaiblir peut être tenté d'agir avant que ses options ne se dégradent. [105] Il n'en découle pourtant pas que la guerre soit inévitable. Des travaux récents sur les grands compromis aboutissent, dans certaines configurations, à la conclusion inverse : des concessions peuvent stabiliser une transition si elles ralentissent, compensent ou neutralisent suffisamment le déplacement attendu du rapport de négociation. [112]

Dans le cas sino-américain, la difficulté tient à ce qu'une grande partie des transformations qui alimentent la transition ne sont pas négociables de cette manière. Pékin ne marchandera vraisemblablement ni son développement scientifique, ni sa montée en gamme industrielle, ni la capacité de sa force nucléaire à survivre à une première frappe, ni sa capacité à agir sans autorisation extérieure. Washington n'acceptera vraisemblablement pas non plus un accord dont la stabilité reposerait sur le maintien d'une vulnérabilité technologique chinoise. Tout arrangement durable doit donc survivre à la poursuite du déplacement du rapport de forces, et non tenter de le figer.

Trois questions en découlent. L'arrangement écarte-t-il les stratégies les plus attrayantes pour le renverser ? Les comportements qui le soutiennent se reproduisent-ils à mesure que

les capacités changent ? Et l'ordre qui en résulte continue-t-il d'assurer les fonctions dont les États dépendent ? La première question concerne la fermeture stratégique ; la deuxième, la reproduction politique ; la troisième, la viabilité systémique. Une fin de partie n'a pas besoin d'être éternelle. Elle doit en revanche faire apparaître le prochain grand coup comme moins avantageux que le maintien de la position existante.

Évaluation stratégique — Un équilibre stable n'est pas encore une fin de partie

La parité peut être instable. La dissuasion peut coexister avec une course aux armements. Un compromis peut ne tenir que jusqu'au jour où l'un des deux camps estime que demain lui offrira de meilleures conditions. Le test pertinent est donc dynamique : l'arrangement politique fondamental resterait-il acceptable pour Washington, Pékin et les États qui les entourent si le poids relatif de la Chine continuait d'augmenter, ou si les États-Unis ouvraient une nouvelle frontière technologique ?

La fin de partie commence lorsque l'adaptation n'offre plus de voie plausible vers une configuration fondamentalement plus avantageuse.

Évaluation stratégique — L'incoercibilité mutuelle est un état de transition, pas une quatrième fin de partie

Le cadre d'analyse fait apparaître une configuration intermédiaire essentielle :

$$I_{US} = 1, \quad I_{CN} = 1, \quad O_{US} \text{ et } O_{CN} \text{ restent disputées.}$$

Si aucune des deux puissances ne conserve de voie crédible pour contraindre l'autre à revenir sur ses choix vitaux, la compétition coercitive s'est refermée sans que la compétition systémique soit tranchée. La question stratégique passe alors de *qui peut encore contraindre qui ?* à *qui peut organiser les choix des autres ?* Dans la séquence développée ici, *I* est donc un seuil sur la voie de *O*, non un substitut. L'incoercibilité stratégique mutuelle peut précéder une reconstitution américaine, une percée systémique chinoise ou une répartition fonctionnelle durable de la puissance ; elle ne constitue pas une quatrième fin de partie.

7.3 Fin de partie I : la reconstitution américaine

Une reconstitution américaine ne restaurerait pas le moment unipolaire des années 1990. La Chine est trop grande, trop profondément imbriquée dans la production mondiale et trop capable militairement pour cela. L'objectif américain réaliste est plus étroit, mais aussi plus exigeant : préserver un système dans lequel la Chine puisse prospérer et gagner en puissance sans acquérir pour autant la faculté de trancher les grands différends en rendant toute résistance collective efficace impossible.

Un tel ordre reposerait d'abord sur la capacité à convertir durablement la puissance agrégée des alliés en action. Washington n'a pas besoin d'obtenir un accord uniforme sur la Chine. Il lui faut des coalitions fiables dans les fonctions qui comptent : renseignement, accès maritime, technologies avancées, production de défense, finance et sanctions. Une coalition qui possède l'essentiel des ressources pertinentes mais ne parvient pas à décider à temps est moins puissante que son bilan comptable ne le laisse croire.

La deuxième condition est le renouvellement technologique. Tout goulet d'étranglement statique a une demi-vie. Des contrôles à l'exportation portant sur une technologie existante

font gagner du temps ; ils ne garantissent pas que la dépendance perdure. La reconstitution ne fonctionne que si le système d'innovation américain et allié repousse régulièrement la frontière technologique plus vite que la Chine ne comble les écarts précédents. Universités, immigration, recherche fondamentale, accès au capital, fournisseurs spécialisés et industrie avancée font donc partie d'un même problème stratégique.

La troisième condition est la retenue dans l'usage du pouvoir que procurent les réseaux. La centralité américaine tire une partie de sa valeur du fait que les entreprises et les gouvernements choisissent de rester dans le réseau. Si l'accès à celui-ci apparaît de plus en plus comme une source d'exposition politique, les partenaires ont intérêt à se prémunir contre Washington, même lorsqu'ils partagent ses inquiétudes vis-à-vis de Pékin. La reconstitution suppose donc de choisir avec discernement : sécuriser les dépendances dont l'interruption serait dangereuse, mais préserver assez d'ouverture pour que l'appartenance au réseau continue d'apporter des bénéfices qu'aucune alternative n'offre.

Ces mécanismes peuvent se renforcer mutuellement. Des engagements crédibles rendent rationnels les investissements des alliés ; ces investissements élargissent la base industrielle et technologique de la coalition ; une base plus large augmente la probabilité de repousser la frontière technologique ; de nouveaux avantages réduisent la portée de la coercition chinoise et rendent les stratégies de diversification des alignements moins attractives.

Le risque est que Washington rompe lui-même cette boucle. Des États-Unis qui conserveraient des capacités immenses mais traiteraient leurs alliances comme des transactions de court terme, abuseraient de la coercition financière ou technologique, ou échoueraient à reconstruire leur base industrielle pourraient rester la puissance la plus forte tout en devenant moins capables d'organiser une action collective. La Chine n'aurait alors pas besoin de vaincre le système américain : il lui suffirait d'attendre que son taux de conversion de ressources en puissance effective diminue.

La distinction entre ressources et puissance utilisable n'a rien de théorique. Les alliances américaines ont survécu à de graves désaccords politiques, mais elles ne produisent pas automatiquement une politique commune envers la Chine. Leur valeur stratégique augmente lorsque la coopération est incorporée en amont dans les forces, les chaînes d'approvisionnement, la maintenance, le renseignement et la technologie, plutôt que laissée à construire une fois la crise commencée. L'actif pertinent n'est donc pas la liste des alliés. C'est la mécanique qui transforme des capacités nationales séparées en action avant que l'occasion d'agir ne soit passée.

Les signes d'une reconstitution américaine seraient ainsi autant comportementaux que matériels : réduction du délai de mobilisation des coalitions en période de crise ; investissements industriels alliés survivant aux alternances politiques ; création répétée de nouvelles dépendances à la frontière technologique ; réduction réussie des dépendances amont les plus dangereuses vis-à-vis de la Chine ; maintien, enfin, d'une préférence des États tiers pour les réseaux financiers, sécuritaires et technologiques centrés sur les États-Unis même lorsque Pékin propose des alternatives viables. Sans cela, le « leadership américain » décrirait un héritage, non un ordre capable de se reproduire.

7.4 Fin de partie II : la percée systémique chinoise

La percée chinoise commence à un autre seuil. Pékin n'a besoin d'égaler les États-Unis ni navire pour navire, ni alliance pour alliance, ni dollar pour renminbi. Il lui suffit de rendre les instruments qui contraignaient autrefois ses choix fondamentaux trop incertains, trop coûteux ou trop lents pour déterminer l'issue.

Ce seuil est celui de l'incoercibilité stratégique. Les contrôles technologiques cessent d'être décisifs lorsque les productions stratégiques peuvent se poursuivre grâce à des filières nationales ou à des solutions de remplacement. La pression maritime perd de sa force lorsque les réserves,

les routes de substitution, la production énergétique nationale et les capacités de déni rendent improbable un résultat politique rapide. Les sanctions financières s'affaiblissent lorsque la coalition nécessaire pour les appliquer devient trop coûteuse à réunir ou lorsque leurs effets peuvent être absorbés assez longtemps pour que l'unité politique se fissure. La supériorité militaire compte moins si intervenir près de la Chine implique des pertes que les gouvernements ne sont pas prêts à accepter.

Rien de cela ne répond pourtant encore à la question de la percée systémique. Un pays peut devenir extrêmement difficile à contraindre sans pour autant devenir l'organisateur d'un ordre international.

La diplomatie chinoise elle-même rend désormais cette distinction impossible à éluder. L'Initiative pour la gouvernance mondiale, présentée en 2025 aux côtés de l'Initiative pour le développement mondial, de l'Initiative pour la sécurité mondiale et de l'Initiative pour la civilisation mondiale, appelle explicitement à réformer un système international centré sur les Nations unies et désigne la finance, l'intelligence artificielle, le cyberspace, le climat, le commerce et l'espace parmi les domaines appelant de nouvelles formes de gouvernance. [113] Il ne s'agit pas d'un plan visant à abolir l'architecture institutionnelle issue de 1945. Selon ses propres termes, c'est une revendication visant à transformer son fonctionnement et le poids relatif des préférences qui s'y expriment.

Le langage officiel témoigne d'une ambition, pas d'une adhésion des autres. Le véritable test réside dans le comportement des gouvernements tiers. Le bilan de la coercition économique chinoise est particulièrement éclairant parce qu'il distingue la capacité d'infliger des dommages de celle d'organiser les comportements. Une étude du CSIS portant sur huit épisodes depuis 2010 — Japon, Norvège, Philippines, Mongolie, Corée du Sud, Australie, Canada et Lituanie — conclut que la coercition a souvent coûté cher aux entreprises visées sans permettre pour autant à Pékin d'obtenir son objectif politique immédiat. La Lituanie n'a pas annulé la décision qui avait déclenché les pressions chinoises ; l'Australie a résisté aux demandes accompagnant les restrictions sur ses exportations ; la batterie THAAD est restée déployée en Corée du Sud. [115, 116] Ces cas ne prouvent pas que la coercition échoue toujours : il est difficile d'observer les politiques auxquelles un État renonce par dissuasion, et les pertes sectorielles concentrées peuvent être sévères. Ils montrent en revanche pourquoi dépendance ne signifie pas soumission.

L'insistance chinoise sur l'égalité souveraine entre également en tension avec des différends dans lesquels des États plus petits estiment que le poids économique ou militaire de la Chine sert précisément à réduire leur marge de choix. L'arbitrage de 2016 sur la mer de Chine méridionale a mis en lumière une tension comparable entre l'invocation par Pékin du droit international et son rejet d'une décision arbitrale qui lui était défavorable. On ne peut déduire l'existence d'un ordre chinois de la seule doctrine chinoise.

La percée systémique exige donc une seconde conversion après l'incoercibilité : la centralité doit devenir capacité d'organisation. Les États tiers commenceraient à s'appuyer sur des institutions chinoises non seulement parce qu'ils ne peuvent les éviter, mais parce qu'elles résolvent effectivement des problèmes — financer le commerce, fournir de la liquidité ou de la sécurité, régler des différends, fixer des normes, gérer des crises — à un coût et avec une prévisibilité qui rendent leur utilisation durablement rationnelle. Ils ajusteraient des politiques importantes en fonction des préférences chinoises anticipées, y compris en l'absence de menace explicite. Il faut donc distinguer la dépendance de la déférence, puis la déférence d'une organisation durable.

C'est le seuil le plus difficile à franchir pour Pékin. C'est aussi celui que les mesures classiques de puissance nationale risquent le plus de manquer. La Chine peut franchir le seuil de l'incoercibilité des années avant celui du leadership systémique. Si elle ne franchit jamais le second, le résultat ne sera pas pour autant une restauration de la primauté américaine. Ce sera un autre type d'ordre.

7.5 Fin de partie III : un ordre réparti par fonctions

L'alternative la plus plausible à une succession hégémonique n'est pas nécessairement le chaos. Elle peut être un ordre sans centre organisateur unique.

Les éléments d'un tel système sont déjà visibles. La finance en dollars peut demeurer massivement américaine tandis que les réseaux manufacturiers restent profondément chinois. La sécurité asiatique peut continuer de dépendre des alliances américaines alors même que nombre de ces alliés entretiennent des liens commerciaux étroits avec la Chine. L'Europe peut exercer une puissance réglementaire sans rapport avec son poids militaire. L'Inde peut coopérer avec Washington dans l'Indo-Pacifique tout en protégeant son autonomie stratégique dans le commerce, la technologie ou ses relations avec la Russie. Les États du Golfe peuvent conjuguer garanties de sécurité américaines et infrastructures, technologies ou capitaux chinois. Rien n'oblige les différentes fonctions du système à converger vers un même pôle.

Cette possibilité modifie le rôle des puissances dites pivots. Elles ne sont pas seulement des voix que Washington ou Pékin chercheraient à gagner. Leur stratégie propre peut consister à rendre leurs dépendances moins susceptibles d'être transformées en instruments de coercition. Le débat sur l'IA souveraine en donne un bon exemple. L'écosystème technologique émergent de l'Inde reste dépendant des GPU américains, mais New Delhi associe capacité de calcul importée, modèles nationaux, règles locales sur les données et infrastructures soutenues par l'État. Un projet Inde-Émirats arabes unis lancé en 2026 rend la structure particulièrement claire : capitaux émiratis, matériels et expertise américains, hébergement et gouvernance indiens se combinent dans un système de portée nationale. Carnegie décrit cette stratégie comme une « interdépendance maîtrisée » : non pas l'autarcie technologique, mais une répartition délibérée des dépendances qui augmente l'autonomie sans exiger de reconstruire toute la chaîne. [114] La logique dépasse largement l'IA. L'autonomie stratégique consiste souvent à redessiner les dépendances, non à les abolir.

On peut parler ici d'incoercibilité partielle. Elle ne crée pas une troisième superpuissance. Elle peut néanmoins empêcher l'une ou l'autre des deux superpuissances de transformer sa domination sur une couche du système en contrôle de l'ensemble. Une multipolarité selon les fonctions peut ainsi précéder une multipolarité d'ensemble.

Cette issue peut prendre deux formes très différentes. Dans sa version instable, la capacité américaine à organiser le système s'érode plus vite que les institutions alternatives ne mûrissent. Les normes se fragmentent, la réponse aux crises devient improvisée, sanctions et contre-sanctions se multiplient, et les gouvernements cherchent simultanément à s'assurer contre plusieurs puissances. C'est un véritable interrègne systémique.

Dans sa version plus durable, la fragmentation acquiert une structure. Les États apprennent quelles institutions gouvernent quelles fonctions ; les réseaux qui se chevauchent deviennent prévisibles ; aucun acteur ne peut commander l'ensemble, mais plusieurs peuvent en organiser des parties. Le système est moins hiérarchique que l'ordre de l'après-guerre froide sans être pour autant vide d'institutions. Un même gouvernement peut accepter le leadership sécuritaire américain, la centralité industrielle chinoise, la réglementation européenne et une institution financière multilatérale sans considérer ces choix comme contradictoires.

La distinction est importante car le vieux langage de la succession hégémonique permet d'imaginer facilement la première forme et rend presque invisible la seconde. Un ordre réparti par fonctions resterait concurrentiel et souvent coercitif. Il constituerait néanmoins une fin de partie si les grandes puissances finissaient par juger le coût d'un bouleversement de cette répartition des fonctions supérieur aux gains espérés, et si les États tiers acquéraient assez d'autonomie pour empêcher le système de retomber dans deux blocs exclusifs.

À ce stade, cette configuration est plus proche du scénario central que ne le sont une reconstitution américaine nette ou une percée systémique chinoise. L'exclusivité américaine s'érode plus vite que Pékin ne reproduit les fonctions financières, sécuritaires et institution-

nelles du leadership américain. Il ne faut toutefois pas confondre l'inter règne avec la destination. L'inter règne décrit ce que devient une répartition des fonctions avant que ses règles ne soient suffisamment lisibles et stables.

7.6 La rivalité peut-elle atteindre un équilibre supportable ?

Les trois fins de partie décrivent des structures. Aucune ne garantit la paix. La question plus difficile est de savoir si Washington et Pékin peuvent accepter des règles qui restent supportables alors même que le rapport de forces sous-jacent continue d'évoluer.

Un compromis fondé sur le gel de la compétition paraît peu plausible. La Chine ne cessera pas de chercher à réduire sa dépendance technologique ou à améliorer sa position militaire. Les États-Unis ne cesseront pas d'innover, de renforcer leurs alliances ou de protéger les capacités qu'ils jugent militairement décisives. Un simple partage en sphères d'influence n'est pas davantage une solution évidente : les pays que l'on affecterait à ces sphères ont leurs propres intérêts et beaucoup ont précisément passé des décennies à multiplier les relations pour éviter d'avoir à choisir.

Un équilibre fondé sur les comportements paraît plus plausible qu'un partage territorial. La guerre froide offre ici un point de comparaison utile. L'accord américano-soviétique de 1972 sur la prévention des incidents en mer n'a ni limité la taille des flottes ni mis fin à la compétition navale. Il a interdit certains comportements dangereux, créé des canaux de notification et imposé des consultations régulières. Les historiques officiels de la marine américaine lui attribuent une nette diminution des incidents graves, et l'accord a survécu à la guerre israélo-arabe de 1973, à l'invasion soviétique de l'Afghanistan, à la destruction du vol KAL 007 et au regain de confrontation des premières années Reagan. [117, 118] Son intérêt tenait précisément à ce qu'il demeurait utile lorsque la relation politique se dégradait.

La comparaison avec la Chine est moins rassurante. Washington et Pékin ont conclu en 1998 le *Military Maritime Consultative Agreement* (MMCA) afin de discuter de sécurité opérationnelle. Mais les discussions au niveau de travail ont cessé après 2021, dans le contexte de la rupture des contacts militaires qui a suivi la visite de Nancy Pelosi à Taïwan en 2022, et n'ont repris qu'en avril 2024 après l'accord Biden–Xi sur le rétablissement des communications militaires. [119, 120] Le mécanisme existe ; mais il n'est pas protégé des tensions qui affectent le reste de la relation. Cela suggère un critère exigeant pour toute mesure de retenue future : elle ne devient véritablement stabilisatrice que lorsque les deux camps lui accordent le plus de valeur au moment même où leurs relations se détériorent ailleurs.

La réduction du risque nucléaire est le candidat le plus évident. Les communications de crise, les règles entourant les rencontres militaires, la protection, dans l'espace, des fonctions d'alerte stratégique, ainsi que certaines notifications relatives à des incidents graves impliquant l'IA ou le cyber pourraient relever de la même logique. Il ne s'agirait pas de confiance. Il s'agirait de réduire le nombre de situations dans lesquelles une action dans un domaine peut être interprétée comme la préparation d'une attaque beaucoup plus vaste.

Taïwan demeure l'exception la plus difficile parce que le désaccord n'est pas seulement procédural. Pékin considère l'unification comme un objectif politique central ; Washington a construit sa position régionale autour du refus d'une résolution coercitive tout en préservant l'ambiguïté stratégique. Aucune mesure technique de confiance ne dissout ce conflit. Un équilibre durable devrait convaincre Pékin que l'attente ne compromet pas définitivement ses intérêts, et Washington que l'attente ne sert pas seulement à améliorer la capacité de Pékin à les imposer. C'est un problème d'engagement dans sa forme la plus concrète.

Le critère de réussite doit donc être modeste mais rigoureux : des règles qui survivent aux mauvaises relations. Une ligne directe que l'on n'utilise que lorsque la relation est bonne ne stabilise rien. Un dialogue sur les armements que l'on peut suspendre en représailles à un différend sans rapport avec lui n'est pas isolé de la rivalité qu'il est censé gérer. Un équilibre

supportable n'existe que lorsque les deux gouvernements jugent plus utile de préserver une règle limitée mais stabilisatrice que d'en suspendre l'application pour obtenir un avantage ailleurs.

7.7 La guerre systémique : une transition, pas une fin de partie

La guerre doit figurer dans l'analyse parce qu'elle peut détruire un ordre sans déterminer celui qui lui succédera. Elle ne doit pas être traitée comme une quatrième fin de partie.

L'histoire chinoise n'offre aucune formule simple sur la manière dont une telle guerre s'achèverait. En comparant la fin des guerres chinoises en Corée, contre l'Inde en 1962 et contre le Vietnam en 1979, Oriana Skylar Mastro identifie des tendances récurrentes plutôt qu'une doctrine de désescalade facile : Pékin se montrait plus disposé à négocier avec les adversaires qu'il considérait comme plus faibles, utilisait l'escalade pour améliorer les termes de la fin du conflit et voyait souvent les puissances extérieures comme des sources de pression plutôt que comme des médiateurs autonomes. [127] Ces cas sont trop différents d'une guerre sino-américaine contemporaine pour valoir prédiction. Ils suffisent néanmoins à mettre en garde contre l'idée qu'une impasse militaire créerait d'elle-même une porte de sortie mutuellement acceptable.

Le mécanisme qui rend la guerre plausible est celui de la double fenêtre qui se referme, développé plus haut. Washington peut finir par croire qu'une option militaire, technologique ou financière dont il pourrait avoir besoin demain est en train de perdre son efficacité. Pékin peut simultanément conclure que cette perception donne à Washington une incitation à utiliser l'option avant qu'elle ne disparaisse. La première crainte crée l'urgence ; la seconde transforme l'urgence de l'autre en indice d'intention hostile.

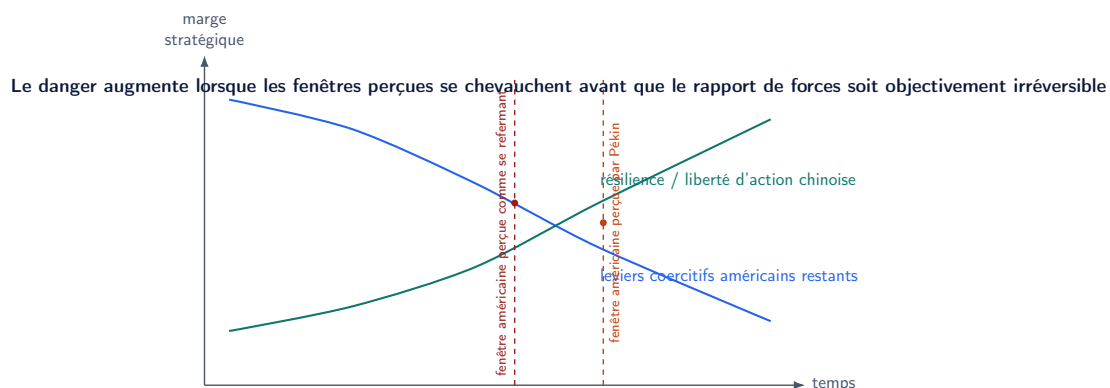


Figure 13: La double fenêtre qui se referme. Le risque de guerre augmente lorsque Washington estime que ses derniers leviers perdent leur efficacité tandis que Pékin croit que cette perception incite les États-Unis à agir préventivement. L'emplacement des fenêtres est illustratif, non prévisionnel.

Une crise autour de Taïwan peut emprunter plusieurs chemins — coercition en zone grise, quarantaine, blocus ou attaque directe — et chacun crée des choix différents pour Washington et ses alliés. Les jeux de guerre détaillés sont utiles pour faire apparaître ces embranchements, non pour leur attribuer des probabilités. Ils sont présentés en annexe.

Le problème traité ici commence après les premiers tirs. Les jeux récents consacrés à Taïwan renforcent la distinction entre mettre en échec l'opération initiale et parvenir à terminer la guerre. Un exercice du CNAS conclut que la planification doit dépasser le scénario d'une invasion rapide pour envisager explicitement un conflit prolongé et les conditions d'une « fin de guerre favorable ». [128] Le CSIS a conduit vingt-six jeux de blocus en 2025 ; certains ont dégénéré en guerre plus large, d'autres ont fait apparaître des voies de désescalade, et les auteurs concluent que les États-Unis et leurs partenaires doivent planifier explicitement la

manière de mettre fin à un blocus sans exiger de Taïwan des concessions substantielles. Une fois l'escalade cinétique engagée, les participants ont également constaté qu'un cessez-le-feu ne pouvait pas simplement restaurer la position stratégique antérieure. [129]

Des frappes conventionnelles contre les systèmes de commandement, cyber ou spatiaux peuvent affecter l'alerte et le contrôle nucléaires ; une guerre plus longue peut épuiser les stocks de munitions et créer une pression pour élargir les cibles ; les dirigeants peuvent découvrir qu'une opération militaire qu'ils pensaient limitée a modifié la survivabilité perçue des forces stratégiques. L'arsenal chinois, plus vaste et mieux protégé contre une première frappe, réduit la plausibilité d'une frappe désarmante tout en rendant plus complexe la gestion nucléaire au cours même d'une guerre.

Même une fin de guerre réussie ne répondrait pas à la question de la fin de partie. Un cessez-le-feu arrête les combats. Un accord fixe des termes. Une fin de partie exige que ces termes résistent aux incitations créées par le nouveau rapport de forces. Si les deux camps sortent du conflit convaincus qu'un réarmement leur permettra d'obtenir un meilleur résultat au prochain tour, la guerre aura changé le goban sans fermer le jeu.

7.8 Peut-on briser le face-à-face sino-américain ?

L'expression « rivalité sino-américaine » peut masquer une troisième source de transformation : tous les autres acteurs. Un pays n'a pas besoin d'approcher la puissance globale des États-Unis ou de la Chine pour empêcher l'installation d'un ordre bipolaire. Il lui suffit de détenir, dans une fonction particulière, assez de levier pour qu'aucun des deux camps ne puisse tenir son alignement pour acquis.

L'Inde en est le cas le plus évident à grande échelle, mais la logique est plus générale. L'Europe pèse de manière disproportionnée par la réglementation, la taille de son marché, la technologie et la légitimité qu'elle peut conférer aux sanctions. Les États du Golfe combinent énergie, capital et logistique avec une marge de manœuvre croissante entre partenaires de sécurité et partenaires commerciaux. Les membres de l'ASEAN peuvent influencer sur l'accès, la légitimité maritime et le coût politique de la coercition régionale. Aucun n'est une troisième superpuissance. Ensemble, ils rendent conditionnelle la transformation des actifs américains ou chinois en puissance systémique.

C'est pourquoi la recherche d'un « troisième pôle » est peut-être mal posée. Le système émergent peut comporter plusieurs pôles selon les fonctions. La question décisive est de savoir si ces acteurs peuvent conserver assez de liberté de choix pour empêcher qu'une centralité fonctionnelle se transforme en obéissance politique. S'ils y parviennent, la fin de partie sera façonnée autant par leur refus de choisir que par l'accumulation de capacités à Washington et à Pékin.

7.9 Le test de viabilité planétaire

Il reste un dernier test que la littérature classique sur les transitions de puissance pose rarement. Un arrangement géopolitique peut être stable pour les principales puissances et néanmoins inadapté au monde qu'il gouverne.

La raison est historique. Les transitions de puissance précédentes déterminaient qui dominerait des routes commerciales, des territoires, des institutions et les règles d'un monde de plus en plus connecté. La transition actuelle intervient après que l'activité humaine elle-même a acquis des conséquences planétaires. Les arsenaux nucléaires peuvent détruire des sociétés en quelques heures. Les pandémies franchissent les frontières plus vite que la diplomatie. L'IA et les biotechnologies peuvent créer des risques dont l'origine et les effets ne restent pas circonscrits à la juridiction qui les a produits. Le climat et les systèmes écologiques réagissent au comportement agrégé de l'humanité, non aux préférences stratégiques d'un hégémon.

Cela ne signifie pas que Washington et Pékin doivent coopérer sur tout, ni même sur la plupart des sujets. Une grande partie de la transition énergétique peut progresser par la compétition. Le commerce peut rester conflictuel. La rivalité technologique peut accélérer certaines innovations. La question pertinente est plus étroite : quelles fonctions deviennent dangereuses lorsque la rivalité politique les interrompt ?

Il faut distinguer quatre situations. Certains problèmes n'exigent que des actions parallèles : chaque État peut réduire ses émissions ou améliorer la surveillance sanitaire sans se mettre d'accord sur une stratégie commune. D'autres nécessitent de l'interopérabilité, par exemple pour certaines normes techniques ou certains échanges de données. Un troisième ensemble repose sur des biens communs informationnels : alerte épidémique, connaissance de la situation spatiale, notification de certains incidents technologiques à conséquences majeures. Les cas les plus difficiles exigent de la retenue mutuelle, avant tout dans le domaine nucléaire et potentiellement pour des systèmes biologiques ou autonomes dans lesquels des mesures de sécurité unilatérales ne peuvent éliminer le risque issu de leur interaction.

L'expérience récente montre pourquoi cette distinction est importante. Les canaux climatiques sino-américains ont été suspendus lors de crises politiques puis reconstruits ; le dialogue sur la maîtrise des armements s'est lui aussi révélé vulnérable aux différends survenus ailleurs dans la relation. Le problème n'est pas l'absence d'intérêts communs. C'est la facilité avec laquelle la coopération dans un domaine peut devenir l'otage d'un conflit dans un autre. Lorsque l'interruption est elle-même dangereuse, un ordre viable a besoin de mécanismes plus difficiles à interrompre.

Il ne s'agit ni de plaider pour un gouvernement mondial ni de prétendre que les tensions planétaires pacifieront la politique des grandes puissances : rareté, politique industrielle et transition énergétique peuvent ouvrir de nouveaux terrains de rivalité. Le critère est plus simple. Une fin de partie qui dissuaderait durablement une guerre entre les États-Unis et la Chine mais interromprait régulièrement la réduction du risque nucléaire, l'alerte pandémique, la coordination spatiale critique ou d'autres canaux d'information indispensables serait stratégiquement stable et systématiquement défailante.

Évaluation stratégique — La stabilité stratégique ne garantit pas la viabilité planétaire

La qualité du prochain ordre ne peut être jugée seulement à l'aune de la capacité de Washington et de Pékin à éviter la guerre ou à accepter un équilibre des puissances. Certaines fonctions sont devenues trop importantes pour dépendre entièrement de l'état de leur relation bilatérale.

La meilleure fin de partie n'est donc pas celle où l'un des camps gagne la plus grande part du gobelet. C'est celle où la rivalité peut se poursuivre sans neutraliser les quelques formes de coordination et de retenue qu'aucun des deux ne peut garantir seul sans danger.

7.10 Évaluation comparative

Les trois issues structurelles peuvent désormais être comparées selon des critères plus exigeants que la seule puissance relative.

Au vu des éléments disponibles, le troisième scénario constitue le point de départ le plus solide, avec une réserve importante : ce qui existe aujourd'hui ressemble davantage à un interrègne qu'à un ordre réparti par fonctions stabilisé. Les institutions américaines continuent d'organiser une grande partie de la finance mondiale, de la sécurité et des technologies avancées. Mais la centralité industrielle et technologique chinoise est devenue trop importante pour qu'un système exclusivement américain puisse être restauré à faible coût. La plupart des États tiers

Tableau 6: Tests dynamiques des trois fins de partie

Fin de partie	Condition d'entrée	Ce qui la reproduit	Principale pression révisionniste	Mode d'échec	Ce qui affaiblirait l'hypothèse
Reconstitution américaine	Les États-Unis renouvellent leurs avantages technologiques de pointe et ceux qu'ils tirent des réseaux plus vite que la Chine ne les neutralise	Agrégation des capacités alliées, renouvellement technologique, réduction sélective des dépendances à risque, légitimité du réseau	Volonté chinoise d'éliminer les derniers veto et le déni régional	La coercition américaine dégrade la valeur de la coalition ; le renouvellement industriel s'essouffle	Diversification persistante des alignements chez les alliés ; substitution chinoise sur l'ensemble de la chaîne ; baisse de la fiabilité de l'accès et des coalitions américaines
Percée systémique chinoise	La coercition maximale n'offre plus de voie crédible pour renverser les choix chinois fondamentaux ; les institutions chinoises commencent à organiser le comportement des États tiers	Incoercibilité plus capacite chinoise recon nue à fournir règles, liquidité, sécurité ou normes	Renouvellement américain ; rééquilibrage des États tiers ; réaction contre la coercition chinoise	La Chine devient incoercible mais pas un organisateur accepté	Exposition financière persistante ; faible déférence des États tiers ; réduction réussie des dépendances ; faible conversion en biens publics
Ordre réparti par fonctions	Aucun camp ne peut monopoliser l'organisation ; les acteurs tiers conservent leur autonomie selon les fonctions	Réseaux qui se chevauchent de manière prévisible ; incoercibilité partielle ; alignements selon les enjeux	Tentatives de l'une ou l'autre superpuissance d'imposer une discipline de bloc	La fragmentation reste génératrice de crises et n'acquiesce jamais de règles stables	Retour net de l'exclusivité américaine ou migration générale de la sécurité, de la finance et de la production des règles vers la Chine

Il s'agit de tests structurels, non d'estimations probabilistes. Chaque fin de partie doit être jugée à partir du mécanisme qui la reproduit et d'éléments susceptibles de réfuter ce mécanisme.

répondent en dissociant les sujets plutôt qu'en choisissant un camp.

La reconstitution américaine reste possible si les États-Unis transforment leurs avantages hérités en un processus continu de renouvellement : nouvelles avancées à la frontière technologique, réduction des délais de mobilisation des coalitions, déni militaire crédible, approfondissement de la base industrielle alliée et assez de retenue dans l'usage du pouvoir que procurent les réseaux pour que ceux-ci demeurent attractifs. Une percée chinoise devient plus plausible si Pékin démontre sa capacité à tenir sous une pression maximale, puis convertit cette autonomie en dépendance volontaire des États tiers à l'égard de règles, de liquidités, de garanties de sécurité ou de normes chinoises.

La distinction entre ces deux seuils — incoercibilité et organisation — constitue l'incertitude centrale. La Chine peut atteindre le premier bien avant le second. Elle peut même en franchir une part suffisante pour mettre fin, dans les faits, à la primauté américaine sans jamais construire l'équivalent chinois de l'ordre que cette primauté avait soutenu.

C'est pourquoi 2049 constitue une mauvaise horloge pour le processus décrit ici. Le « nouveau national » peut rester un horizon politique lointain alors que la compétition stratégique se décide bien plus tôt, par l'accumulation silencieuse d'options qui cessent de fonctionner. L'incoercibilité n'a pas de défilé de la victoire. Lorsqu'elle devient évidente, les décisions qui l'ont produite peuvent déjà être très difficiles à inverser.

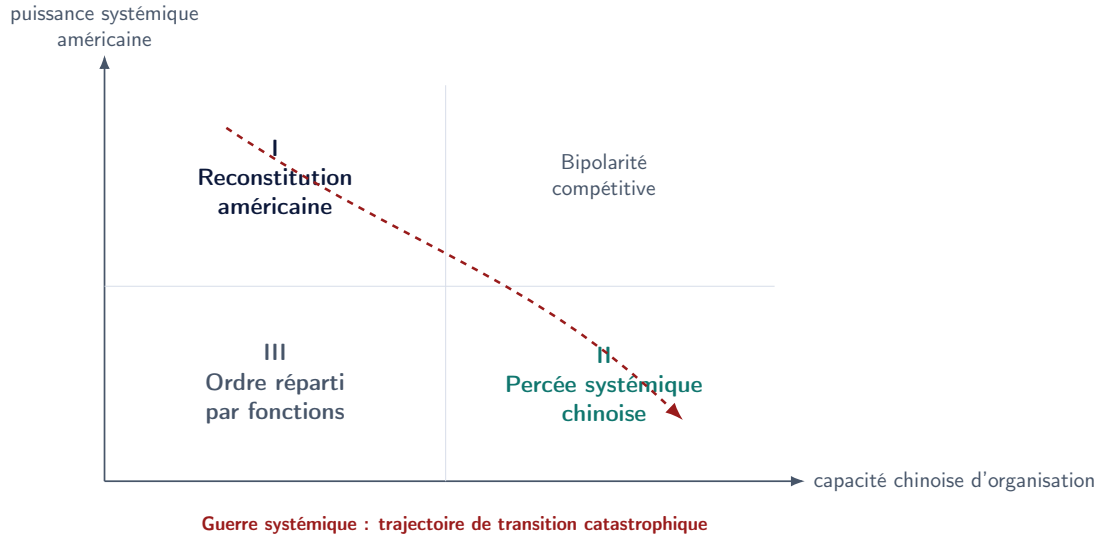


Figure 14: Trois fins de partie structurelles et la guerre comme trajectoire de transition. Le quadrant de l'ordre réparti par fonctions inclut un interrègne instable tant que les règles fonctionnelles ne se consolident pas.

8 Le dernier goban encore ouvert : le trumpisme et la course à l'incoercibilité

Les sections précédentes ont mis au jour la structure de la confrontation : la Chine cherche à supprimer les dépendances grâce auxquelles une coalition conduite par les États-Unis peut encore infléchir ses choix vitaux, tandis que Washington doit renouveler ces leviers plus vite que Pékin ne parvient à s'y soustraire. Le second mandat de Donald Trump permet désormais d'observer cette course dans les faits. Dix-huit mois de politique fournissent assez d'éléments pour poser une question plus exigeante que celle de savoir si Washington se montre « dur » envers la Chine : *Trump a-t-il amélioré la position à partir de laquelle les États-Unis peuvent à la fois demeurer stratégiquement incoercibles et empêcher la Chine de franchir le même seuil ?*

L'analogie avec le go est ici précise. Washington possède encore plusieurs pierres exceptionnellement fortes, mais leur valeur coercitive dépend de leurs connexions. Les contrôles néerlandais et japonais sur les équipements, la finance en dollars, les bases alliées, la géographie maritime, les réseaux de renseignement et l'accès aux grands marchés prennent toute leur valeur lorsqu'ils peuvent être mobilisés ensemble. Pékin n'a pas besoin de reproduire symétriquement chacun de ces atouts. Il peut accroître les libertés de sa propre position et attaquer les connexions qui transforment des actifs américains supérieurs en un dispositif coercitif effectivement utilisable. Le problème de Trump est donc double :

$$\boxed{\text{consolider } I_{US}} \quad + \quad \boxed{\text{conserver face à la Chine un dispositif capable d'imposer un recul}} .$$

Les deux objectifs se recoupent, mais ne se confondent pas.

8.1 La position héritée et le test de coercition

Trump n'a hérité ni d'une primauté américaine intacte, ni d'une Chine devenue incoercible. En janvier 2025, les États-Unis dominaient encore le réseau financier le plus profond, des segments décisifs de l'écosystème des semi-conducteurs de pointe, le réseau militaire à longue portée le plus puissant et un système d'alliances capable d'agréger marchés, technologies, bases

et renseignement à une échelle que la Chine ne pouvait reproduire. Mais Pékin travaillait déjà depuis plus d’une décennie à réduire les vulnérabilités qui rendaient ces avantages écrasants. L’échelle industrielle lui apportait de la redondance ; la modernisation militaire renchérisait le coût d’une intervention près de ses côtes ; l’expansion nucléaire compliquait la maîtrise de l’escalade ; la diversification énergétique allongeait son endurance ; et ses positions concentrées dans certains intrants industriels critiques lui donnaient des leviers au sein même des économies dont Washington aurait besoin.

Le test pertinent n’est donc pas une comparaison de bilans de puissance. Le seuil d’incoercibilité stratégique est franchi lorsqu’un adversaire peut encore infliger des coûts considérables, mais ne dispose plus d’une voie politiquement crédible pour contraindre l’autre à revenir sur un choix qu’il tient pour vital. Chaque instrument doit être évalué après la meilleure contre-mesure plausible de l’adversaire, selon trois dimensions :

$$\text{Levier} \times \text{Employabilité} \times \text{Persistance}$$

Le **levier** mesure l’ampleur des coûts qui peuvent encore être infligés. L’**employabilité** désigne la capacité politique et opérationnelle à activer l’instrument une fois prises en compte les représailles, les coûts pour les alliés et le risque d’escalade. La **persistance** indique si la pression peut être maintenue assez longtemps pour produire un effet politique avant que l’adaptation ne modifie la position. La distinction décisive est simple :

$$\text{Punir} \neq \text{contraindre au recul.}$$

Un État peut rester exposé à des dommages majeurs après être devenu stratégiquement incoercible.

Domaine	Levier américain/allié sur la Chine	Contre-position chinoise	Position héritée en 2025–2026
Technologies de pointe	Accélérateurs de pointe, EDA, lithographie, équipements avancés et segments du cloud et des logiciels	Accélérateurs nationaux, substitution des équipements, efficacité des modèles, contournements et filière nationale soutenue par l’État	Contrainte majeure ; certains veto subsistent mais se déprécient
Finance	Financement en dollars, correspondance bancaire, collatéral en Treasuries, infrastructures de marché et sanctions secondaires	Diversification des réserves, règlements en renminbi, CIPS, moindre exposition aux Treasuries et contre-sanctions	Meilleur candidat au rôle de veto américain durable
Marchés et réseaux industriels	Demande du G7, investissement, technologie et réseaux d’entreprises	Échelle du marché intérieur, commerce avec le Sud global, centralité manufacturière et exposition réciproque des entreprises occidentales	Contrainte majeure, mais pas un veto autonome
Énergie et géographie maritime	Exposition des hydrocarbures importés par mer et des routes commerciales à la puissance navale américaine et alliée	Approvisionnements russe et transasiatique, stocks, protection navale, renouvelables, nucléaire et électrification	Levier très élevé en guerre ; faible veto en temps de paix
Équilibre militaire régional	Géographie de la première chaîne d’îles, bases alliées, sous-marins, ISR et frappes à longue portée	Densité de missiles, A2/AD, bases continentales durcies, forces navales et aériennes accrues et posture nucléaire plus survivable	Contrainte majeure ; coût d’emploi croissant
Intrants industriels	Diversification des approvisionnements alliés et vaste base technologique hors de Chine	Terres rares, aimants, gallium, graphite, intrants de batteries, précurseurs pharmaceutiques et profondeur manufacturière	Puissants contre-veto chinois dans certains secteurs
Agrégation de la coalition	Capacités technologiques, commerciales, financières et militaires combinées des États-Unis, de l’Europe, du Japon, de la Corée et de l’Australie	Représailles sélectives, exposition au marché chinois, stratégie de division et pression sur le maillon le plus faible	Potentiellement décisive ; principale incertitude

Tableau 7: La position héritée. La variable décisive n’est pas le nombre d’actifs contrôlés par chaque camp, mais ceux qui restent effectivement utilisables après la riposte adverse.

L'asymétrie apparaît déjà. Washington dispose de davantage d'instruments susceptibles, en principe, d'infliger des coûts à l'échelle du système. Pékin possède moins de moyens directs de contraindre les États-Unis à revenir sur une décision, mais plusieurs de ses leviers sont placés de façon à réduire l'employabilité du dispositif américain. Le problème stratégique tient donc en une formule : **Washington doit faire fonctionner le signe « + » ; Pékin peut se contenter de l'affaiblir.**

8.2 La stratégie de Trump : coups, contre-coups et effets nets

Une composante cohérente du trumpisme est désormais visible. L'administration traite la coercibilité américaine elle-même comme une vulnérabilité stratégique. Les mesures sur les minerais critiques, le recours au Defense Production Act, la cartographie des chaînes d'approvisionnement, l'abondance énergétique, la production de défense, la reconstruction maritime et la sécurisation des infrastructures stratégiques dans l'hémisphère occidental visent toutes à réduire le nombre de points par lesquels un adversaire pourrait interrompre la mobilisation américaine. En ce sens, le trumpisme est bien davantage qu'une collection de droits de douane : il cherche à consolider le groupe américain avant une confrontation plus large.

La difficulté est que les politiques qui renforcent I_{US} ne préservent pas automatiquement la capacité américaine de coercition sur la Chine. Certaines font les deux. D'autres sécurisent l'arrière américain tout en fragilisant les connexions de la coalition, en accélérant la substitution chinoise ou en consommant les ressources financières et militaires dont dépendrait un dispositif maximal. Il faut donc juger le bilan en suivant la séquence : coup, contre-coup, position résultante.

Coup Trump	de	Effet recherché sur la position	Contre-coup / effet collatéral	Effet stratégique net
Minerais critiques et construction industrielle	cri-re-	Supprimer les contre-veto chinois sur la mobilisation et accroître l'endurance intérieure	Mines alternatives, traitement et qualification demandent des années ; Pékin peut activer des restrictions de licences en quelques semaines	$I_{US} \uparrow$ fortement ; employabilité coercitive mieux préservée, mais calendrier encore défavorable
IA et conducteurs	semi-	Renouveler un goulet technologique mobile en combinant déni sélectif et dépendance persistante envers le matériel, le cloud, les modèles, les logiciels et les normes américains	Progrès des puces, équipements et logiciels chinois et de l'efficacité des modèles ; un déni statique accélère la substitution	Effet positif mais non tranché ; meilleur candidat à un nouveau veto américain
Déni dans la première chaîne d'îles et partage du fardeau	la	Concentrer la puissance américaine sur le déni indo-pacifique tout en augmentant les capacités alliées	Ces capacités ne comptent que si bases, logistique, contrôles à l'exportation et consentement politique restent connectés en crise	Très positif si la connexion de la coalition tient
Panama, Venezuela et consolidation hémisphérique	et	Sécuriser l'arrière stratégique et réduire les points d'appui extra-hémisphériques près des infrastructures critiques	La Chine peut contester transactions et influence, mais dispose de peu de moyens pour inverser une action américaine près du territoire des États-Unis	$I_{US} \uparrow$ régionalement ; effet direct limité sur I_{CN}
Groenland et accès arctique	ac-	Interdire de futurs accès rivaux et renforcer les approches septentrionales	Le traitement coercitif du Danemark et du Groenland peut entamer la confiance alliée	Gain géographique ; effet ambigu sur la coalition
Iran et domination énergétique	domina-	Affaiblir un partenaire chinois, restreindre le pétrole à prix réduit et accroître la résilience énergétique américaine	Détournement de moyens militaires ; adaptation chinoise ; prix élevés renforçant les incitations à l'électrification	$I_{US} \uparrow$ sur l'énergie ; effet mitigé à négatif sur la prévention de I_{CN}
Droits de douane et coercition contre les alliés		Relocaliser, obtenir des concessions et accroître le partage du fardeau	Représailles et doutes sur la fiabilité américaine augmentent le délai d'agrégation de la coalition	Potentiellement négatif pour le dispositif maximal américain et allié
Expansion budgétaire et dette	Financer et	réarmement et reconstruction industrielle	Déficits persistants, refinancement et moindre exposition chinoise aux Treasuries peuvent réduire la liberté d'action financière future	Capacité accrue à court terme ; risque de long terme pour le principal avantage de réseau américain

Tableau 8: Principaux coups de Trump et position après les contre-coups. La question n'est pas de savoir si une politique est « dure envers la Chine », mais si elle améliore le dispositif effectivement utilisable après adaptation et représailles.

Trois conclusions se dégagent.

Premièrement, la stratégie d'incoercibilité américaine est cohérente. Diversification des minerais critiques, traitement domestique, abondance énergétique, chaînes d'approvisionnement de défense, équipements de réseau, capacité maritime et sécurité hémisphérique réduisent autant de vulnérabilités susceptibles de limiter la liberté d'action américaine. Le Venezuela fournit un étalonnage particulièrement concret. L'opération de janvier 2026 a écarté Nicolás Maduro après une pénétration massive de l'espace aérien vénézuélien par les forces américaines. La Chine a condamné l'opération, avait des intérêts économiques importants en jeu et en a contesté la légalité, sans pouvoir réunir un dispositif militaire, financier ou économique susceptible de contraindre Washington à revenir en arrière. La géographie, l'ampleur limitée des intérêts chinois et la légitimité contestée de Maduro interdisent d'en faire une conclusion universelle ; le cas fournit néanmoins un indice solide d'une forte I_{US} à l'échelle régionale.[146, 154, 155]

Deuxièmement, la stratégie de préservation des leviers sur la Chine est beaucoup moins établie. La politique technologique constitue la tentative la plus nette de renouveler les avantages plutôt que de les figer. La stratégie intégrée de « pile IA » traite matériel, cloud, modèles, logiciels, financement et normes comme un écosystème, et non comme un

goulet unique ; l'autorisation encadrée d'exporter des puces de classe H200 a notamment été justifiée par la volonté de renforcer cet écosystème.[144, 168] Cette stratégie est cohérente si la dépendance à l'écosystème américain crée de nouveaux veto plus vite que la localisation chinoise ne détruit les anciens. Le XVe plan quinquennal formule tout aussi explicitement la stratégie opposée, en privilégiant puces haut de gamme, logiciels industriels, matériaux avancés, robotique, IA et innovation nationale sur l'ensemble de la chaîne.[72] La compétition n'oppose donc pas « contrôles » et « absence de contrôles », mais *renouvellement de la frontière et substitution suffisamment performante*.

Troisièmement, le trumpisme se heurte à un problème de séquençage. La confrontation de 2025 sur les terres rares l'a montré directement. Les droits de douane et contrôles technologiques américains s'appuyaient sur une base économique beaucoup plus vaste, mais Pékin a riposté sur un point étroit de forte concentration. Les licences à l'exportation sur les terres rares et les aimants permanents ont perturbé assez vite l'industrie américaine et alliée pour modifier le rapport de négociation, alors que la diversification exigeait des années.[110, 111, 164] De même, le partage du fardeau peut augmenter les stocks alliés tout en réduisant, par la coercition économique, la volonté de les agréger à ceux de Washington ; la domination énergétique renforce la résilience américaine tout en accélérant, lorsque les prix montent, l'électrification chinoise ; l'expansion budgétaire finance le réarmement tout en risquant d'affaiblir l'infrastructure financière qui soutient le principal veto américain. La contradiction centrale est simple :

Certains coups qui renforcent I_{US} peuvent affaiblir le dispositif nécessaire pour empêcher I_{CN} .

8.3 Le test d'interaction : le dispositif américain peut-il encore imposer un recul ?

La question centrale est désormais plus étroite. Une fois intégrées les meilleures contre-mesures chinoises, les États-Unis et la coalition qu'ils peuvent effectivement réunir disposent-ils encore d'une combinaison de pressions suffisante pour contraindre Pékin à revenir sur un choix qu'il tient pour vital ? Aucun inventaire d'actifs pris isolément ne permet de répondre. La séquence pertinente est :

leviers US+alliés $\rightarrow$ contre-mesures chinoises $\rightarrow$ employabilité et persistance $\rightarrow C_{US+A}^{\text{effective}} \rightarrow$ recul ?

Les interactions entre domaines comptent davantage que la taille nominale d'un goulet d'étranglement pris isolément.

Levier américain	Contre-mesure noise	chi-	Ce qui détermine l'employabilité	Horloge stratégique
Technologies de pointe	Minerais critiques, représailles industrielles, substitution nationale		Capacité des membres de la coalition à absorber les représailles tandis que les nouveaux goullets américains avancent plus vite que la substitution chinoise suffisante	Renouvellement de la frontière / substitution
Finance et marchés	Exposition réciproque, contre-sanctions, détournement des échanges et pression sur les entreprises politiquement sensibles		Capacité d'une coalition à supporter des milliers de milliards de dollars de perturbations réciproques assez longtemps pour infléchir la décision de Pékin	Tolérance politique / adaptation
Énergie et géographie maritime	Stocks stratégiques, oléoducs, reroutage, protection navale et électrification		La pression maritime produit-elle un effet politique avant que stocks, substituts et escalade ne modifient la volonté de poursuivre ?	Délai avant effet politique
Déni militaire dans la première chaîne d'îles	Frappes de missiles, perturbations cyber et spatiales, pression sur les bases alliées et escalade nucléaire		Accès, munitions, ISR, logistique et consentement politique allié restent-ils connectés après les premières ripostes chinoises ?	Agrégation de la coalition sous le feu

Tableau 9: Les quatre interactions qui déterminent si les leviers américains nominaux restent coercitivement utilisables.

Ce tableau explique pourquoi un goulet chinois plus étroit peut neutraliser un levier américain plus puissant. Un embargo sur les semi-conducteurs peut imposer à la Chine des pertes agrégées supérieures à celles que des restrictions sur les minerais imposeraient au G7 ; mais si les restrictions sur les aimants ou le gallium perturbent les secteurs de défense et industriels des États indispensables à l'application de l'embargo, le petit goulet attaque la connexion politique qui soutient le grand. La bonne comparaison ne porte donc pas sur les pertes en dollars. Elle consiste à savoir si la riposte fait dépasser à la coalition son seuil de tolérance avant que le déni n'ait modifié le choix de Pékin.

Les terres rares illustrent directement ce mécanisme. Les restrictions chinoises de 2025–2026 ont provoqué des tensions d'approvisionnement en quelques semaines et accéléré les investissements américains, européens, japonais et australiens dans des capacités hors de Chine.[111, 164] Les contre-veto chinois peuvent donc être les plus puissants précisément avant d'être employés trop largement. L'avantage actuel de Pékin est un avantage de calendrier : certains contrôles à l'exportation mordent en quelques semaines, alors que les chaînes alternatives demandent souvent des années.

L'énergie obéit à une autre horloge. La Chine demeure physiquement exposée au pétrole transporté par mer, mais dépendance physique et coercibilité ne sont pas synonymes. Lors du choc d'Ormuz de 2026, l'électrification rapide a réduit l'intensité pétrolière des transports chinois et aidé le pays à absorber une baisse des importations plus importante que ne l'aurait laissé prévoir une lecture statique de sa dépendance maritime.[149, 169] Cela ne résout ni le dilemme de Malacca, ni les dépendances de la pétrochimie, de l'aviation ou du fret. Mais cela allonge le délai nécessaire pour qu'un choc pétrolier devienne politiquement décisif. La valeur stratégique d'une pression maritime peut donc diminuer sans que la carte des routes maritimes

ait changé.

L'agrégation de la coalition constitue la quatrième interaction, et la plus générale. Les États-Unis peuvent combiner des capacités qu'aucun État ne possède seul, mais ils n'en sont pas propriétaires. Les bases japonaises, la lithographie néerlandaise, les technologies coréennes, les marchés européens et les ressources australiennes n'entrent dans le dispositif américain qu'à la suite de décisions politiques. La stratégie de partage du fardeau de Trump peut accroître les capacités militaires alliées, tandis que la coercition économique contre ces mêmes alliés peut allonger le délai nécessaire à leur mobilisation commune. La nouvelle confrontation tarifaire avec le Canada ne concerne pas en elle-même la première chaîne d'îles, mais elle révèle le mécanisme : une alliance formelle peut subsister alors que diminuent la confiance dans la fiabilité américaine et la volonté d'assumer des coûts économiques synchronisés.[145]

Constat. La règle d'interaction. Un goulet d'étranglement ne compte qu'une fois intégrée la meilleure contre-mesure de l'adversaire dans l'évaluation de son employabilité. La course oppose donc **renouvellement et agrégation américains** à **substitution et désagrégation chinoises**.

Le test du dispositif maximal. Taïwan est le cas le plus exigeant et le plus utile, parce qu'il active presque tous les systèmes à la fois sans qu'il soit nécessaire de prédire qu'une guerre aura lieu. Une réponse maximale américaine et alliée pourrait combiner déni des technologies de pointe, sanctions financières contre les grandes institutions, restrictions de capitaux et de marchés, mesures sur le transport maritime et l'assurance, pression sur les approvisionnements énergétiques maritimes, déni militaire dans la première chaîne d'îles et isolement diplomatique. Sur le papier, l'ensemble reste écrasant. Dans les faits, il mettrait en péril des milliers de milliards de dollars de flux, exposerait l'industrie alliée aux représailles chinoises, placerait bases et logistique régionales sous menace et ouvrirait des voies d'escalade jusqu'aux forces nucléaires.[16, 35, 60]

La meilleure riposte chinoise ne serait pas symétrique. Elle viserait les connexions du dispositif : restrictions sur les intrants critiques ; représailles réglementaires et commerciales contre entreprises et États ; attaques cyber et spatiales contre les infrastructures militaires et économiques ; pression sur les bases et territoires alliés ; contournement financier et commercial ; substitution d'urgence ; efforts politiques pour séparer les États prêts à condamner Pékin de ceux prêts à supporter le coût de la coercition.

Test	Dispositif US+alliés contre la Chine	Dispositif chinois contre US+alliés
Peut-il infliger des coûts extrêmes ?	Oui, avec un degré élevé de confiance. Finance, technologie, marchés et pression militaire restent redoutables lorsqu'ils sont combinés.	Oui dans certains secteurs et opérations régionales ; pas de dispositif comparable à l'échelle de l'économie américaine.
Peut-il être activé rapidement ?	En partie. Plusieurs instruments américains peuvent être déclenchés vite ; les décisions de finance, de commerce et de bases à l'échelle de la coalition exigent une agrégation politique.	Oui pour les licences, la réglementation et la pression militaire locale ; des mesures plus larges infligeraient des coûts importants à la Chine elle-même.
Peut-il durer ?	Incertain. Les pertes réciproques, l'adaptation chinoise et la politique de coalition en limitent la durée.	Incertain. Les goulets concentrés mordent vite, mais accélèrent la substitution et sacrifient des intérêts commerciaux chinois.
Peut-il imposer un recul sur un choix vital en 2026–2027 ?	Plausible, probablement oui avant une guerre de grande ampleur, mais non assuré une fois un conflit majeur engagé.	Probablement pas contre les États-Unis eux-mêmes. Plus plausible pour dégrader la participation des alliés.

Tableau 10: Le test d'interaction du dispositif maximal. La distinction essentielle oppose la capacité d'infliger des coûts catastrophiques à celle d'imposer un recul.

Le diagnostic au présent est donc asymétrique. **La Chine s'approche de I_{CN} , mais ne l'a pas encore clairement franchi.** Le dispositif résiduel américain et allié reste trop large, et l'exposition chinoise à la finance, aux technologies de pointe, aux marchés et à la géographie maritime trop importante, pour conclure que toute voie vers un recul a déjà disparu. Mais cette voie est désormais composite, politiquement coûteuse et moins certaine que la capacité d'infliger des dommages. **Les États-Unis, en revanche, sont déjà stratégiquement incoercibles face à la Chine lorsqu'il s'agit de choix nationaux vitaux.** Pékin peut imposer de lourds coûts industriels, commerciaux et militaires régionaux, mais aucun dispositif chinois actuel n'offre une voie crédible pour contraindre Washington à revenir sur un choix américain vital.

8.4 La course à l'incoercibilité : 2027, 2030 et 2035

Le test d'interaction permet de répondre à la question centrale du calendrier. Ces dates sont des points de contrôle du seuil, non des prévisions de crise ou de guerre. Elles demandent si, compte tenu des trajectoires actuelles de substitution technologique, de neutralisation des contre-goulets, de déni militaire et d'agrégation des coalitions, un dispositif maximal américain et allié conserverait une voie crédible vers un recul chinois.

Test décisif	2027	2030	2035
US+alliés peuvent-ils infliger des coûts extrêmes à la Chine ?	OUI	OUI	OUI
US+alliés peuvent-ils imposer un recul sur un choix vital chinois ?	PROBABLEMENT OUI	INCERTAIN	PROBABLEMENT NON
La Chine peut-elle imposer un recul sur un choix vital américain ?	NON	PROBABLEMENT NON	PROBABLEMENT NON
La Chine peut-elle dégrader ou fragmenter substantiellement le dispositif américain ?	EN PARTIE	DE FAÇON PLAUSIBLE	PROBABLEMENT
I_{US}	OUI	OUI	OUI
I_{CN}	NON	SEUIL	PROBABLEMENT OUI
Position sur le goban	Avantage américain asymétrique	Fenêtre qui se referme	Incoercibilité stratégique mutuelle

Tableau 11: Évaluation bilatérale de la coercition. Le résultat central est que la capacité de punir la Chine survit à la capacité de lui imposer un recul.

Évaluation stratégique — L'ÉVALUATION

2027 : LA CHINE RESTE COERCIBLE. Un dispositif maximal américain et allié combine encore finance, technologies de pointe, marchés, vulnérabilité maritime et déni militaire régional de manière à offrir une voie plausible vers un recul. Cette voie est coûteuse et contingente, mais elle existe encore. I_{US} est déjà acquise ; I_{CN} ne l'est pas.

2030 : L'ÉQUILIBRE COERCITIF ATTEINT LE SEUIL. Les instruments américains restent individuellement redoutables, mais la question décisive devient celle de leur connexion après la substitution chinoise, les contre-goulets, le déni régional et la pression exercée sur les alliés des États-Unis. La capacité d'imposer un recul devient réellement incertaine.

2035 : LA CHINE EST PROBABLEMENT DEVENUE STRATÉGIQUEMENT INCOERCIBLE. Si les trajectoires actuelles se prolongent, les États-Unis et leurs alliés devraient encore pouvoir infliger des dommages extraordinaires, mais probablement plus disposer d'un dispositif politiquement crédible capable de contraindre Pékin à revenir sur un choix vital. La Chine ne disposerait toujours pas d'une capacité équivalente face aux États-Unis. La trajectoire centrale conduit donc à **l'incoercibilité stratégique mutuelle, et non à la primauté chinoise.**

Pourquoi le diagnostic change-t-il entre 2027 et 2035 ? Non parce que les États-Unis deviendraient faibles. Trois processus plus précis peuvent franchir ensemble le seuil. Premièrement, certains veto technologiques peuvent passer du déni au simple retard à mesure que les solutions chinoises deviennent suffisantes, sans être nécessairement supérieures. Deuxièmement, les contre-goulets industriels chinois peuvent rester utilisables assez longtemps pour renchérir, aux États-Unis et chez leurs alliés, le coût d'activation de la pression occidentale, même si la diversification les érode progressivement. Troisièmement, le déni militaire et le

risque d'escalade peuvent rendre l'accès régional plus conditionnel au moment même où la coercition économique exige une agrégation politique alliée plus rapide. Ce qui diminue est donc la probabilité de pouvoir soutenir simultanément toutes les composantes du dispositif, non la puissance américaine elle-même.

Le diagnostic pour 2035 est conditionnel et falsifiable. Il devra être révisé si trois évolutions deviennent observables plutôt qu'aspirationnelles : **de nouveaux veto technologiques américains et alliés apparaissent plus vite que la Chine ne construit des substituts suffisants ; la diversification des minerais critiques, des produits pharmaceutiques et des chaînes industrielles élimine assez de contre-goulets chinois pour restaurer l'employabilité d'une coercition large ; et le délai d'agrégation de la coalition diminue grâce à des contrôles, des accès aux bases, une logistique, des financements et une mobilisation industrielle pré-négociés.** À l'inverse, une substitution technologique, une modernisation militaire ou une capacité chinoise de division des coalitions plus rapides avanceraient le franchissement du seuil.

8.5 Trump change-t-il la trajectoire ?

Le trumpisme doit désormais être jugé à l'aune de la trajectoire, et non de ses annonces. Sur le premier volet de la double tâche, les éléments sont solides : l'administration consolide matériellement I_{US} en réduisant les vulnérabilités minérales, industrielles, énergétiques, maritimes et géographiques. Sur le second, elle s'attaque également à des problèmes réels : la stratégie de « pile IA » cherche à créer de nouveaux goulets technologiques ; la diversification minérale vise les contre-veto chinois ; le déni dans la première chaîne d'îles cherche à empêcher une fermeture militaire ; et le partage du fardeau peut accroître les capacités physiques de la coalition.

Mais retarder n'est pas empêcher. Pour modifier le diagnostic de 2035, ces efforts doivent réussir simultanément dans les trois domaines identifiés plus haut : le renouvellement de la frontière doit devancer une substitution chinoise suffisante ; la diversification doit supprimer assez vite les contre-goulets pour restaurer l'employabilité d'un dispositif large ; et les capacités alliées doivent rester politiquement connectables sous les représailles chinoises. Les faits disponibles ne démontrent pas encore cette combinaison. Certaines politiques de Trump la rendent même plus difficile : la coercition contre les alliés peut allonger le délai d'agrégation ; les chocs énergétiques peuvent accélérer la réduction de la vulnérabilité pétrolière chinoise ; et la dégradation budgétaire peut, à terme, affaiblir l'infrastructure financière dont dépend le principal veto américain restant.

Évaluation stratégique — LE VERDICT SUR TRUMP

Le trumpisme renforce sensiblement l'incoercibilité stratégique américaine et ralentit la progression de la Chine vers la sienne. Il n'a pas encore démontré qu'il pouvait empêcher Pékin de franchir le seuil. Sous forme compacte :

$$\boxed{I_{US} \uparrow} \quad \boxed{\frac{dI_{CN}}{dt} \downarrow} \quad \boxed{\text{retarder} \neq \text{empêcher}}.$$

Trump modifie plus clairement la pente de la course que sa destination telle qu'on peut aujourd'hui l'évaluer. Au vu des éléments disponibles, l'issue à l'horizon 2030 devient plus disputée, mais l'incoercibilité stratégique mutuelle reste la trajectoire centrale pour 2035.

Il ne s'agit pas d'affirmer que le trumpisme serait dépourvu de grande stratégie. Les

faits suggèrent plutôt l'inverse. On y distingue une stratégie de reconstitution américaine, et plusieurs de ses coups s'attaquent à des vulnérabilités réelles identifiées dans cet article. La conclusion, plus étroite, est aussi plus exigeante : reconstruire les instruments de puissance ne suffit pas si les contre-goulets et les frictions de coalition qui conditionnent leur emploi ne sont pas neutralisés à une vitesse comparable. Une Amérique plus forte peut rester incapable de contraindre une Chine devenue stratégiquement incoercible.

8.6 L'incoercibilité mutuelle n'est pas la fin de partie

Le résultat précédent peut facilement être mal interprété. Une incoercibilité stratégique mutuelle réglerait la question de la coercition sans régler la compétition systémique. Si les deux groupes sont « vivants » au sens du go, aucun ne dispose plus d'une voie politiquement crédible pour contraindre l'autre à revenir sur ses choix les plus vitaux, mais chacun peut encore améliorer sa position autour d'eux.

$$I_{US} + I_{CN} \not\Rightarrow \text{fin de partie.}$$

La distinction découle de la séquence développée plus haut :

$$R < I < O.$$

La résilience est la capacité d'absorber la pression. L'incoercibilité est atteinte lorsque cette pression n'offre plus de voie crédible vers un recul. L'organisation systémique constitue une capacité supplémentaire : amener d'autres États à dépendre de règles, de réseaux, de normes, de dispositifs de sécurité et de biens publics que l'on contribue à organiser, à s'y conformer ou à coordonner leurs choix à travers eux. Franchir I élargit la liberté d'action de Pékin ; cela n'achève pas un projet chinois d'organisation de l'ordre mondial.

Pour la Chine, l'espace stratégique au-delà de I_{CN} resterait considérable. Un État moins vulnérable au déni technologique, à la pression financière, à la coercition maritime et aux sanctions de coalition pourrait continuer d'éroder la première chaîne d'îles, de réduire son exposition au dollar, d'approfondir son autonomie technologique, d'exploiter les divisions entre partenaires américains et de convertir sa centralité industrielle en normes et en influence institutionnelle. Aucun de ces coups n'exige de pouvoir contraindre directement les États-Unis. Il suffit d'être assez libre de la coercition américaine pour continuer à jouer. Pour Washington, l'implication symétrique est qu'un rapport de forces favorable peut conserver une grande valeur stratégique sans se reproduire de lui-même. Si la Chine peut continuer d'améliorer sa position après avoir franchi I_{CN} , la compétition passe de la question *qui peut contraindre qui à reculer ?* à *qui peut organiser les choix décisifs des autres ?* C'est le passage de I à O .

Taïwan reste l'épreuve de vérité la plus dangereuse de cette évaluation. Une crise pourrait révéler que le seuil avait déjà été franchi avant que l'un ou l'autre camp ne l'ait pleinement compris. Si Washington découvrirait seulement après l'escalade que son dispositif maximal peut dévaster la Chine mais plus la contraindre à reculer, le danger stratégique ne viendrait plus d'un manque de puissance mais d'une **erreur d'appréciation stratégique** : les deux camps pourraient entrer dans la confrontation avec des hypothèses devenues obsolètes sur la coercibilité de l'autre. C'est ainsi qu'une fenêtre coercitive qui se referme peut devenir une voie vers la guerre, même si aucun des deux camps n'a besoin de la guerre pour atteindre sa fin de partie préférée.

9 Conclusion : la fin de partie avant la fin

Le résultat central de cet article est qu'une transition de coercibilité précède toute transition plausible de primauté. **Les États-Unis sont déjà stratégiquement incoercibles face à**

la Chine ; la Chine ne l'est pas encore face aux États-Unis et à leurs alliés. Si les trajectoires actuelles se prolongent, la voie résiduelle par laquelle une coalition américaine pourrait imposer un recul chinois se rétrécira toutefois fortement au cours de la prochaine décennie. Elle reste probablement crédible en 2027, devient véritablement incertaine autour de 2030 et, en 2035, permettrait probablement encore d'infliger des dommages extraordinaires sans offrir de voie politiquement crédible pour contraindre Pékin à revenir sur un choix vital. La trajectoire centrale va donc **d'un avantage américain asymétrique vers une incoercibilité stratégique mutuelle**, et non de la primauté américaine à la primauté chinoise.

Le mécanisme compte autant que la date. Pékin n'a pas besoin de reproduire le système du dollar, le réseau d'alliances américain ou la portée militaire mondiale des États-Unis. Il lui suffit de faire échouer le dispositif américain en tant que dispositif. La substitution chinoise peut supprimer certains veto ; les contre-goulets peuvent renchérir l'activation des autres ; le déni régional peut rendre le levier militaire plus lent et plus escalatoire ; la pression sur les alliés peut affaiblir les connexions politiques grâce auxquelles Washington transforme des actifs agrégés supérieurs en puissance coercitive utilisable. La frontière opérationnelle sépare donc **punition et recul imposé** : une puissance peut rester capable de dévaster son rival après avoir cessé d'être capable de le contraindre.

Le trumpisme modifie cette course, mais de façon asymétrique. Politique des minerais critiques, reconstruction industrielle, résilience énergétique, production de défense, infrastructures d'IA, capacités maritimes et sécurisation de l'arrière stratégique renforcent sensiblement I_{US} . Les contrôles technologiques, le déni dans la première chaîne d'îles et l'investissement militaire des alliés peuvent également ralentir la progression chinoise vers I_{CN} . Mais ce second résultat est moins assuré que le premier. La substitution chinoise se poursuit, d'importants contre-goulets restent utilisables et la pression sur les alliés peut accroître le délai d'agrégation dont dépend le dispositif anti-chinois le plus puissant. **Le trumpisme renforce donc I_{US} et retarde I_{CN} , mais il n'a pas encore démontré qu'il pouvait empêcher I_{CN} .** Inverser la trajectoire de 2035 exigerait des résultats observables dans le renouvellement des veto technologiques, la neutralisation des contre-veto chinois les plus importants et l'accélération fiable de l'agrégation de la coalition.

Cette convergence possible ne règle pas la fin de partie. L'incoercibilité stratégique est un seuil défensif ; l'organisation systémique se situe plus haut. Si les deux principales puissances deviennent difficiles à contraindre, la compétition ne s'achève pas : elle change d'objet. La Chine devrait encore convertir son autonomie, sa centralité industrielle et sa puissance régionale en institutions, normes, liquidité, relations de sécurité et biens publics capables d'organiser durablement les choix des États tiers. Les États-Unis pourraient demeurer l'organisateur systémique le plus puissant après avoir perdu la capacité de faire revenir Pékin sur ses choix vitaux. Dans la notation développée ici,

$$\boxed{I_{US} + I_{CN} \not\rightarrow \text{fin de partie}}, \quad \boxed{I \rightarrow O.}$$

Les trois fins de partie identifiées dans cet article restent donc ouvertes : reconstitution américaine, percée systémique chinoise et ordre réparti par fonctions, dans lequel différentes formes de puissance systémique demeurent concentrées entre des mains différentes. La guerre n'est pas une quatrième fin de partie. Elle est l'une des voies possibles entre les positions, rendue plus dangereuse lorsque les dirigeants confondent supériorité destructive et maîtrise coercitive. Taïwan en constitue le risque le plus aigu : une crise pourrait ne révéler qu'après l'escalade que le seuil coercitif avait déjà été franchi.

La question stratégique qui se pose à Washington est par conséquent plus étroite et plus difficile que celle de savoir si les États-Unis peuvent rester « devant » la Chine. Il s'agit de savoir si le renouvellement américain peut continuer à produire des veto plus vite que la Chine ne les neutralise, si les contre-veto chinois peuvent être supprimés avant de rendre ces instruments

inutilisables, et si les capacités alliées peuvent encore être agrégées au rythme d’une crise. Pour Pékin, la tâche immédiate est l’inverse : survivre aux veto restants, augmenter le coût de leur emploi et empêcher leur agrégation. **Si la trajectoire actuelle se confirme, le changement décisif de la prochaine décennie ne sera pas que la Chine devienne plus puissante que les États-Unis. Ce sera qu’aucun des deux ne pourra plus contraindre de façon fiable l’autre à revenir sur un choix vital. La lutte portera alors moins sur la capacité de coercition réciproque que sur la capacité d’organiser le goban qui restera ouvert.**

Références

- [1] Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*. Random House, 1987.
- [2] Katherine Richardson et al., “Earth beyond six of nine planetary boundaries,” *Science Advances*, Vol. 9, No. 37, 2023, eadh2458.
- [3] Stockholm Resilience Centre, “Planetary Boundaries,” 2025 update, Stockholm University, 2025.
- [4] Yoshua Bengio et al., *International AI Safety Report 2026*. UK Department for Science, Innovation and Technology, 2026.
- [5] OECD, “Synthetic Biology, AI and Automation: A Forward-Looking Technology Assessment,” OECD Science, Technology and Industry Policy Papers, No. 187, 2025.
- [6] World Inequality Lab, *World Inequality Report 2026*, 2026.
- [7] Stockholm International Peace Research Institute, “Trends in World Military Expenditure, 2025,” SIPRI Fact Sheet, April 2026.
- [8] Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 2026*, Summary, chapter on World Nuclear Forces, 2026.
- [9] International Monetary Fund, “Industrial Policy in China: Quantification and Impact on Misallocation,” Working Paper No. 2025/155, 2025.
- [10] Board of Governors of the Federal Reserve System, “Frequently Asked Questions: U.S. Dollar and Foreign Currency Liquidity Swaps,” standing arrangements, accessed 2026.
- [11] Board of Governors of the Federal Reserve System, “The International Role of the U.S. Dollar – 2025 Edition,” FEDS Notes, July 18, 2025.
- [12] Thucydides, *History of the Peloponnesian War*, Book I, 23.6.
- [13] Graham Allison, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides’s Trap?* Houghton Mifflin Harcourt, 2017.
- [14] Gregory C. Allen, “Choking Off China’s Access to the Future of AI,” Center for Strategic and International Studies, October 2022.
- [15] Australian Strategic Policy Institute, “Critical Technology Tracker: 2025 Dataset and Monopoly Risk Insights,” March 25, 2026.

- [16] Logan Wright, Agatha Kratz, Charlie Vest and Matt Mingey, “Retaliation and Resistance: China’s Economic Statecraft in a Taiwan Crisis,” Atlantic Council and Rhodium Group, April 2024.
- [17] Matthew Mingey, Laura Gormley and Logan Wright, “Avoiding Entanglement: G20 Responses in a Taiwan Crisis,” Atlantic Council, November 2024.
- [18] Chinese Academy of Social Sciences, Institute of World Economics and Politics, study on U.S. “weak alliances” and *xiēzi zhànlüè* (wedge strategy), 2025. Primary Chinese-language source; full bibliographic metadata to be standardized in V2.
- [19] People’s Republic of China, *Outline of the Fifteenth Five-Year Plan for National Economic and Social Development, 2026–2030*, adopted 2026.
- [20] Elbridge A. Colby, *The Strategy of Denial: American Defense in an Age of Great Power Conflict*. Yale University Press, 2021.
- [21] Center for Strategic and International Studies, “China’s Localization Drive in Semiconductors Gains Impetus from Allied Chip Export Controls,” March 2026.
- [22] Center for Strategic and International Studies, “Rare Earth Export Restrictions One Year Later,” 2026.
- [23] Rush Doshi, *The Long Game: China’s Grand Strategy to Displace American Order*. Oxford University Press, 2021.
- [24] Rush Doshi, “Balancing a Bigger China,” Council on Foreign Relations, 2026.
- [25] Henry Farrell and Abraham L. Newman, “Weaponized Interdependence: How Global Economic Networks Shape State Coercion,” *International Security*, Vol. 44, No. 1, 2019, pp. 42–79.
- [26] Henry Farrell and Abraham Newman, *Underground Empire: How America Weaponized the World Economy*. Henry Holt, 2023.
- [27] Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*. Cambridge University Press, 1981.
- [28] T. X. Hammes, “Offshore Control: A Proposed Strategy for an Unlikely Conflict,” National Defense University / *Strategic Forum*, 2012.
- [29] International Federation of Robotics, *World Robotics 2025: Industrial Robots*. Frankfurt, 2025.
- [30] International Monetary Fund, *People’s Republic of China: 2025 Article IV Consultation*, Country Report No. 26/044, 2026.
- [31] Scott A. Boorman, *The Protracted Game: A Wei-Ch’i Interpretation of Maoist Revolutionary Strategy*. Oxford University Press, 1969.
- [32] Yasunari Kawabata, *The Master of Go*. English translation by Edward G. Seidensticker, Alfred A. Knopf, 1972; Japanese original, *Meijin*, 1954. The novel is based on the 1938 retirement match between Honinbo Shusai and Minoru Kitani, which Kawabata covered for the press.
- [33] David Lai, *Learning from the Stones: A Go Approach to Mastering China’s Strategic Concept, Shi*. U.S. Army War College Strategic Studies Institute, 2004.

- [34] Andrew W. Marshall, *Long-Term Competition with the Soviets: A Framework for Strategic Analysis*. RAND, R-862-PR, 1972.
- [35] U.S. Department of Defense, *2026 National Defense Strategy*, January 2026.
- [36] A. F. K. Organski, *World Politics*. Alfred A. Knopf, 1958.
- [37] Dale C. Copeland, *The Origins of Major War*. Cornell University Press, 2000.
- [38] David C. Gompert et al., *The PLA and China's Rejuvenation: National Security and Military Strategies, Deterrence Concepts, and Combat Capabilities*. RAND Corporation, RR-1402, chapter on war control and escalation, 2016.
- [39] Stanford Institute for Human-Centered Artificial Intelligence, *AI Index Report 2026*, Stanford University, 2026.
- [40] Xi Jinping, "Major Issues Concerning China's Strategies for Medium- and Long-Term Economic and Social Development" (国家中长期经济社会发展战略若干重大问题), *Qiushi*, 2020; reproduced by the Ministry of Industry and Information Technology and Cyberspace Administration of China.
- [41] Han Baojiang, "构建新发展格局需统筹好几个关系" [Several Relationships Must Be Coordinated in Building the New Development Pattern], Central Party School (National Academy of Governance) Xi Jinping Thought Research Center / China Social Sciences Network, February 21, 2023.
- [42] Chen Yang and Yang Zhihao, "中美供应链竞争背景下我国产业外迁趋势研判" [Assessment of China's Industrial Relocation under U.S.–China Supply-Chain Competition], Institute of Industrial Economics, Chinese Academy of Social Sciences, *The Economist* (China), No. 5, 2025.
- [43] Chinese Academy of Social Sciences, Institute of World Economics and Politics, Chinese-language research on U.S. alliance networking, wedge tactics, and extension of China's strategic opportunity period, 2024–2026. Source status: scholarly analysis, not official doctrine.
- [44] Kurt M. Campbell and Rush Doshi, "How Alliances Survive: The Case Against Pessimism and the Path to a New Allied Order," *Foreign Affairs*, September/October 2026.
- [45] Gracelin Baskaran and Meredith Schwartz, "G7 Critical Minerals Ambitions and Iran's Natural Resources," Center for Strategic and International Studies, June 18, 2026, including discussion of Japan's long-running rare-earth diversification effort.
- [46] Rush Doshi, Erin D. Dumbacher, William Henagan, Michael C. Horowitz and Samuel Henry Lazarus, *Out of Ammo: A Two-Year Sprint to Rebuild the American Arsenal and Deter China*, Council on Foreign Relations, August 17, 2026.
- [47] National Defense University Press, "The 21st Century's Great Military Rivalry," September 30, 2022; and related NDU analyses of PLA "systems confrontation" and "system destruction warfare."
- [48] Joel Wuthnow, "A New Step in China's Military Reform," National Defense University Press, April 17, 2025.
- [49] U.S. Department of Defense, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2025*, Annual Report to Congress, December 23, 2025.

- [50] National Defense University Press, “Considering the Utility of Modern Blockade in a Protracted Conflict with China,” 2024.
- [51] Brad W. Setser, “China Didn’t De-Dollarize. It Just Hid Its Dollars,” Council on Foreign Relations, April 30, 2026.
- [52] Daniel W. Drezner, “Network and Structural Power: The Four Trend Lines Weakening U.S. Leverage,” Carnegie Endowment for International Peace, July 7, 2026.
- [53] Huang Yuxing, “衰落霸权国的安全承诺是否可信——以英国为中心的考察（1887–1939年）” [Are the Security Commitments of a Declining Hegemon Credible? A Study Centered on Britain, 1887–1939], *World Economics and Politics*, Chinese Academy of Social Sciences, 2025.
- [54] Heather Williams et al., *Project Atom 2025: Escalation Management in Acute and Protracted Conflicts in the Indo-Pacific*, CSIS Project on Nuclear Issues, January 2026.
- [55] State Council Information Office of the People’s Republic of China, *China’s National Security in the New Era*, May 2025.
- [56] Central Committee of the Communist Party of China, “Resolution of the Third Plenary Session of the 20th CPC Central Committee,” July 2024.
- [57] State Council Information Office, briefings on the Outline of the Fifteenth Five-Year Plan, March–May 2026.
- [58] U.S.-China Economic and Security Review Commission, “China’s United Front and Propaganda Work,” Annual Report to Congress, 2023.
- [59] RAND Corporation, studies of PLA political warfare and the “Three Warfares,” including public-opinion, psychological and legal warfare.
- [60] Agatha Kratz and Charlie Vest, *Sanctioning China in a Taiwan Crisis: Scenarios and Risks*, Atlantic Council GeoEconomics Center and Rhodium Group, June 2023.
- [61] International Energy Agency, *Energy Technology Perspectives 2026*, sections on supply-chain concentration and industrial competitiveness, 2026.
- [62] International Energy Agency, *Global EV Outlook 2026*, sections on manufacturing, trade and batteries, 2026.
- [63] U.S. Space Force, *Future Operating Environment 2040*, 2026.
- [64] Center for Strategic and International Studies, analysis of China’s commercial-space expansion and dual-use industrial base, 2026.
- [65] Yeling Tan, “China’s Economic Security Growth Model and Implications for the US-China Security Dilemma,” Peterson Institute for International Economics Working Paper, August 2026.
- [66] Howard Wang, “China Plans for ‘Total War’: Developing the Capacity to Defeat the ‘Strong Enemy’ of the United States,” *Journal of Contemporary China*, published online April 21, 2026.
- [67] Christopher S. Chivvis and Senkai Hsia, *Implementing the Biden Administration’s China Strategy*, Carnegie Endowment for International Peace, March 23, 2026.

- [68] Brad W. Setser, “The Future of American Strategy: Weaponizing Interdependence,” Council on Foreign Relations, May 26, 2026.
- [69] Zongyuan Zoe Liu, “China and the U.S. Agreed to ‘Strategic Stability’ in Beijing. They Don’t Define It the Same Way,” Council on Foreign Relations, May 18, 2026.
- [70] People’s Daily / Cyberspace Administration of China, “从两个大局看‘十五五’战略谋划” [Viewing Fifteenth Five-Year Strategic Planning through the Two Overall Situations], January 20, 2026.
- [71] Xi Jinping, “新发展阶段贯彻新发展理念必然要求构建新发展格局” [Implementing the New Development Philosophy in the New Development Stage Necessarily Requires Building a New Development Pattern], speech originally delivered in 2020 and republished by the Cyberspace Administration of China, August 31, 2022.
- [72] People’s Republic of China, *Outline of the Fifteenth Five-Year Plan for National Economic and Social Development*, March 2026, section on the development environment and the coexistence of strategic opportunities and risks.
- [73] Australian Strategic Policy Institute, “Critical Technology Tracker: June 2026 Data Refresh,” June 19, 2026. The Tracker measures high-impact research output across 74 critical technologies.
- [74] Xi Jinping, “前瞻布局和发展未来产业” [Forward-looking Planning and Development of Future Industries], address to the 24th collective study session of the 20th CPC Politburo, January 30, 2026; published in *Qiushi*, June 2026.
- [75] Ministry of Industry and Information Technology of the People’s Republic of China, “Notice on Organizing the 2025 Future Industry Innovation Task ‘Reveal the List and Appoint the Commander’ Program,” 2025; includes 17 quantum-technology challenge tasks.
- [76] Lily Ottinger and Elias X. Huber, “China’s Quantum Flywheel: Six Months of Party Mobilization,” *ChinaTalk*, August 12, 2026.
- [77] U.S.-China Economic and Security Review Commission, *Vying for Quantum Supremacy: U.S.-China Competition in Quantum Technologies*, November 2025.
- [78] Seth G. Jones and Alexander Palmer, *China Outpacing U.S. Defense Industrial Base*, Center for Strategic and International Studies, March 6, 2024.
- [79] Matthew P. Funairole, “Charting a New Course: Countering China’s Dominance in Global Shipbuilding,” testimony before the U.S. House Foreign Affairs Subcommittee on East Asia and the Pacific, Center for Strategic and International Studies, July 22, 2026.
- [80] Matthew P. Funairole, Brian Hart, Jaehyun Han and Jennifer Jun, “China Accelerates Construction of Ro-Ro Vessels, with Potential Military Implications,” CSIS ChinaPower, October 2023.
- [81] Macdonald Amoah, Morgan Bazilian, Jahara Matisek and Katrina Schweiker, “The Drone Supply Chain War: Identifying the Chokepoints to Making a Drone,” Center for Strategic and International Studies, December 9, 2025.
- [82] International Civil Aviation Organization, materials on BeiDou applications and recognition within international civil-aviation standards, 2025.

- [83] China Satellite Navigation Office / United Nations Office for Outer Space Affairs, “Development of BeiDou Navigation Satellite System,” presentation to COPUOS, 2024; includes IMO recognition of BeiDou maritime services.
- [84] Ministry of Industry and Information Technology of the People’s Republic of China, “6G Innovation and Development Ministry-Province Coordinated Pilot Action,” June 2026.
- [85] Ministry of Industry and Information Technology of the People’s Republic of China, report on China’s participation in ITU-R Working Party 5D and IMT-2030 evaluation work, June 2026.
- [86] Alex Joske, *The Party Speaks for You: Foreign Interference and the Chinese Communist Party’s United Front System*, Australian Strategic Policy Institute, 2020.
- [87] Atlantic Council, *Investigating China’s Economic Coercion: The Reach and Role of Chinese Corporate Entities*, November 2023.
- [88] U.S.-China Economic and Security Review Commission, “China’s New Measures for Control, Mobilization, and Resilience,” *2024 Annual Report to Congress*, Chapter 7, November 2024.
- [89] Mary E. Lovely and Christine Y. Wan, *Made with China: Global Supply Chains and the Limits of U.S. Decoupling*, Peterson Institute for International Economics, Policy Brief, August 4, 2026.
- [90] Gregory C. Allen, Emily Benson and Margot Putnam, “Japan and the Netherlands Announce Plans for New Export Controls on Semiconductor Equipment,” Center for Strategic and International Studies, April 10, 2023; see also CSIS analysis of the delay between the October 2022 U.S. controls and Dutch/Japanese implementation.
- [91] Hans M. Kristensen and Matt Korda, “Chinese nuclear forces, 2019,” *Bulletin of the Atomic Scientists*, 75:4, 171–178, 2019.
- [92] Hans M. Kristensen and Robert S. Norris, “Chinese nuclear forces, 2016,” *Bulletin of the Atomic Scientists*, 72:4, 205–211, 2016.
- [93] Hans M. Kristensen, Matt Korda, Eliana Johns and Mackenzie Knight, “Chinese nuclear weapons, 2025,” *Bulletin of the Atomic Scientists*, 81:2, 135–160, 2025.
- [94] Hans M. Kristensen, Matt Korda, Eliana Johns and Mackenzie Knight-Boyle, “Chinese nuclear weapons, 2026,” *Bulletin of the Atomic Scientists*, 82:4, 293–322, 2026.
- [95] Hans M. Kristensen, Matt Korda, Eliana Johns and Mackenzie Knight-Boyle, “United States nuclear weapons, 2026,” *Bulletin of the Atomic Scientists*, 82:2, 119–150, 2026.
- [96] U.S. Department of Defense, *Military and Security Developments Involving the People’s Republic of China 2020*, Annual Report to Congress, September 2020.
- [97] U.S. Department of Defense, *Military and Security Developments Involving the People’s Republic of China 2022*, Annual Report to Congress, November 2022.
- [98] U.S. Defense Intelligence Agency, 1984 assessment of Chinese nuclear forces, reproduced and discussed in Hans M. Kristensen et al., *Chinese Nuclear Forces and U.S. Nuclear War Planning*, Federation of American Scientists/Natural Resources Defense Council, 2006.
- [99] Ministry of Foreign Affairs of the People’s Republic of China, working paper on nuclear disarmament and security assurances, April 2026.

- [100] Ministry of National Defense of the People's Republic of China, "China pursues a nuclear strategy of self-defense," June 26, 2025.
- [101] State Council Information Office / Ministry of National Defense of the People's Republic of China, *China's Military Strategy*, official English edition; provisions on nuclear force structure, strategic early warning, rapid reaction, penetration and survivability.
- [102] Beijing Municipal People's Government, regulations and technical standards on civil air-defense works, including underground protective structures and structural requirements for nuclear-blast loads, 2021.
- [103] U.S. Energy Information Administration, "World Oil Transit Chokepoints," updated March 3, 2026. EIA estimates 23.2 million barrels per day of oil flows and 9.2 Bcf/d of LNG through Malacca in the first half of 2025; China accounted for 48 percent of import volumes transiting the strait.
- [104] Brian Hart, Matthew P. Funaiolo, David Peng, Jasper Verschuur, Bonny Lin and Leon Li, "Troubled Straits: Analyzing Trade Chokepoints in the South China Sea," Center for Strategic and International Studies, July 1, 2026.
- [105] Robert Powell, "War as a Commitment Problem," *International Organization*, Vol. 60, No. 1, 2006, pp. 169–203.
- [106] Nathan J. Szymanski et al., "An autonomous laboratory for the accelerated synthesis of novel materials," *Nature*, Vol. 624, 2023, pp. 86–91.
- [107] "The Rise of Robotics in Self-Driving Labs," *npj Robotics*, 2026. Review of closed-loop robotic experimentation and its technical and safety constraints.
- [108] Reuters, "US says China's Huawei can't make more than 200,000 AI chips in 2025," June 12, 2025.
- [109] Reuters, "Trump Administration revises export restrictions on advanced semiconductors while levying additional tariffs," March 13, 2026.
- [110] Reuters, "China tightens rare earth export controls, targets defence, semiconductor users," October 9, 2025.
- [111] Reuters, "China exports to US rise of rare earth critical to aerospace sector," August 20, 2026.
- [112] Frendem, Joseph, and Spaniel, "Explaining Peace during Long and Rapid Power Shifts: A Theory of Grand Bargains," *British Journal of Political Science*, 2025.
- [113] Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, "Concept Paper on the Global Governance Initiative," September 2025.
- [114] Carnegie Endowment for International Peace, "Early Lessons in the Pursuit of Sovereign AI," June 2026.
- [115] Matthew Reynolds and Matthew P. Goodman, *Deny, Deflect, Deter: Countering China's Economic Coercion*, Center for Strategic and International Studies, March 21, 2023.
- [116] Matthew Reynolds and Matthew P. Goodman, "China's Economic Coercion: Lessons from Lithuania," Center for Strategic and International Studies, May 6, 2022.

- [117] U.S. Department of State, “Agreement Between the Government of the United States of America and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on the Prevention of Incidents On and Over the High Seas,” signed May 25, 1972.
- [118] U.S. Naval History and Heritage Command, “Conflict and Cooperation: The U.S. and Soviet Navies in the Cold War,” historical study of the Incidents at Sea Agreement and its implementation.
- [119] United States and People’s Republic of China, “Agreement on Establishing a Consultation Mechanism to Strengthen Military Maritime Safety,” January 19, 1998, U.S. Department of State Treaty Affairs.
- [120] U.S. Department of Defense, “U.S., Chinese Military Officials Resume Talks on Operational Safety,” April 5, 2024.
- [121] Benjamin Jensen, Bonny Lin and Carolina G. Ramos, *Shadow Risk: What Crisis Simulations Reveal about the Dangers of Deferring U.S. Responses to China’s Gray Zone Campaign against Taiwan*, Center for Strategic and International Studies, February 16, 2022.
- [122] Bonny Lin, Brian Hart, Matthew P. Funaiole, Samantha Lu and Truly Tinsley, *How China Could Quarantine Taiwan: Mapping Out Two Possible Scenarios*, Center for Strategic and International Studies, June 5, 2024.
- [123] Matthew P. Funaiole, Brian Hart, David Peng, Bonny Lin and Jasper Verschuur, “Disruptions to Trade in the Taiwan Strait Would Severely Impact China’s Economy,” Center for Strategic and International Studies, June 17, 2025.
- [124] Andrew Metrick and Stacie Pettyjohn, *Rolling the Iron Dice: The Increasing Chance of Conflict Protraction*, Center for a New American Security, 2023.
- [125] Stacie Pettyjohn, Hannah Dennis and Molly Campbell, *Avoiding the Brink: Escalation Management in a War to Defend Taiwan*, Center for a New American Security, 2023.
- [126] Andrew Metrick, Philip Sheers and Stacie Pettyjohn, *Over the Brink: Escalation Management in a Protracted War*, Center for a New American Security, August 6, 2024.
- [127] Oriana Skylar Mastro, “The Theory and Practice of War Termination: Assessing Patterns in China’s Historical Behavior,” *International Studies Review*, 2018.
- [128] Stacie Pettyjohn, Becca Wasser and Chris Dougherty, *Dangerous Straits: Wargaming a Future Conflict over Taiwan*, Center for a New American Security, June 2022.
- [129] Mark F. Cancian, Matthew F. Cancian and Eric Heginbotham, *Lights Out? Wargaming a Chinese Blockade of Taiwan*, Center for Strategic and International Studies, July 31, 2025.
- [130] William A. Callahan, “Chinese Visions of World Order: Post-hegemonic or a New Hegemony?,” *International Studies Review*, Vol. 10, No. 4, 2008, pp. 749–761.
- [131] Sinan Chu, “Whither Chinese IR? The Sinocentric Subject and the Paradox of Tianxiaism,” *International Theory*, Vol. 14, No. 1, 2022, pp. 57–87; first published online 2020.
- [132] Geoff Wade, “The Zheng He Voyages: A Reassessment,” Asia Research Institute Working Paper Series No. 31, National University of Singapore, October 2004.

- [133] Sebastian Horn, Bradley C. Parks, Carmen M. Reinhart and Christoph Trebesch, “China as an International Lender of Last Resort,” NBER Working Paper No. 31105, 2023.
- [134] Asian Infrastructure Investment Bank, *Partnerships Report 2025*, 2025.
- [135] United Nations Peacekeeping, “Contributions to UN Peacekeeping Operations by Country and Post,” July 2025; and China’s statement to the 2025 UN Peacekeeping Ministerial.
- [136] Ministry of Foreign Affairs of the People’s Republic of China, “Statement on the Award of 12 July 2016 of the Arbitral Tribunal in the South China Sea Arbitration,” July 12, 2016; and the PRC Position Paper on Jurisdiction, December 7, 2014.
- [137] Chatham House, *Saving Global Economic Governance after the Trump Shock*, June 2026, discussion of a possible “third pole” in economic governance.
- [138] Kendall W. Stiles, “Power Transitions in World History,” *Global Studies Quarterly*, vol. 6, no. 3, 2026, article ksag094.
- [139] Reuters, “Under cover of trade truce with Trump, China expands economic pressure toolkit,” April 26, 2026.
- [140] Reuters, “China says CK Hutchison’s ports deal must not try to avoid antitrust review,” April 27, 2025.
- [141] Reuters, “Beijing blocks Meta acquisition of Chinese AI startup Manus,” April 27, 2026.
- [142] The White House, “Presidential Determination Pursuant to Section 101 of the Defense Production Act of 1950, as Amended, on Recoverable Critical Minerals and Materials,” July 30, 2026.
- [143] The White House, “Securing America’s Defense Supply Chains and Ensuring Domestic Acquisition of Critical Materials,” Executive Order 14415, July 20, 2026.
- [144] The White House, “Promoting the Export of the American AI Technology Stack,” Executive Order, July 2025.
- [145] Reuters, “Canada to retaliate for US tariffs, worsening ties after talks fail,” August 22, 2026.
- [146] Reuters, “China’s oil investments and exposure in Venezuela,” January 5, 2026.
- [147] Reuters, “After six months, the Iran war has reached its endgame – a costly stalemate,” August 27, 2026.
- [148] Reuters, “Looming US sanctions on Iran put China oil buying in spotlight,” August 24, 2026.
- [149] Reuters, “OPEC+ loses oil market sway in Iran war as China gains influence,” August 27, 2026.
- [150] U.S. Department of the Treasury, “Treasury International Capital Data for June 2026,” August 17, 2026.
- [151] Reuters, “Foreign holdings of US Treasuries fall in June, led by Japan, UK, China,” August 17, 2026.
- [152] Congressional Budget Office, *The Budget and Economic Outlook: 2026 to 2036*, February 2026.

- [153] Reuters, “US Treasury Secretary Bessent doubles US long-bond buybacks in the face of surging yields,” August 19, 2026.
- [154] Reuters, “With Venezuela raid, U.S. tells China to keep away from the Americas,” January 11, 2026.
- [155] Reuters, “U.S. capture of Maduro tests limits of China’s diplomatic push,” January 5, 2026.
- [156] Reuters, “U.S. nears deal to secure long-term access to Venezuela’s oil reserves, sources say,” August 27, 2026.
- [157] Reuters, “Trump touts ‘total access’ Greenland deal as NATO asks allies to step up,” January 22, 2026.
- [158] Reuters, “Nordics reject Trump’s claim of Chinese and Russian ships around Greenland,” January 11, 2026.
- [159] Center for Strategic and International Studies, “China’s Localization Drive in Semiconductors Gains Impetus from Allied Chip Export Controls,” March 24, 2026.
- [160] Reuters, “U.S.-Iran war spurs Europe, Asia to boost renewables,” August 26, 2026.
- [161] Reuters, “Under cover of trade truce with Trump, China expands economic pressure toolkit,” April 26, 2026.
- [162] Reuters, “U.S.-China trade truce leaves military-use rare earth issue unresolved, sources say,” June 15, 2025.
- [163] The White House, “Adjusting Imports of Processed Critical Minerals and Their Derivative Products into the United States,” January 14, 2026; and “President Donald J. Trump Delegates Defense Production Act Authority with Respect to Recoverable Critical Minerals and Materials That Are Essential to Our National Defense,” July 30, 2026.
- [164] U.S. Government Accountability Office, *Critical Minerals: Reducing U.S. Import Reliance with Substitution and Recycling Technologies*, GAO-26-108687, July 22, 2026.
- [165] Reuters, “Trump says the U.S. is not talking with Iran as economic war in focus,” August 27, 2026.
- [166] Thomas J. Bollyky, Rush Doshi and Prashant Yadav, “The Pharma Choke Point,” Council on Foreign Relations, June 2026.
- [167] Congressional Research Service, “China’s Shipbuilding and Maritime Industrial Base,” updated August 26, 2026.
- [168] U.S. Department of Commerce, Bureau of Industry and Security, “Department of Commerce Revises License Review Policy for Semiconductors Exported to China,” January 13, 2026.
- [169] Reuters, “China turns to electric taxis to soften Hormuz oil shock,” July 15, 2026.